DANS LE MONDE UNE CLASSE EN LUTTE

Echanges et Mouvement édite depuis 1993 le bulletin gratuit *Dans le monde une classe en lutte* (*DLM*), recension irrégulière des luttes de classe dont on peut avoir connaissance. Echanges souhaite toujours que la collecte des informations, leur classement, leur analyse et leur rédaction soit un travail plus collectif.

La formule actuelle consiste en des envois groupés, gratuits pour diffusion en nombre fixé par le correspondant ; ou en des envois individuels, contre six enveloppes adressées et timbrées à 0,72 euros.

Ce sont des discussions avec un camarade américain de Baltimore, avec lequel Echanges partageait depuis longtemps des informations et des commentaires sur la lutte de classe dans le monde, qui ont conduit à l'idée de mettre ces informations à la disposition de ceux qui n'avaient ni le temps, ni les moyens d'y accéder.
La formule s'est quelque peu modifiée avec le temps, passant d'un classement des informations par pays à un classement par branche d'industrie. Elle vise aujourd'hui d'une part à faire ressortir certaines luttes significatives, d'autre part à réaliser un classement selon les termes actuels du conflit capital-travail.

Dans le monde une classe en lutte.
echanges.mouvement@laposte.net

ÉCHANGES N° 127 — Hiver 2008-2009

ÉCHANGES

N° 127 — Hiver 2008-2009 — 3 euros

bulletin du réseau
« Échanges et mouvement »

Capital et **CRISE** : haro sur les retraites, p. 3 ◆ La crise dans les publications, p. 9
Entreprise hasardeuse, p. 12 ◆ Les réactions du prolétariat américain à la crise de 1929, p. 20

EUROPE. révoltes en Grèce, p. 32 ◆ Dans les publications, p. 41

Etats-Unis. Une hirondelle ne fait pas le printemps, une grève sauvage à **CHICAGO**, p. 44
Amériques, Asie... dans les publications, p. 49

CORRESPONDANCE. Le visage du capitalisme et la « conscience », p. 54 ◆ La crise: témoignage d'un intérimaire qui a perdu son emploi, p. 59 ◆ Téléologues : fin de partie, p. 60

De l'utilisation de la méritocratie en période de crise, p. 61

Dans les **PUBLICATIONS**. Organisations, histoire, théorie... p. 64

NOTES DE LECTURE. « Quel autre monde possible ? Retour sur le projet communiste », de Claude Bitot ◆ « Notre part de ténèbres », de Gérard Mordillat, p. 71

ÉCHANGES

Bulletin du réseau « Echanges et mouvement »
pour abonnement, informations et correspondance :
echanges.mouvement@laposte.net

BP 241, 75866 Paris Cedex 18, France

Sur Internet :
http:// www.mondialisme.org

Abonnement : 15 euros pour quatre numéros
comprenant les brochures publiées dans l'année.

Les publications d'Echanges et mouvement sont régulièrement déposées dans les librairies suivantes :

à Paris

La Brèche, 27 rue Taine, 12e
☎ 01 49 28 52 44.

Clio, 38 avenue Villemain, 14e
☎ 01 45 41 59 20.

Galerie de la Sorbonne, 52, rue des Ecoles, 5e
☎ 01 43 25 52 10

Parallèles, 47 rue Saint-Honoré, 1er
☎ : 01 42 33 62 70.

Le Point du jour, 58 rue Gay-Lussac, 5e ☎ : 01 43 26 20 17.

Publico, 145 rue Amelot, 11e
☎ 01 48 05 34 08

Quilombo, 23 rue Voltaire, 11e
☎ 01 43 71 21 07

à Lyon

La Gryffe, 5 rue Sébastien-Gryphe, 7e
☎ 04 78 61 02 25

à Rennes

Alphagraph, 5 rue d'Echange
☎ 02 99 79 74 20

au Canada

La Sociale CDL, Case postale 266 succ. C. – Montréal, Québec Canada H2L 4K1
lasociale_bis@yahoo.fr

DERNIÈRE PARUTION

S'appuyant sur leur expérience de militants,de nombreux témoignages de travailleurs et des analyses de sociologues, philosophes et historiens du travail, Martin Glaberman et Seymour Faber décrivent la résistance quotidienne de la classe ouvrière en Amérique du Nord, et notamment dans les usines automobiles de Detroit.

Sans occulter sexisme ou racisme (« Le travailleur en guerre contre lui-même»), ils dépeignent les comportements des ouvriers, sous l'angle du rapport capital-travail.

La traduction publiée en feuilleton dans *Echanges* a été révisée.

Editions Acratie, 164 p., 17 euros. Prix spécial abonnés d'Echanges : 10 euros.

Gérard Bad a ouvert sur Internet un blog sur les luttes : http://spartacus1918.canalblog.com/archives/2008/01/02/index.html

BROCHURES DISPONIBLES

Présentation du réseau « Echanges et mouvement » (décembre 2008, 1,50 euro)

Les Conseils ouvriers en Allemagne, 1918-1921, Henk Canne Meijer (décembre 2007, 2,50 euros)

Le Mouvement des piqueteros. Argentine 1994-2006, Bruno Astarian (mai 2007, 3 euros)

ICO et l'IS. Retour sur les relations entre Informations correspondance ouvrières et l'Internatinale situationniste, Henri Simon (octobre 2006, 3 euros)

La Révolte des cités françaises, symptôme d'un combat social mondial (mai 2006, 4 euros)

Aux origines de l'« antitravail », Bruno Astarian (décembre 2005, 3 euros)

La Classse ouvrière sous le IIIe Reich, Tim Mason (mars 2004, 3 euros)

Pour une compréhension critique du mouvement du printemps 2003. De la grève des enseignants aux manifestations contre la réforme des retraites (septembre 2004, 3,50 euros)

Militantisme et responsabilité suivi de **Le Crime des bagnes nazis : le peuple allemand est-il coresponsable ?** Henry Chazé (mars 2004, 3 euros)

Derrière l'Intifada du XXIe siècle, Aufheben (octobre 2003, 2,50 euros)

Les Grèves en France en mai-juin 1968, Bruno Astarian (mai 2003, 3,50 euros)

Humanisme et socialisme/Humanism and socialism, Paul Mattick (mai 2003, 2 euros)

L'Argentine de la paupérisation à la révolte. Une avancée vers l'autonomie (juin 2002, 2,50 euros)

Correspondance 1953-1954, Pierre Chaulieu (Cornélius Castoriadis)-Anton Pannekoek, présentation et commentaires d'Henri Simon (septembre 2001, 2 euros)

Pour une histoire de la résistance ouvrière au travail. Paris et Barcelone, 1936-1938, Michael Seidman (mai 2001, 1,50 euro)

Fragile prospérité, fragile paix sociale. Notes sur les Etats-Unis, Curtis Price (février 2001, 1,80 euro)

La Sphère de circulation du capital, Gérard Bad (octobre 2000, 1,50 euro)

Les droits de l'homme bombardent la Serbie, Gérard Bad (octobre 1999, 1,50 euro)

Entretien avec Paul Mattick Jr., réalisé par Hannu Reime en novembre 1991. Ed. bilingue septembre 1999, 1,50 euro)

Pourquoi les mouvements révolutionnaires du passé ont fait faillite. – Grèves. – Parti et classe. Trois textes d'Anton Pannekoek, précédés de : **Le Groupe des communistes internationalistes de Hollande,** par Cajo Brendel (avril 1999, 1,50 euro)

Enquête sur le capitalisme dit triomphant, Claude Bitot (janvier 1999, 1,50 euro)

La Lutte de classe en France, novembre-décembre 1995. Témoignages et discussions (mars 1996, 1,50 euro)

Mais alors, et comment ? Réflexions sur une société socialiste (1,50 euro)

prend la forme du piratage d'un navire) et les menaces des ouvriers de Cellatex.

Comme Cellatex, l'entreprise dont il est question ici est délocalisée et ferme après rachat par un fonds de pension. La similitude s'arrête là. Dans *Notre part des ténèbres*, les travailleurs voient leur usine occupée détruite par un incendie après l'attaque d'un commando patronal, puis totalement rasée. Ce qui les prive de leur seul moyen de lutte pour extorquer une aumône supplémentaire sous forme d'indemnités de licenciement.

Le reste relève du roman que l'on peut juger invraisemblable. Licenciés, au chômage, privés de leur moyen de pression, ils n'ont plus rien à revendiquer du système. Ils tentent pourtant de renverser le rapport de forces. Pour ce faire, l'auteur n'a pas lésiné sur les moyens. Par une série de rebondissements, de coïncidences et d'épisodes romanesques et avec la solidarité de toute une filière travailleuse,ils réussissent à pirater et à former tout l'équipage d'un navire de croisière sur lequel tous les actionnaires du trust financier qui les a virés, accompagnés par leurs servants politiques et médiatiques de haut niveau, vont fêter la Saint-Sylvestre.

Ils ne revendiquent rien. Simplement, en plaçant tout ce beau monde dans des conditions difficiles et humiliantes, ils les contraignent à révéler leur véritable nature. Finalement, lors de l'assaut donné par le GIGN, après avoir évacué femmes, enfants, tous les non-actionnaires et eux-mêmes, ils font sauter le navire avec, à bord, les seuls actionnaires.

De récents événements viennent rappeler que ce roman n'est pas très loin d'une certaine réalité, dans le climat actuel de tension sociale extrême.

La littérature reflète la vie ; elle n'est pas seulement le produit d'une imagination. Les formes artistiques ancrées sur le réel sont la marque de la réalité. Elles en sont l'image et trouve écho et diffusion dans le milieu qui a pu les suggérer. L'importance donnée par les tenants du pouvoir à ce qui est baptisé « actes de terrorisme » s'applique tout autant à ces combats sociaux dont livre ou films sont le reflet. Et pour nous ils sont porteurs à la fois des raisons d'espérer et de craindre.

H. S.

La fin de 2008 a vu plusieurs films traiter dece que les journaux appellent « le social », c'est-à-dire les rapports sociaux dans et avec les entreprises. Signalons deux comédies : *La Très Très Grande Entreprise*, qui évoque la destruction de la nature par le capital, et une poignée de vengeurs tentant par des moyens illégaux d'obtenir une réparation ; et *Louise Michel*, dans lequel des ouvrières de Picardie licenciées vont avec leurs maigres indemnités embaucher un tueur, chargé de liquider le patron... Mais qui est le patron ? chaque mort apparaissant gouverné par un super patron, de plus en plus plus irréel...

CAPITAL ET CRISE : HARO SUR LES RETRAITES

Les retraites ne sont nullement un avantage, mais un salaire différé, qui fait l'objet des mêmes attaques de la part du capital que les autres formes de salaire. En outre, le montant accumulé des systèmes par capitalisation est la proie de convoitises diverses

Il faut dire une première vérité qui est le plus souvent escamotée : pour la grande majorité des trois à quatre milliards de travailleurs de par le monde, le capital estime ne rien devoir, ou si peu, pour leurs vieux jours. Une bonne partie d'entre eux n'ont d'ailleurs guère à s'en soucier car leurs conditions d'exploitation et de vie sont telles qu'ils n'atteignent jamais ce que l'on appelle dans les pays industrialisés « l'âge de la retraite ». C'est pour le capital mondial une bonne part de la garantie de bas coûts de production, de compétitivité et de maintien du taux de profit.

Par contre, pour une minorité relativement importante de travailleurs, notamment dans les vieux pays industrialisés, tout un ensemble de circonstances mêlant les propres nécessités du capital dans ces pays et les luttes de classe qui s'y sont déroulées ou qui s'y déroulent encore, faisait jusqu'à présent penser que leurs vieux jours seraient plus ou moins bien assurés. C'était une situation relativement récente, datant pour la plupart de ces pays depuis moins d'un siècle. On peut penser que cette question s'est posée à partir du moment où l'accroissement de la population et l'amélioration lente mais certaine des conditions de vie et d'accès aux soins médicaux, en progrès, ont fait que bon nombre de travailleurs n'étaient pas morts à un âge considéré comme « l'âge normal de la retraite ». Cet âge était finalement évalué au moment où l'exploitation d'une force de travail, diminuée par l'usage qui en avait été fait, n'était plus rentable pour le capital, problème qui ne se posait pas quand le travailleur mourait « jeune », étant usé « avant l'âge ». Pour compléter, on pourrait ajouter par exemple que les fonctionnaires eurent les premiers accès à une retraite parce qu'ils vivaient plus vieux, n'étant pas surexploités comme les ouvriers. Autant que la conséquence des luttes, on pouvait aussi voir dans ce développement l'intérêt du capital à obtenir, dans certaines situations, non seulement la paix sociale mais aussi une certaine « participation » pour assurer l'accumulation du capital dans les meilleurs conditions d'exploitation de la force de travail. C'était particulièrement clair, par exemple dans les périodes d'après-guerre, lorsqu'il s'agissait de permettre aux capitalistes nationaux de reconstituer les structures d'accumulation détruites, ou bien dans les pays en développement pour les besoins de l'accumulation primitive.

Dans les Etats où le capital avait cru devoir instituer pour ses intérêts propres

des systèmes de retraite pour les vieux travailleurs, cela s'était fait peu à peu et d'une manière très inégale. Dès avant la première guerre mondiale, certaines entreprises plus prospères, mais aussi désireuses de s'attacher des travailleurs qualifiés, avaient institué des régimes de retraite « maison ». Ce n'est qu'après la première guerre mondiale que ce système s'est progressivement étendu, pour des raisons tant économiques que politiques et est alors devenu l'objet de revendications ouvrières. Sa généralisation rencontrait une grande hostilité chez les paysans, les artisans, le petit commerce et les petites entreprises qui pouvaient avoir des difficultés de financement de ces « avantages sociaux ». Pour le capital, globalement, assurer une retraite aux vieux travailleurs était à la fois une garantie de fidélité, de paix sociale mais aussi d'un certain niveau de consommation permettant également d'échapper à la charge des vieux sans ressources par les collectivités. D'une certaine façon, ce développement était également lié à l'essor industriel défini dans le fordisme (production de masse pour une consommation de masse).

En fait, les systèmes de retraite ne coûtaient rien aux employeurs individuels ou entreprises : même si peu à peu s'instituait dans nombre de pays un système présenté comme égalitaire de contributions travailleur et patronales, celles-ci n'étaient en fait que des salaires différés, portion des salaires qui auraient dû être payée, mise en réserve jusqu'à l'âge de la retraite. C'était un élément des coûts de production. Cette mise en réserve posait des problèmes financiers car, représentant d'énormes capitaux, elle était, d'une part l'objet de convoitises de la part des circuits financiers à la recherche de financements, d'autre part de la formation éventuelle d'organismes de collecte et de répartition à terme aux bénéficiaires, et enfin de « sécurisation », c'est-à-dire principalement de maintien de son « pouvoir d'achat » notamment contre l'inflation.

Différents systèmes virent ainsi le jour :

◆ **prélèvement sur le chiffre d'affaires.** Les entreprises qui s'estimaient assez solides financièrement ne constituèrent pas de fonds de retraite et servirent les retraites de leurs anciens travailleurs, généralement en fonction des salaires d'activité et de la durée d'exploitation, en les prélevant sur le chiffre d'affaires courant.

C'est notamment ce que fait l'Etat pour ses fonctionnaires, qui furent les premiers travailleurs à bénéficier de retraites car le pouvoir avait besoin de leur fidélité. C'était aussi jusqu'à une date très récente le cas des firmes très importantes, par exemple les firmes américaines de l'automobile comme General Motors. Et celui du système éphémère en Russie et en Chine de la prise en charge des vieux par l'unité de travail, système nécessaire pour sécuriser l'exploitation d'un prolétariat d'origine paysanne dans la période d'accumulation primitive ;

◆ **capitalisation.** Bien avant la généralisation des retraites pour les entreprises privées, avant même la première guerre mondiale, certaines sociétés, qui avaient besoin également d'avoir un volant de salariés permanents et fidèles, mais qui voulaient se dégager d'obligations financières aléatoires et contraignantes, avaient souscrit auprès de sociétés d'assurances des contrats-retraite qui, à partir de versements conjoints de l'entreprise et du salarié, constituaient une rente servie par ces sociétés lors de la mise à la retraite. Le montant de cette rente dépendait du montant et de la durée de ces versements, mais aussi de la prospérité de la société d'assurance considérée et de l'inflation, car elle était fixée nominalement et ne variait pas dans le temps.

tif, sans révolution sociale, de surmonter la contradiction.

Claude Bitot est imprégné de morale – tout au long de son livre, et particulièrement de la page 264 à 267 (« Un retour salutaire »), il déplore l'affaiblissement tant idéologique que physique de l'homme : « Mollesse, lâcheté, fragilité extrême des individus vite déstabilisés et traumatisés... », et c'est pourquoi il propose le retour au travail manuel sur le mode de Babeuf... et il se lâche : « Pour notre part nous ajoutons : et s'il ne valait pas mieux une vie plus dure dans le communisme qu'une vie de plus en plus molle dans le capitalisme hyper développé ? ». Claude Bitot termine son livre sur un aveu : après avoir critiqué le « mouvementisme », il révèle son idéalisme, en affirmant que si le communisme « triomphera un jour, ce ne sera pas simplement par la force des choses, mais aussi par la force de ses idées ».

G. Bad
décembre 2008

Notre part de ténèbres

Gérard Mordillat
Calmann-Lévy

EST-CE LE PIRATAGE d'un ferry de la SNCM par des membres du Syndicat des travailleurs corses le 27 septembre 2007, terminé par l'assaut du GIGN alors que le navire se trouvait au large de Bastia, qui a fourni à Gérard Mordillat la trame de son nouveau livre *Notre part des ténèbres* ? Cet auteur évoquait déjà d'une manière romancée le conflit de Cellatex dans *Les Vivants et les morts*, dont nous avons rendu compte en même temps que deux livres se référant aux luttes ouvrières (« Lutte de classe et littérature », *Echanges* n° 112, p. 62).

Il s'agit de nouveau d'une lutte ouvrière, toujours sur fond de délocalisation, de fermeture d'entreprise, de licenciements et de coups tordus des servants du capital. Mais le contenu de cette lutte est bien différent et va beaucoup plus loin que celui du piratage des marins corses (même si elle

Villains of All Nations. Atlantic Pirates in the Golden Age, l'ouvrage de l'historien Markus Rediker dont nous avons rendu compte dans *Echanges* n° 125, vient d'être traduit en français sous le titre *Pirates de tous les pays. L'Age d'or de la piraterie atlantique (1716-1776)*, éd. Libertallia, 2008), en même temps qu'un autre livre du même auteur, associé à Peter Linebaugh et traitant ausi de la piraterie au XVIIIe siècle : *L'Hydre aux mille visages, l'histoire cachée de l'Atlantique révolutionnaire*, éditions Amsterdam

La multiplication d'actes de piraterie moderne sur les lieux les plus fréquentés du trafic maritime souvent à proximité des côtes de l'Asie du Sud-Est et de l'Afrique Orientale défraie aujourd'hui la chronique. Diverses causes font que les populations côtières ruinées n'ont que cette ressource ultime pour survivre : mais, contrairement à la piraterie du XVIIIe siècle, celle-ci ne vise pas à capturer navires et/ou marchandises, mais à échanger, comme dans une prise d'otage, le vaisseau, sa cargaison et son équipage contre une rançon. Celle-ci alimente les économies locales ruinées par le capital. Il n'apparaît, du moins à notre connaissance, que cette piraterie moderne procède d'une idéologie ou de tentatives d'établir une société plus égalitaire. Au contraire elle semble bien s'insérer dans la jungle du monde capitaliste.

Les débuts révolutionnaires du mouvement prolétarien en France.Le babouvisme.

sommes contre l'industrie nucléaire, mais ceci n'est pas une mesure spécifiquement communiste, le capitalisme allemand est lui aussi contre le nucléaire.

Là ou nous ne pouvons plus suivre Claude Bitot, c'est quand son raisonnement le mène à vouloir émasculer la contradiction fondamentale entre les forces productives et les rapports de production, à émasculer la dialectique, et à raisonner non plus sur les bases du matérialisme historique, mais sur celles du matérialisme philosophique, en voulant naturaliser l'histoire.

En effet les communistes ne connaissent qu'une seule science, c'est celle de l'histoire, et même si nous reconnaissons que l'histoire peut se scinder en histoire de la nature (celle ci ayant existé avant celle des hommes) et l'histoire des hommes, c'est pour mieux affirmer que l'histoire des hommes et de la nature se conditionnent réciproquement. « L'histoire est la véritable histoire naturelle de l'homme ». Par conséquent la nature dont nous parlons doit être saisie comme nature humaine sociale. La base de départ du marxisme, c'est l'histoire des hommes vivant en société ; l'histoire de la nature en tant que telle ne l'intéresse pas, et s'il fait intervenir les sciences de la nature c'est pour dire : « l'industrie est le rapport historique réel de la nature et par suite des sciences de la nature avec l'homme » (*Manuscrits de 1844*).

Claude Bitot fait l'éloge d'Amadeo Bordiga (p. 82) pour n'avoir pas « mordu à l'hameçon du "progrès moderne" ». Si Bordiga a effectivement repris la critique de la destruction de la nature par le mode de production capitaliste (MPC), il n'a pas été au point de rupture d'un Camatte qui en est arrivé à considérer que la contradiction fondamentale n'était plus entre les forces productives et les rapport de production se manifestant par la contradiction bourgeoisie/prolétariat.

Les forces productives devenant une menace pour l'« espèce humaine », hors classes. Ici on cherche à faire disparaître la contradiction fondamentale au profit de l'intérêt commun des prolétaires et des bourgeois à « limiter les forces destructives du productivisme ». Voilà donc le glissement de terrain sous lequel le marxisme délavé par l'écologisme se trouve embourbé pour avoir nié la dialectique, ici la dualité du MPC qui à tout moment est contradiction en acte, « richesse à un pôle, misère à l'autre pôle » – impossible, sans dépassement, sans saut qualita-

Dessin de Faujour paru sur le site de la CNT (cnt-f.org).

C'est ce qu'on a appelé une « retraite par capitalisation » car les versements aboutissent à la constitution d'un capital individuel que la société d'assurance fait fructifier par des placements et convertit à terme en une rente viagère ;

◆ **répartition.** Les péripéties d'après la première et la seconde guerre mondiale, la crise des années 1930 portèrent un coup fatal à ces retraites d'entreprise et amenèrent à chercher des formules moins aléatoires. Cela coïncidait aussi avec le développement du fordisme et de la production de masse et avec la nécessité qui en découlait d'assurer une masse minimale de consommation constante. Ce n'est pas un hasard si un autre système vit le jour dans les années 1930, notamment en France. Les bouleversements financiers et la nécessité, notamment dans l'après-seconde guerre mondiale, d'une adhésion d'un prolétariat au redressement des capitalismes nationaux, entraînèrent une généralisation d'un système moins aléatoire que le système par capitalisation. Avec des variantes, presque tous les pays d'Europe occidentale adoptèrent un système dit « par répartition ».

De plus, l'espoir d'un monde meilleur pour ceux qui avaient vécu la crise de 1930 et la guerre devait paraître contenu dans un ensemble de « garanties sociales » dont cette retraite était un des éléments majeurs. Ces retraites sont toujours individualisées et leur montant dépend de cotisations ouvrières et employeur (fonction du salaire) et de la durée des versements.

Ce système offre la garantie assurée d'un minimum vieillesse même pour ceux qui n'ont jamais ou insuffisamment cotisé et d'un optimum basé sur « les meilleurs années » ; il a même été complété par des systèmes de retraite complémentaire obligatoire qui en élevait encore le montant. La base de ces systèmes, général et complémentaire, est la même : les cotisations perçues servent à payer les retraites en cours, d'où le nom « par répartition » : on répartit sur l'ensemble des retraités les cotisations versées par la masse des salariés en activité.

*

Quel que soit le système retenu pour le service des retraites, ce n'est nullement un « avantage », comme on le prétend souvent, mais tout simplement un salaire différé qui ,d'une manière ou d'une autre, est accumulé au service du capital et dans son intérêt (ce qui explique la facilité avec laquelle des entreprises ou patrons ont pu « se servir » des fonds ainsi réunis comme si c'était leur propriété). Le système par répartition assurait un flux constant d'une masse importante de capitaux qui furent bientôt l'objet de convoitise de l'ensemble des capitalistes et des gouvernements à la recherche de liquidités pour approvisionner en crédit le développement économique à

l'échelle mondiale, y compris sa partie spéculative de plus en plus importante. Si l'on considère d'un point de vue purement technique les deux formes de retraite proposées, leur base est strictement identique (reposant sur des tables de mortalité) et par exemple les problèmes de vieillissement de la population se posent de la même façon dans les deux systèmes.

En période de prospérité capitaliste, il est certain par contre que le rendement des placements financiers permet éventuellement d'augmenter le montant des retraites par capitalisation, si tant est que ces « profits » ne soient pas distribués aux actionnaires des fonds. C'est ainsi que l'on a vu monter, dans les dernières décennies, une offensive généralisée pour que le système par répartition, qui, en principe ne faisait que faire transiter la masse des cotisations pour les répartir, se convertisse en système par capitalisation : des fonds de pension sont apparus, à côté des sociétés d'assurances, organismes spécialisés dans la collecte des cotisations retraite, gérant les comptes individuels de retraite pour chacun des cotisants. Ces fonds drainent d'énormes capitaux placés dans toutes les opérations

AGFF : Le syndicat FO conseille aux salariés de prendre leur retraite avant le 1er avril 2009

L'accord AGFF (Association pour la Gestion du Fond de Financement), qui devait être renégocié avant la fin décembre 2008, a été prorogé jusqu'en avril 2009 pour des raisons purement techniques. L'AGFF de l'Arrco et l'Agirc, les deux Fédérations de la retraite complémentaire des cadres et assimilés, est l'organisme qui assure le financement des retraites complémentaires pour les salariés qui partent en préretraite ou même en retraite avant d'atteindre leurs 160 trimestres et quarante années de cotisation. Depuis l'annonce de la possibilité de laisser travailler les seniors jusqu' à 70 ans, on peut s'attendre à ce que l' accord AGFF ne soit plus reconduit, mettant ainsi des milliers de futurs retraités dans l'obligation de travailler au-delà de 60 ans pour toucher une complémentaire retraite sans abattement.

Le syndicat FO vient de confirmer ces craintes : « La menace proférée par le négociateur patronal de ne pas reconduire l'accord AGFF, dans le cadre de la renégociation de l'accord Arrco/Agirc qui s'ouvre fin janvier, ne doit pas être prise à la légère. Les retraites complémentaires pourraient être amputées jusqu'à 22 % pour celles qui seraient liquidées après le 1er avril 2009. »

Chaque fois que le gouvernement a voulu s'attaquer à l'AGFF, il a été confronté à des grèves importantes ; actuellement il fulmine de ne pas avoir obtenu par la loi un recul de l'âge légal à 62 ans, voire 63 ans. Et Jean-René Buisson, président de la Commission protection sociale du Medef, a déclaré à propos de l'AGFF qu'« on peut décider de la maintenir ou pas » ou du moins « utiliser le levier de l'âge » pour remonter à 62 ou 63 ans la possibilité de liquider une retraite complémentaire ». Pour FO, M. Buisson « se livre (...) à une attaque d'une rare violence contre l'édifice conventionnel des régimes paritaires de retraite complémentaire ».

La suppression de l' AGFF (cotisation tant salariale que patronale) ferait bien l'affaire du Medef, qui ne cesse de réclamer la baisse des charges sociales.

NOTES DE LECTURE

Quel autre monde possible ? Retour sur le projet communiste

Claude Bitot

Editions Colibr. 10 euros

NOUS AVONS DÉJÀ eu l'occasion de polémiquer avec Claude Bitot à propos de ses idées sur la crise finale. Nous restions alors dans le cadre d'une question qui hante notre milieu depuis des années : celle de la crise finale du capitalisme. Avec *Quel autre monde possible ?*, paru en juin 2008, Claude fait un bond qualitatif. Selon lui, Marx, s'il n'est pas un agent du capital, n'en est pas moins un accompagnateur intéressé du capitalisme,du simple fait qu'il n'a jamais entamé une critique radicale du développement des forces productives, mais en a plutôt fait l'éloge. C'est là le cœur de la cible que Claude Bitot veut atteindre : tout le reste du livre et ses références, de Babeuf à Bordiga en passant par Simone Weil, ne servant qu'à étayer sa thèse centrale.

Si Claude Bitot a raison de dire que le marxisme (j'ajouterais léninisme) a magnifié le développement des forces productives, la NEP, le taylorisme, et la révolution technique et scientifique (conséquence inévitable du socialisme en un seul pays), ces faits ne l'autorisent nullement à en faire porter la responsabilité à Marx et Engels. Dès l'avènement de la grande révolution industrielle (introduction de la machine), Marx s'élève contre les malheurs qu'elle va causer aux forces productives humaines (faisant travailler femmes et enfants), la machine devenant cette force productive qui n'est plus source d'erreur, et concurrence l'autre force productive le prolétariat. Le réquisitoire de Marx est sans appel : dans *L'Idéologie allemande*, il indique clairement qu'à un certain stade, les forces productives se transforment en des « forces destructrices : le machinisme et l'argent ». Tout cela, Claude Bitot en est parfaitement conscient, puisqu'il en parle dans son livre. Ce qu'il reproche à Marx, c'est que « les besoins créés par le capitalisme ne sont absolument pas critiqués. Ceux-ci à l'instar du machinisme » sont « neutres » (p. 211). Si la « société de consommation » ne fut pas critiquée en tant que telle par Marx, cela s'explique justement par le faible développement des forces productives, d'un capitalisme sortant de ses langes. D'ailleurs Claude Bitot le reconnaît (p. 212) : « Marx n'aurait certainement pas avalisé tous les besoins surgis de la société de consommation actuelle qui tourne, elle , à la sophistication extrême. » Quand Marx parle de besoins, il s'agit de ceux du plus grand nombre, et à l'échelle de la Terre, ils sont relativement simples : avoir un toit, de l'eau, se nourrir, se soigner, s'éduquer, se chauffer. Ces besoins élémentaires, de première nécessité, sont bien loin d'être réalisés sous le capitalisme.

Le message que Claude Bitot veut faire passer, c'est que le communisme ne pourra pas reprendre la machine industrielle du capitalisme telle quelle – sur ce point nous sommes d'accord, la technologie n'est effectivement pas neutre. Elle fabrique une base matérielle en adéquation avec sa domination, détruire toute communauté au profit du « citoyen égoïste » des droits de l'homme, d'où tout un système de consommation qui repose sur l'individu et non sur le collectif. Claude Bitot aura remarqué que nous

d'un revolucionari, de Joaquim Roglan) » et « Le MIL selon l'industrie culturelle catalane : tergiversation, falsification et récupération » de Sergi Rosés Cordovilla, dans la revue espagnole *Balance* n° 32 (novembre 2008). L'auteur tente de rétablir certains faits à propos du Movimiento Ibérico de Liberación (MIL), actif dans les années 1970. Ces articles sont, pour certains, consultables sur le site www.kaosenlared.net/ ou, pour tous, sur le site de *Balance* : http://es.geocities.com/hbalance2000/

◆ Les textes du Mouvement ibérique de libération sont accessibles depuis 2007 en versions originales (en castillan et en catalan) sur le site Internet : www.mil-gac.info

Socialisme ou barbarie

◆ « Socialisme ou Barbarie, rencontre avec Hélène Arnold et Daniel Blanchard » dans *Offensive* n° 20, décembre 2008.

Journaux ouvriers

◆ « Un journal ouvrier d'il y a cinquante-quatre ans : *Tribune Ouvrière* » et « Il y a cinquante ans, en pleine guerre d'Algérie, des internationalistes français publiaient le premier numéro de *Pouvoir*

ouvrier » dans *Présence marxiste* n° 71 (novembre 2008). L'intérêt de telles études sur des activités militantes bien différentes ne devrait pas être gâché par les nombreuses inexactitudes dont fourmillent ces deux textes basés uniquement sur des écrits et dont l'auteur – qui ne les a jamais ne fût-ce que côtoyé – n'a pas même pris la peine d'en connaître plus auprès des militants de cette lointaine période.

Italie 1969 : « Nous voulons tout »

◆ A l'automne 1969, l'Italie vivait ce que l'on a par la suite appelé « l'automne chaud », imbroglio entre luttes ouvrières et terrorisme des groupes d'extrême droite et d'extrême gauche. En ce temps-là, les gauchistes avaient pour idoles Lénine, Mao et Ho Chi Minh ; les travailleurs du Sud de l'Italie migraient en masse au Nord du pays, ou plus loin en Europe, pour sortir de la misère, et apprenaient que mourir de faim dans le Sud ou mourir du travail dans le Nord c'était à peu près pareil. De nombreux textes ont paru, en italien, sur ce mélange de luttes ouvrières et politiques depuis les années 1970. Quelques-uns ont été traduits en français. Il semble qu'un intérêt nouveau se fasse jour actuellement pour cette période. *Nous voulons tout*, un texte de Nanni Balestrini qui raconte les grèves qui ont eu lieu à Turin du printemps à l'automne 1969, avec pour centre les usines Mirafiori de Fiat, avait été traduit aux éditions du Seuil en 1973. Il vient d'être réédité sous forme d'une petite brochure, vendue 5 €. Commandes à : nousvoulonstout@gmail.com.

Franz Jung à Budapest, 1943-1945

◆ Dans un entretien paru dans la revue allemande *Die Aktion* n° 214 (mi-octobre 2008), le dessinateur Rudolf Schönwald (né en 1928), confirme un passage des souvenirs de Franz Jung (1888-1963) dans *Le Chemin vers le bas* (rééd. Agone, 2007 ; 1re parution en français aux éd. Ludd, 1993, sous le titre *Le Scarabée-torpille*), où celui-ci décrit sa vie de clandestin à Budapest et ses rencontres avec des exilés juifs allemands.

financières possibles, les plus sûres comme les plus hasardeuses, et sont devenus des puissances financières redoutées, véritables prédateurs notamment pour les entreprises en difficulté ou les entreprises familiales à la recherche de capitaux.

Ils étaient jusqu'à une date récente des modèles d'un capitalisme triomphant, loués par tous les tenants de l'économie libérale et la déréglementation de l'économie. Dans leur expansion, épaulés par les politiciens et pas seulement par les conservateurs, la cible principale était tous les systèmes « étatiques » généralement de retraite publique par répartition dont la gestion financière, souvent paritaire leur échappait.

En France, par exemple, l'attaque n'a pas été frontale mais a porté par petites touches sur le montant et l'âge de la retraite, visant à contraindre les salariés à se tourner, au moins partiellement, vers ces fonds privés pour parfaire une retraite décente.

La question de l'âge de la retraite, qui est au centre des débats, au moins dans le monde occidental industrialisé, a toujours fait l'objet de manipulations cachées. Par exemple, en France, lorsque l'on a fixé la retraite en principe à 60 ans dès les années 1930, des dérogations avaient été prévues pour certaines catégories de travaux pénibles entraînant une mortalité précoce (mineurs, cheminots, etc.), un avancement de cet âge étant sensé rétablir une « égalité dans l'inégalité ». L'évolution des techniques a fait en partie disparaître les anciennes « pénibilités » pour y substituer de nouvelles, moins évidentes, d'où les débats actuels où, sous couvert de prendre en considération l'allongement de la durée moyenne de vie et cette pénibilité, les « réformes » des systèmes de retraite ne visent qu'à faire diminuer globalement par différents biais le montant des retraites versées.

La tourmente boursière a porté un coup que l'on espère fatal à ces fonds de pension dont les actifs, consistant essentiellement en actions et titres financiers divers plus ou moins prometteurs, se sont parfois totalement effondrés, diminuant considérablement les garanties des retraites présentes et futures.

Des signes avant-coureurs étaient déjà apparus dans le passé, comme l'éclatement en 2001 du scandale Maxwell en Grande-Bretagne – ce magnat de la presse mort dix ans auparavant avait dilapidé le fonds de retraite du personnel – ou l'affaire Enron aux Etats-Unis – la faillite en décembre 1991 de cette entreprise de distribution d'électricité avait entraîné celle de son fonds de retraite, dont les actifs ne consistaient qu'en actions Enron.

Travailler plus longtemps

Aux Etats-Unis, la plupart des sociétés qui avaient dû consentir dans les accords d'entreprise des garanties retraite ont, à partir d'une loi de 1978 – article 401(k) qui désigne souvent ce système (voir page 16) – transféré leurs obligations à des fonds de pension gérant par capitalisation les comptes individuels alimentés par les cotisations employeurs et ouvriers (qui ne sont jamais fixes et sont souvent rediscutées lors des renouvellement de contrats, les entreprises tentant constamment de réduire leur propre contribution). Ce fut en fait une attaque concertée du patronat et des politiques pour réduire les charges des entreprises qui se trouvaient ainsi dégagées du service direct des retraites dont le montant pouvait être réclamé lors de ces renouvellements des contrats. Le résultat, avec la débâcle financière est que les comptes retraite sous l'article 401(k) avaient perdu, en septembre 2008, 2 000 milliards de dollars (1 600 mil-

liards d'euros), montant largement dépassé depuis (un tiers des bénéficiaires atteignent actuellement 60 ans et 80 % de leur retraite sont assis sur ces fonds).

Les sociétés qui ont des engagements de retraite envers leurs retraités présents et futurs doivent compenser les diminutions de retraite servies par les fonds de pension, ce qui peut obérer sérieusement leur activité. Une autre possibilité est donnée au capital dans ce pays pour se dégager de toutes obligations concernant les retraites : la mise en faillite, qui permet à une entreprise de continuer à fonctionner en annulant toutes ses obligations, notamment celles résultant du contrat collectif donc les retraites : c'est ainsi que même en restant salarié de l'entreprise, plus aucune contribution retraite n'est versée et les pensions encore servies par l'entreprise sont purement et simplement annulées.

Une autre conséquence indirecte de la débâcle des fonds de pension est l'obligation dans laquelle se trouvent ceux qui approchent de la retraite, de travailler plus longtemps, de retarder la fin de leur activité pour accroître tant soit peu son montant (on estime qu'en 2016, 6 % de la population active devront travailler au-delà de 65 ans, contre 3,6 % en 2006).

On a pu entendre alors, devant la débâcle des fonds par capitalisation, chanter les louanges de la retraite par répartition qui mettrait les retraites des travailleurs à l'abri de ces tempêtes financières. Ce n'est qu'une apparence de vérité. D'une part, pour pallier les aléas des fluctuations de l'économie et/ou de la démographie, les caisses par répartition doivent constituer des réserves qui sont... placées sur le marché financier, c'est-à-dire tributaires, comme les fonds de pension, des hauts et des bas de ce marché : une des caisses de retraite a ainsi perdu pas mal de millions avec des titres liés à la débâcle américaine des « subprimes ».

Mais il y a plus : comme le service des retraites dépend pour l'essentiel des cotisations encaissées, les recettes sont liées à l'activité économique, au total des salaires versés, c'est-à-dire au nombre de salariés et au montant des salaires qui leur est versé. Tout comme la crise économique réduit la rentabilité du placement des fonds de retraite par capitalisation, elle réduit tout autant pour les caisses de retraite par répartition le montant des cotisations permettant d'assurer le paiement des retraites. Le problème est pour celles-ci rendu plus aigu par le nombre de postulants à la retraite, en raison du baby boom de l'après-dernière guerre mondiale. On peut d'ailleurs se demander si la prorogation de l'âge des retraites n'est pas liée, quelles que soient les modalités de leur constitution, à cette question purement démographique.

D'autres menaces

Une autre menace pèse sur l'ensemble des régimes de retraite, distinctement de toutes les conséquences que nous venons d'évoquer : c'est la tentation des Etats de se servir autoritairement de la manne ainsi mise en réserve. Ce n'est pas une vision de l'esprit. Le gouvernement argentin vient de « nationaliser » dix fonds de retraite, c'est-à-dire en fait de prendre le contrôle de leurs disponibilités afin de pallier le manque de fonds pour les investissements déjà engagés, les recettes ayant été obérées par la chute des prix agricoles. Dans un autre secteur que celui des retraites, le gouvernement français vient de détourner à son profit 50 millions d'euros de l'Association de Gestion des fonds pour l'insertion des personnes handicapées.

ajoute à la connaissance de Carl Einstein en revenant sur sa participation à la colonne Durruti pendant la guerre civile de 1936-1939. Un romancier allemand lié à Dada et à l'expressionisme, né en 1885 à Neuwied am Rhein, Allemagne, qui s'est suicidé aux environs de Pau en 1940, dont le refus de parvenir n'a jusqu'à maintenant intéressé aucune maison d'édition en Espagne ; ni en France où, malgré quelques publications (*Bébuquin ou les Dilettantes du miracle*, Les Presses du réel, 2000 ; *Georges Braque*, Ed. des chroniques du jour, 1934 ; *La Sculpture nègre*, L'Harmattan, 2001) et quelques études universitaires (*Walter Benjamin, Carl Einstein et les arts primitifs*, de Jean-Maurice Monnoyer, Publ. de l'Univ. de Pau, 1999 ; *Carl Einstein*, de Liliane Meffre, Presses de l'Univ. de Paris-Sorbonne, 2002), il reste pratiquement inconnu.

Rosa Luxemburg

◆ Un n° 4 (janvier 2009) spécial Rosa Luxemburg de la revue fièrement luxemburgiste *Critique sociale. Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité*. Au sommaire, une brève présentation de Rosa et trois textes d'elle traduits en français : « Une question de tactique », « Quelles sont les origines du 1er mai ? » et « Un Devoir d'honneur ».

Buenos-Aires 1907

◆ « La grève des loyers de 1907 à Buenos Aires » dans Solidarité, n° 33, novembre 2008 (BP 257, 14013 Caen Cedex).

Anarchistes lituaniens en 1917

◆ « Trouble in Moscow » (sur la vie du groupe Liesma, un groupe d'anarchistes lituaniens à Moscou en 1917-1918) dans le bulletin *KSL* 55-56, octobre 2008 (en anglais), copie à *Echanges*. Dans le même numéro « Otello Gaggi, victime du fascisme et du stalinisme », « Un anarchiste italien dans le Goulag, Francesco Ghezzi » et « Borevoi : de l'individualisme à la Plateforme ».

Révolution espagnole

◆ « La note du maire de Tarrasa à un formulaire obsolète (1919) », « Le groupe franco-espagnol des Amis de Durruti », « De juillet 1936 à mai 1937 », « Un révolutionnaire méconnu. Biographie de G. Munis », et une défense des accusés du Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM) de Joan Peiró de 1937, texte censuré à l'époque par ses amis anarchistes, dans le n° 32 (novembre 2008) de la revue espagnole *Balance*.

◆ Nous avions signalé dans *Echanges* n° 126, p. 63, une note de lecture de José Fergo, « Mai 37 et l'Alma Mater. Du néo-mandarinat stalino-libéral » parue dans *A Contretemps* n° 32 (octobre 2008) à propos de deux ouvrages de 2007 sur la guerre civile de 1936-1939 : *Barcelona. Mayo de 1937*, de Ferran Gallego, et *El Escudo de la República*, d'Ángel Viñas. Agustín Guillamón en a fait une traduction espagnole dans le n° 32 (novembre 2008) de sa revue *Balance*.

Retours sur le MIL

◆ Deux articles en castillan : « Une ébauche de l'histoire du MIL » (traduction française dans *Dissidences, Révolution, lutte armée et terrorisme*, vol 1, éd. L'Harmattan, 2005) et « Gloses critiques marginales à l'article de Pepe Gutiérrez "Réflexions autour du film Salvador Puig Antich" » ; et deux autres en catalan : « Oriol Solé et l'histoire : à propos de sa récente biographie (*Oriol Solé, el Che català : vida, fugida i mort*

ports sociaux à cause de motifs inconscients que les discours et la pratique purement politiques ne peuvent appréhender.

Il est vrai que Reich dans *Qu'est-ce que la conscience de classe ?* fait preuve d'une certaine naïveté par rapport à Lénine et aux partis de la IIIe Internationale ; et que Pallis a fait preuve d'une naïveté semblable par rapport aux théories de Cornélius Castoriadis. Mais il n'empêche que les deux textes réunis dans ce recueil critiquent le caractère fétiche de la conscience résumée à ses avatars politiques ; c'est pourquoi il aurait mérité un autre titre général que celui que lui ont donné les Amis de Spartacus.

Le spectacle après la disparition du mouvement anti-guerre

◆ « Capitalism and Spectacle », une longue critique de l'ouvrage *Afflicted Powers, Capital and Spectacle in a New Age of War*, du collectif californien Rotort , se veut une analyse de la situation politique globale à la lumière de la disparition du mouvement anti-guerre (Irak et Afghanistan). Analyse qui s'inspire tant du situationnisme que des idées de Negri, ce qui vaut une critique de ces théories. Dans *Aufheben* n° 17 (2009).

Un extrait de ce livre, le chapitre The State, the Spectacle and September 11 », est accessible sur le sitede la *New Left Review* : http://www.newleftreview.org/?view=2506. Selon cette revue, Retort est un grupe se réclamant du communisme de conseils, basé à San Francisco.

Babeuf

◆ « Les débuts révolutionnaires du mouvement prolétarien en France. Le Babouvisme » par Robert Camoin (20 €) (chez l'auteur Monteipdon, 63440 Saint-Pardoux, 400 pages).

Albert Camus et les libertaires (suite)

◆ Le n° 33 (janvier 2009) d'*A Contretemps, bulletin de critique bibliographique*, est largement consacré à « Camus et les libertaires », suite à la publication de l'ouvrage paru sous ce titre aux éditions Egrégores, que nous avons signalé dans *Echanges* n° 126 (automne 2008), p. 64. A une recension de l'ouvrage s'ajoutent le compte-rendu d'une discussion entre Camus et un groupe d'anarchistes, paru dans Le *Libertaire* en 1948, et un article sur « Albert Camus et la revue *Té -*

moins », dans le souci de rendre justice à cette revue suisse francophone à laquelle collaborèrent Monatte, Prudhommeaux, Gaston Leval, Louis Mercier... créée par Jean-Paul Samson, un socialiste qui en 1917 gagna la Suisse pour ne pas porter les armes et évolua vers l'anarchisme.

On trouve plusieurs numéros decette revue retranscrits sur le site Internet www.la-presse-anarchiste.net et A contretemps sur le site http://acontretemps.org

Carl Einstein

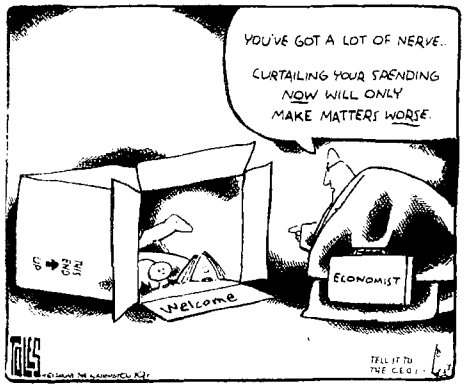
◆ A l'occasion d'une exposition au Museo Nacional Centro de Arte Reina Sofía de Madrid, « La invención del siglo XX. Carl Einstein y las vanguardias » (L'invention du XXe siècle : Carl Einstein et les avant-gardes), programmée du 12 novembre 2008 au 16 février 2009, le n° 351 (décembre 2008) de *CNT*, l'organe de la Confédération nationale du travail espagnole,

En conclusion, c'est, pour l'ensemble des systèmes de retraites, pour ceux qui, de par le monde, ont la « chance » de pouvoir (encore) en bénéficier, une situation qui dépend entièrement de l'activité économique. La crise financière touche effectivement dans l'immédiat un des systèmes de financement, mais la crise économique qui n'a pas encore atteint son plein développement touchera encore plus sérieusement l'ensemble des retraites et des retraités.

On peut prévoir que les mesures restrictives pour l'obtention de la retraite qui ont déjà vu le jour vont s'accentuer alors que la pension versée aux retraités risque d'être touchée doublement, et par la stagnation de son montant notamment eu égard à l'inflation et par cette inflation elle-même. ■

DANS LES PUBLICATIONS/ LA CRISE

◆ « Sur la crise : à la croisée des chemins » (A. Bihr) dans *A contre courant* n°199, novembre 2008 et 2009, décembre 2008. Dans ce dernier numéro « Eviter l'impasse sociale keynésienne ». On trouvera une critique approfondie de l'idée de « crise de sous-consommation » et « d'insuffisance des débouchés due à la contraction de la part des salaires dans la "valeur ajoutée" » défendue par Alain Bihr, sous la plume de François Chesnais dans *Carré rouge* n° 39 (voir ci-dessous).



« Vous êtes vraiment énervants... diminuer vos dépenses maintenant ne fera que rendre les choses encore pires. »

◆ Pour mettre fin à la crise, selon les journaux qui expriment la « pensée du capital », il faut que la Chine « tienne », élargisse son marché domestique, et qu'ailleurs les mécanismes du crédit soient sauvés et que l'endettement des particuliers puisse reprendre. Le rôle de l'augmentation de la dette publique est de faciliter cela... Pour François Chesnais, dans un stimulant texte de *Carré rouge* n° 39, « La récession mondiale moment, interprétations et enjeux de la crise », il ne s'agit évidemment pas de cela, mais d'une « crise systémique », « au sens, écrit-il, d'une crise qui exprime les traits bornés et destructeurs du capital, ce que Marx nomme ses "limites historiques". La prise de conscience de la gravité des questions écologiques ne peut que renforcer ce sentiment. Comment faut-il y répondre ?» Bonne question, à laquelle François Chesnais, qui milite au sein du Nouveau Parti anticapitaliste, répond de façon balbutiante, au terme de son analyse de la crise. Revenant rapidement sur l'histoire, il constate l'abandon de la théorie marxienne des crises, sauf par des trotskystes comme Mandel ou des communistes de conseils comme Mattick, pour estimer que l'analyse de la crise comme crise de sur-

production retrouve tout son intérêt à l'heure où l'idée que le système pourra une nouvelle fois « relancer la "croissance", terme bâtard qui occulte la notion d'accumulation », est fort peu probable. « Les notions de propagation et de contagion permettent, écrit-il, de déchiffrer les informations que la presse publie maintenant à jet continu et d'en comprendre le sens. »

Il reprend l'expression de « crise systémique », en précisant qu'« elle désigne deux processus. Le premier est la surproduction, conséquence de la suraccumulation de capital au sens de moyens de production. Le second est le début de la destruction de capital fictif à une échelle importante ».

Cette notion de capital fictif a pour socle celle de « capital porteur d'intérêt », qui permet de comprendre l'extension du capital financier ces dernières années. « Lorsque les retraites dépendent des dividendes des actions et surtout des plus-values des transactions en Bourse, la chute profonde des cours annonce une vieillesse de grand manque, sinon de misère,pour des dizaines de millions d'anciens salariés ».

D'autre part, la surproduction demande de mettre une partie des moyens de production au rencart et les salariés (ouvriers, employés, cadres) au chômage. D'autant, écrit François Chesnais, que « la crise actuelle de surproduction consécutive à une suraccumulation de capital [sous forme de moyens de production] survient au terme d'une très longue phase (plus de cinquante ans) d'accumulation presque ininterrompue, la plus longue phase de ce type de toute l'histoire du capitalisme. »

En conclusion, pourtant, François Chesnais, qui voit bien que seule l'intervention des travailleurs peut dénouer la crise, n'arrive pas à rompre avec la pensée programmatique du mouvement ouvrier ; même s'il assure que seule « l'auto-organisation » peut déboucher sur ce qu'il ne veut pas appeler le communisme, même s'il reconnaît que les partis se sont toujours « placés en travers des mouvements », il croit pourtant toujours au rôle d'encadrement du parti... car si l'enjeu est, pour lui, « la maîtrise des décisions portant sur ce qui doit être produit, pour qui et comment », il ne s'agirait encore que de « formuler des revendications » pour « établir un pont vers le socialisme »... tout en affirmant que « personne ne mettra en œuvre un vrai programme d'urgence à la place des travailleurs ».

◆ « La première crise mondialisée » dans *Critique sociale* n° 2 (novembre 2008). www.critique-sociale.info. contact@critique-sociale.info.

◆ Après « Crise financière mondiale, ou Quand le racket éclabousse les racketteurs (n° 183,octobre 2008) et « Chronique d'une crise annoncée » (n° 184, novembre), *Courant alternatif*, le mensuel de l'Organisation communiste libertaire, n° 185 (décembre 2008), publie « La "crise" : de la fumée pour cacher la braise » . Une analyse en trois points : « Qu'en est-il réllement ? » (le nombre d'emplois salariés diminue, mais plus qu'on ne dit et depuis plus longtemps, car les chiffres officiels ne prennent pas en compte l'intérim, dont les contrats ont été résiliés déjà avant « la crise ». Celle-ci n'est que l'aggravation d'une situation qui se détériore depuis longtemps) ; « La menace de l'inflation pour détourner de la réalité des bas salaires » ; et « Faire de la fumée... » « Cette crise est une crise du système, écrit *Courant alternatif*. La politique [de régulation] reste-t-elle possible ? Le

tive on peut leur proposer des ouvrages ; passer par Echanges.

Le poids de la religion

◆ Un article de la revue espagnole *Etcétera* n° 44 (octobre 2008), « Le poids de la religion », critique la subversion des luttes de classes par les religions, particulièrement de l'église catholique : la propagande du choc des civilisations, qui se fonde sur le terrorisme encouragé par les différentes agences et entreprises des divers Etats, ne peut cacher que tous les Etats du monde sont au fond unis dans ce qui apparemment les oppose.

Reich et Brinton : le caractère fétiche de la conscience politique

◆ Les éditions Spartacus (8 impasse Crozatier, 75012 Paris) viennent de rééditer, sous le titre général *De la conscience en politique*, deux textes importants pour qui veut comprendre le caractère objectif des inhibitions psychologiques dans la survie du capitalisme : « Qu'est-ce que la conscience de classe ? Contribution au débat sur la reconstruction du mouvement ouvrier » de Wilhelm Reich (1897-1957) et « L'Irrationnel en politique » de Maurice Brinton (1923-2005).

Reich avait rédigé la brochure *Was ist Klassenbewußtsein ? Ein Beitrag zur Diskussion über Neuformierung der Arbeiterbewegung* à la suite d'une discussion à Paris en 1933 avec des trotskystes allemands et l'avait publiée en 1934 sous le pseudonyme d'Ernst Parell.

La première traduction française en avait été faite et éditée à compte d'auteur en 1971 par Constantin Sinelnikoff. L'autre brochure, *The Irrational in Politics*, avait été publiée en 1970 par le groupe anglais Solidarity auquel appartenait Maurice Brinton, pseudonyme de Christopher Pallis, qui l'avait écrite sous influence des écrits de Wilhelm Reich, et traduite en français dans un supplément au n° 120 d'*Informations et correspondance ouvières* en 1972 ; les Amis de Spartacus en offrent une version nouvelle.

Certains militants de gauche

annoncent depuis longtemps l'effondrement du capitalisme. La réalité démontre qu'il demeure bien vivant et qu'il ne s'effondre pas sous le seul poids de ses contradictions économiques. Reich, qui fondait son analyse sur sa pratique de membre du Parti communiste et de psychanalyste, écrivait que la conscience de classe n'est pas une disposition morale mais qu'elle repose sur la satisfaction immédiate des besoins (éd. Spartacus, p. 25 et 27), qu'il faut « apprendre, non pas à éliminer les questions personnelles, mais à les politiser » (*ibid.*, p. 85), et rappelait en 1944 que : « (...) l'économie marxiste avait un besoin urgent d'être complétée par une psychologie de masse scientifique » (« La force productive vivante, la "force de travail", de Karl Marx », *in Les Hommes dans l'Etat*, éd. Payot, 1978, p. 59).

Christopher Pallis a poursuivi l'œuvre de Reich, qui avait rédigé un article portant un titre similaire, « L'Irrationnalisme en politique et dans la société » (voir *Les Hommes dans l'Etat, op. cit.*, p. 167 et suivantes). Tous deux ont tenté de montrer que les hommes agissent pour une grande part dans leurs rap-

Presse alternative

◆ Le n° 20 (automne 2008-hiver 2009) de *Communicating Vessels* est, comme les précédents, un mélange inhabituel de fiction, de réel et de poésie, le tout dans une perspective libertaire. On y trouve (en anglais) : « Quarante ans depuis mai 1968 », « L'utopie et la crise de l'imagination humaine », « L'état du livre et de l'édition aux Etats-Unis », « Nourriture comme utopie : nourriture et utopie ».
3527, 15th Avenue #127, Portland, Or 97212, USA.

◆ *Hobnail Review* (en anglais) a été fondée en 2003 sur une initiative indépendante visant avant tout à diffuser une information relative à la presse anti-autoritaire et gauche alternative. Parmi les numéros déjà parus :
– n° 5 (décembre 2006-janvier 2007) : un bref historique de la maison d'édition radicale américaine Charkes H. Kerr Company ;
– n° 9 : la biographie d'un autre éditeur similaire, E. Haldeman Julius ;
– n° 10 (août 2007) : une histoire de la publication canadienne *Red and Black Notes*, qui fut un moment proche d'Echanges et qui rallia finalement Perspective internationaliste ;
– n° 13 (novembre 2007) une biographie de Franz Pfemfert (alias Und Gaday) (1879-1954), fondateur de *Die Aktion* ;
– n° 14 (janvier 2008), une histoire du drapeau noir ;
– n° 16 (printemps 2008) une critique de la brochure (en anglais) « Le dragon et l'hydre : une étude historique des méthodes organisationnelles » (Shoatz).
Chaque numéro contient une liste exhaustive de publication couvrant un large éventail de l'ultra-gauche anarchiste et autres libertaires et donne une liste des brochures dont ce groupe assure la diffusion (l'adresse sera donnée ultérieurement car celle figurant dans tous ces numéros n'est plus valable depuis juin 2008).

◆ *Alternative Press Index* (volume 40, 2008) recense toutes les publications de l'éventail extrême gauche, ultragauche, radicaux de toute sorte... principalement en anglais.
Alternative Press Center, 2040, N. Milwaukee Avenue, 2d Floor, Chicago, IL 60647, USA.

le n° 18 était sous presse. Au sommaire de ce numéro : « Correspondance Castoriadis-Pannekoek », « Facing Reality », « Le travailleur intellectuel », « Forces productives et lutte de classes », « La bureaucratisation du monde », « La technologie capitaliste », « Adieux à une révolution » et « Confiance et trahison ». Les camarades d'*Archiv* nous informent aussi qu'au printemps 2008, ils ont édité un ouvrage : Anton Pannekoek, *Arbeiterräte. Texte zur sozialen Revolution* (Anton Pannekoek, Les Conseils ouvriers. Textes sur la révolution sociale), premier numéro de suppléments à la revue.

De la Lune

◆ « Les habitants de la Lune » : quatre pages de réflexion sur la crise « La Bourse ou la vie » avec des citations bien choisies. Comme on en a reçu plusieurs, on distribue.
leshabitantsdelalune@yahoo.fr

Bibliothèque libertaire

◆ « La Pensée sauvage » est le nom donné par des camarades de Caen à une bibliothèque libertaire. Dont l'approche « se veut plus qualitative que quantitative ». Dans cette perspec-

mouvement social, mais aussi le patronat (pas si uni que ça derrière ses financiers) le diront. »

◆ « Les banquiers sont sauvés, la vraie crise est devant nous », dans le n° 178 (novembre 2008) d'*Alternative libertaire*, mensuel de l'organisation du même nom, qui conclut son analyse de la crise par cette invocation : « Et si la crise argentine n'avait été qu'une "répétition générale" ? Dans ce cas, reproduisons en plus grand et en définitif le mouvement de réquisition et d'autogestion des entreprises mené par nos camarades argentins ! ». Et dans le n° 179 (décembre 2008) : « Inflation et luttes salariales, l'engrenage est enclenché », et « Résoudre la crise : aux actionnaires de payer », texte qui propose étrangement de « rétablir l'économie sur ses deux jambes » et de supprimer, non l'économie, mais les dividendes...

◆ *Perspective Internationaliste* n° 50 (hiver 2008-2009) traite de la crise du capitalisme et de ses conséquences (capitalisme, technologie, environnement, conscience de classe ou idéologie).
Sites en français : http://ippi.over-blog.com et www.internationalist-perspective.org/PI/.

◆ « Le concept de crise des subprimes cache le fait qu'il s'agit d'une crise de la dette (immobilier, cartes de crédit, crédit automobile, crédit aux entreprises, etc.) qui s'est immédiatement transformée en une crise bancaire et a fini par atteindre "l'économie réelle" » affirme l'auteur d'un article, « Crise globale », paru dans le n° 82 (été 2008) de la revue allemande *Wildcat*.
Dans les années 1970, les pays sous-développés offraient aux pays industrialisés le champ d'une sortie de crise par leur industrialisation mais, quoique de façon hétérogène, la division du travail par pays et le salariat touchent maintenant l'ensemble de la planète. Une hétérogénéité qui explique pourquoi la crise affecte le monde entier, mais à différents moments selon les pays : ceux du BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) ne seront touchés qu'ultérieurement à cause de leur économie essentiellement axée sur l'exportation ; ainsi que l'Allemagne, pays exportateur lui aussi. Lors de la crise précédente, le système ne s'est pas senti menacé, ni même en Argentine où, pourtant, des soulèvements importants ont eu lieu, mais où les secteurs stratégiques n'ont jamais cessé de fonctionner. Les crises se réglaient jusqu'à maintenant par une injection d'argent de la part des banques centrales, ainsi que par un accroissement de la productivité et du travail précaire, et une baisse des salaires ; mais les conditions semblent, cette fois-ci, toujours selon l'auteur, s'être modifiées.
En conclusion, il recommande de « (..) regarder depuis "en bas" comment les contradictions entre besoins humains se traduisent en luttes politiques contre le développement, d'une crise à l'autre, du capital ! Luttes qui portent en elles-mêmes potentiellement le dépassement de toute cette merde. Le pouvoir est dans les salles des machines ! ».

ENTREPRISE HASARDEUSE

La crise n'est pas financière, elle n'est pas le produit de la rapacité et de la dérégulation, mais bien de la dynamique à long terme du capitalisme lui-même. Deuxième volet de l'analyse de Paul Mattick Jr

Selon le *New York Times*, dans son principal éditorial du 19 octobre qui illustre bien le ton énergique qu'adopte aujourd'hui le journal sur ce sujet, « dorénavant, tout le monde sait que le prêt hypothécaire hasardeux et même usuraire a entraîné la débâcle financière. » Aussi grave que soit le désastre de ces « subprimes », ajoutait le *Times*, il est encore plus grave que « de l'argent facile ait aussi alimenté la boulimie de rachats d'entreprises » avec pour résultat potentiel « une augmentation très sensible des faillites d'entreprises ». Le journal en appelait au Congrès pour qu'il en envisage les conséquences en étendant les conditions de paiement des allocations chômage et recherche « quelles réformes seraient nécessaires pour s'assurer que ces catastrophes ne se reproduisent plus. »

Cette vision des choses, typique des commentaires économiques pour expliquer que la crise financière actuelle serait née d'un mélange délétère de cupidité effrénée et de régulation insuffisante, représente un progrès dans la direction d'un certain réalisme ; elle nous ramène au-delà de la vision du début du XIXe siècle qui prétendait qu'une crise générale du système économique était tout simplement impossible. Ce point de vue a été remis au goût du jour dans les dernières décennies par des théoriciens de la rationalité des marchés, comme les lauréats du Prix Nobel Milton Friedman et Robert Lucas, et a fondé la politique de régulation de l'ancien directeur de la Fed (la Réserve fédérale) Alan Greenspan.

Mais c'était hier. Aujourd'hui, l'appel en faveur d'une intervention gouvernementale plus vigoureuse n'est bien entendu qu'une reprise des idées de Johm Maynard Keynes dans sa *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* de 1936 (1), dans laquelle le célèbre économiste admettait à la fois la possibilité théorique d'une crise alors sous-jacente depuis sept ans et affirmait qu'une réaction gouvernementale correcte pourrait y remédier. Cependant les critiques néo-keynésiennes contemporaines sont bien loin d'admettre les réalités du capitalisme global.

On présente généralement les réalités économiques d'aujourd'hui comme une « crise financière globale ». Mais la crise financière, pour réelle qu'elle soit, n'est qu'une manifestation d'autres problèmes qui n'ont pas encore émergé clairement dans l'opinion publique. Comme je le fai-

* Cet article de Paul Mattick Jr a été publié par la revue *The Brooklyn Rail* de novembre (que l'on trouve aussi sur Internet, à l'adresse www.brooklynrail.org/2008/11/express/risky-business). C'est la suite de « En plein brouillard », que nous avons publié dans notre n° 126.

(1) Traduction française de Jean de Largentaye dans la « Bibliothèque Scientifique Payot », 388 pages, 23,50 €. Cet ouvrage est aussi publié en ligne à l'adresse http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.kej.the

HISTOIRE, THÉORIE...

Saint-Gilles (BRU) 3, 1060 Bruxelles, Belgique ; ou http://gci-icg.org), qui édite en français la revue *Communisme*, déclinée en plusieurs langues, nous a fait parvenir un recueil de textes en espagnol intitulé *Contra la democracia*, paru en 2006. Ont été rassemblés dans ce recueil trois articles parus précédemment dans leur revue *Communismo* nos 1 (juin 1979), 32 (novembre 1992) et 43 (janvier 1999) : « Le Mythe des droits et des libertés démocratiques », « La Mystification démocratique » et « De la liberté ». Ce dernier article a aussi paru en français dans le n° 47 (mai 1998) de *Communisme*.

Manifeste libertaire

◆ *Alternative libertaire* accompagne son n° 179 (décembre 2008) d'une réédition de son *Manifeste pour une alternative libertaire*, texte fondateur de cette organisation, datant de 1991 : seize pages prônant des « rapports de production autgestionnaires » et la « démocratie autogestionnaire ».

Skins libertaires

◆ Dans le n° 17 (automne 2008) de *Barricata, fanzine de contre-culture antifasciste et libertaire*, édité par le RASH (Red & Anarchist Skin-Heads) de Paris et sa banlieue, une abondante revue de livres et de disques (« Saines lectures » et « Noize for rude boys and girls »)
21 rue Voltaire, 75011 Paris. rashparis@hotmail.com – Site : http://contre.propagande.org/pravda/index.php

Médecine et soins

◆ Divers articles sur le thème « Médecine et soins à l'ère du technolibéralisme », dossier d'*Offensive* n° 20, décembre 2008.

Nexialistes

◆ « News, Infos Hard et Blues » : n° 5 (décembre 2008) du *Bulletin de l'Internationale nexialiste*. Et *La lettre de l'Institut*, janvier 2009 (c/o Vincent Dupont, 10 rue Bara, 11000 Carcassonne).

Conflictualité

◆ « De nouvelles formes de conflictualité sociale » dans *Offensive* n° 20, décembre 2008.

Le travail est un crime

◆ Les Editions antisociales/Editions Le chien enragé (www.editionsantisociales.com ou C/o Koffieshop Bollox, 1ste Shinkelstraat 14-16, 1075 TX Amsterdam, Pays-Bas) ont publié en 2007 une brochure regroupant un article de Herman J. Schuurman (1897-1991), « Le Travail est un crime » paru en 1924 dans une revue de jeunes travailleurs libertaires néerlandais, *De Moker*, nom donné en néerlandais à la masse utilisée par les mineurs, et une étude d'Els van Daele, « Le Groupe "De Moker" : la jeunesse rebelle dans le mouvement libertaire hollandais des Années folles ». Ce deuxième texte apporte des informations méconnues sur les relations entre l'anarchisme et le mouvement ouvrier néerlandais dans les années 1920 au Pays-Bas.

◆ Dans le n° 110 d'*Echanges* (automne 2004), nous avions signalé, p. 68, la parution du n° 17 de la revue *Archiv für die Geschichte des Widerstandes und der Arbeit*. Depuis, rien. A la fin décembre 2008, nous avons reçu un courriel nous informant qu'après moultes vicissitudes

DANS LES PUBLICATIONS / ORGANISATIONS...

Il n'y a plus de question paysanne...

◆ Selon des statistiques du Bureau international du travail, parues en 2007, il y avait, en 2006, 2,9 milliards de salariés dans le monde, 16 % de plus qu'en 1996 : les ouvriers d'industrie comptaient pour 22 % de ce total (contre 21,5 % dix ans plus tôt), les travailleurs dans l'agriculture pour 38 % (contre 43 %) et les employés dans les services pour 40 % (contre 35 %), sachant que ces chiffres pour les secteurs primaire et tertiaire cachent souvent du travail de type industriel, rappelle un article, « Ce qui vient après l'Internationale paysanne », dans le n° 82 (été 2008) de la revue allemande *Wildcat*. Pour son auteur, il n'y a plus de question spécifiquement paysanne depuis que, dans les années 1970, la majorité des paysans du monde sont devenus des salariés et qu'ils dépendent du marché mondial, l'assimilation entre producteurs de denrées alimentaires et paysans étant superficielle. La question de l'union entre ouvriers d'industrie et travailleurs des campagnes se pose maintenant différemment qu'au XXe siècle, parce que le paysan indépendant a quasiment disparu et a été prolétarisé partout.

Du fait de l'industrialisation de l'agriculture, les travailleurs de la terre ne comptent plus que pour environ 5 % à 10 % de la population active en Europe, et moins de 2 % aux Etats-Unis. Il est vrai que les travailleurs de la terre restent un peu plus nombreux dans les pays en voie d'industrialisation ; et depuis 1993, Via campesina chapeaute les divers mouvements paysans dans les pays en voie de développement d'Asie, d'Afrique et d'Amérique du Sud (l'article donne des exemples détaillés des liens entre luttes ouvrières et mouvements paysans en Inde, au Brésil et en Bolivie), mouvements qui sont à la base d'une renaissance des partis de gauche, principalement en Amérique du Sud.

L'auteur fait remarquer à ce propos que les partis communistes, qui se revendiquaient comme l'avant-garde du prolétariat, recrutaient en fait au sein de la paysannerie et que leur déclin est lié au déclin de la classe paysanne. Aujourd'hui, souligne-t-il, la migration est devenue la forme la plus courante de la prolétarisation : depuis 1960, le nombre de migrants dans le monde, en quête de meilleures conditions de vie, a doublé en valeur absolue.

Contre la démocratie

◆ Le Groupe communiste internationaliste (adresse, sans mention du nom : BP 33,

SYNDICATS

◆ Si vous aviez encore des doutes sur la fonction et les positions syndicales, lisez dans *A Contre Courant* n° 200, décembre 2008 un extrait du livre de Jacques Cotta *Riches et presque décomplexés* (Fayard) contenant des déclarations de François Chérèque, secrétaire général de la CFDT, devant les membres du cercle patronal « Ethic » le 27 mars 2007.
Site : www.acontrecourant.org

◆ Un dossier « Où en est le Forum pour un syndicalisme de classe et de Masse ? », sur une tentative de regroupement de collectifs d'oppositionnels notamment au sein de la CGT, dans *Regroupement communiste* n° 25, octobre 2008 2008 (communiste17@free.fr).

Pendant la Grande Dépression, avant le vote de la loi sur la « Social Security » (ce mot désigne aux Etats-Unis essentiellement des dispositions légales concernant la retraite), les « soupes populaires » étaient l'unique nourriture de certains chômeurs américains. Celle-ci était sponsorisée par le gangster de Chicago Al Capone (Source : http://www.ssa.gov/history/acoffee.htlm)

sais remarquer dans le premier de ces articles (2), la débâcle des « subprimes » apparue lors de l'éclatement de la bulle immobilière n'est pas sans relation avec la stagnation ou la chute des salaires et la montée du chômage. Au cours des dernières années, ces phénomènes ont fait l'objet d'un questionnement généralisé dans les commentaires économiques : comment était-il possible que tant de gens s'en sortent aussi mal dans une époque prospère ? De telles questions surgissaient à la fois d'une conception étriquée de la prospérité (si la Bourse est toujours en hausse c'est que tout va bien) et d'une vision à courte vue : en effet, une compréhension correcte de ce qui se passe dans l'économie aujourd'hui nécessite une vision historique. Même un bref passage en revue des soixante dernières années fera apparaître non seulement les difficultés générées par l'économie capitaliste, mais aussi la capacité limitée de l'action gouvernementale pour les contrebalancer.

La Grande Dépression mondiale la plus récente (ce surnom s'appliquait auparavant à la récession internationale de 1873-1896), que par convention on fait débuter avec le krach de la bourse américaine en octobre 1929, se termina peu après la seconde guerre mondiale. Tandis que l'approche de la guerre avait ramené le plein emploi aux Etats-Unis, ceci n'était dû qu'aux dépenses basées sur le déficit engagées par l'Etat pour la production de guerre, et non à une reprise de l'économie financée par les entreprises privées. On peut en dire autant du Japon ou de l'Allemagne qui de toute façon, comme tout le reste de l'Europe, sortirent de la guerre avec une économie en ruines. Je laisse de côté une discussion plus approfondie sur le cycle de crise et de prospérité pour un troisième article, mais je veux faire remarquer ici que la renaissance de l'économie capitaliste après cette longue période de dépression économique et de destructions matérielles correspondait, en gros, au schéma des épisodes précédents d'écroulement et de régénération économique.

Selon Angus Madisson, dans son rapport sur *L'Economie mondiale au XXe siècle* (3) écrit en 1989 pour l'OCDE, le club des nations capitalistes avancées, « les années 1950 à 1973 furent un "âge d'or" [témoin] d'une croissance inégalée du PNB (produit

(2) Voir *Echanges* n° 126 (automne 2008), ou en anglais : www.brooklynrail.org/2008/10/express/up-in-smoke

(3) *L'Economie mondiale au XXe siècle*. Etudes du Centre de développement, OCDE, 1989, épuisé. Angus Madisson a aussi écrit : *L'Economie mondiale : une perspective millénaire*, OCDE, Paris, 2001, et *L'Economie mondiale : statistiques historiques*, Editions del'OCDE, 2003d'Angus Maddison. (NDE.)

national brut, c'est-à-dire la valeur totale des marchandises et services produits en une année donnée exprimée en prix) et du PNB par tête dans toutes les parties de l'économie mondiale, d'une croissance rapide du commerce mondial, d'une réouverture des marchés mondiaux de capitaux et des possibilités de migration [de la main-d'œuvre] internationale. » Ceci n'est pas le point de vue personnel d'un individu : tous les commentateurs s'entendent à décrire cette période comme un âge d'or du capitalisme. Toutefois, cette réussite est moins limpide qu'il n'y paraît (même si nous laissons de côté les années de misère économique et la guerre et ses dizaines de millions de morts, qui en sont le fondement).

Pour citer Madisson de nouveau, « Un des traits principaux de l'âge d'or fut la proportion croissante des dépenses étatiques dans le PNB, » qui « passèrent de 27 % du PNB dans les pays de l'OCDE en 1950 à 37 % en 1973. » Dans la plupart des pays, ceci reposait largement sur l'augmentation des dépenses de l'Etat-providence dans des secteurs tels que la retraite, l'éducation et la santé. Aux Etats-Unis, ceci incluait des sommes assez considérables pour la guerre et ses préparatifs. Selon l'économiste Philip A. Klein, qui écrivait pour le conservateur Institut des entreprises américaines, « la "plus longue période d'expansion en temps de paix" de l'Amérique – de 1961 à 1969 – fut grandement influencée par la redéfinition du terme "temps de paix", afin d'y inclure la guerre du Vietnam et l'augmentation du budget de la défense, qui est passé de 50 milliards de dollars au cours de l'année fiscale 1965 à 80 milliards de dollars en 1968. » C'est cette expansion américaine qui, à son tour, a contribué à alimenter la croissance globale grâce, notamment, à la renaissance du Japon et au décollage de la Corée, particulièrement stimulés pendant la période de guerre du Vietnam.

En d'autres termes, l'économie capitaliste proprement dite – le système d'entreprises privées – n'était pas, aux yeux des décideurs politiques, capable par elle-même de produire un niveau suffisant de bien-être pour atteindre un niveau politiquement désirable de satisfaction sociale. Ainsi, par exemple, lorsqu'un gouvernement Républicain, agissant selon son idéologie anti-dépenses et pro-libre entreprise, réduisit les dépenses de défense après la guerre de Corée sans compenser par des augmentations des dépenses intérieures, les Etats-Unis connurent une diminution marquée de leur production et une augmentation tout aussi marquée du chômage. Contrairement à ses intentions, l'administration Eisenhower s'empressa de baisser les taux d'intérêt et d'augmenter les dépenses du gouvernement, y compris les travaux publics (à l'échelle du système d'autoroutes inter-Etats) ainsi que des projets militaires. Aux Etats-Unis, en effet, l'économiste politique Joyce Kolko remarqua en 1988 qu'« à peu près la moitié de tous les nouveaux emplois [américains] après 1950 ont été créés par les dépenses de l'Etat, et une réorientation comparable a eu lieu dans les autres nations de l'OCDE. »

L'idée de Keynes était que le gouvernement emprunterait de l'argent en période de dépression pour remettre l'économie en marche ; lorsque le revenu national augmenterait, en réaction à ce stimulus, on pourrait alors instaurer un impôt indolore pour rembourser la dette. En réalité, la gestion de la crise se transforma en « économie mixte » permanente entre l'Etat et le privé, et la dette nationale, loin d'être remboursée, ne cessa de s'accroître, à la fois dans l'ab-

silencieuse ». Il faut se souvenir qu'entre les deux tours de l'élection présidentielle de 2002, Lionel Jospin avait signé le décret Sapin, qui modifiait le système de notation de la fonction publique, antichambre du salaire au mérite. A la fin de l'année 2003, la méritocratie faisait son entrée dans la haute fonction publique et en 2004 aux ministères pilotes (défense, justice, finances) et s'étendra à partir de 2005.

Pour faire passer son décret, le gouvernement Sarkozy lâche la presse aux ordres, comme la meute sur le cerf. Ainsi le journal *Valeurs actuelles* (droite chrétienne) du 13 novembre 2008 titre : « Les Français disent oui à la rémunération au mérite. » A la question posée : « trouvez-vous normal un même salaire pour tous quel que soit le travail fourni ? », 68 % des sondés s'estiment choqués par la formule – d'après le journal, ce sont surtout des électeurs de François Bayrou.

Ce qui veut dire qu'il y a 32 % des Français qui ne sont pas tombés dans le crétinisme des sondages et ont conscience que la formule est une saloperie. Même pour le cabinet d'audit SRM Consulting, la méritocratie serait un facteur de détérioration du climat social. Le problème de l'Etat, en ce qui concerne la fonction publique, ce n'est pas la détérioration du climat social, mais d'en diminuer le coût aussi vite que possible en faisant jouer toutes les possibilités d'ajustement (liquidation des auxiliaires, ATOS et de tous ceux qui gravitent avec des salaires de misère autour de la fonction publique) de même que dans le privé, ce sont les intérimaires, les CDD... qui assument le lien emploi-productivité.

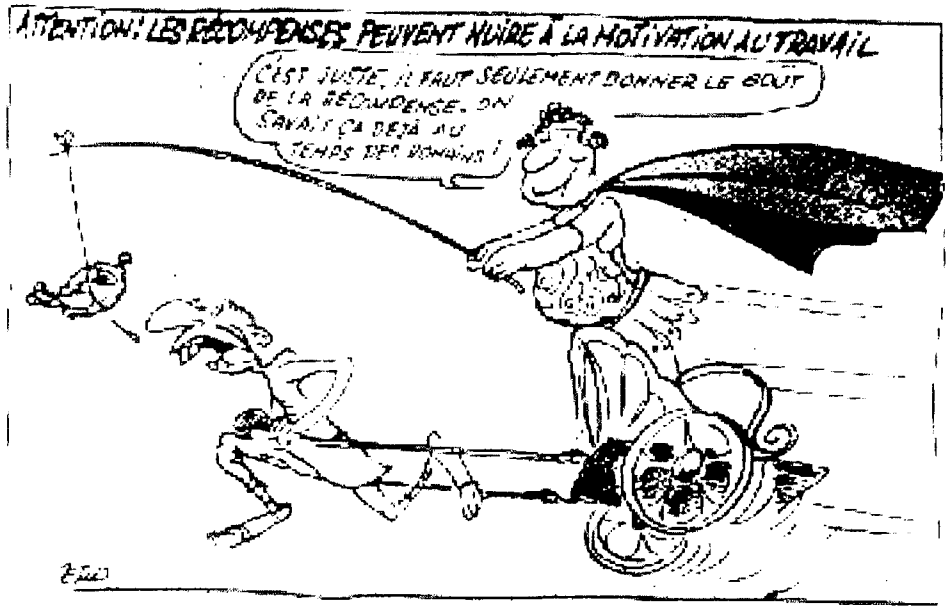
Avec la crise, il faut maintenant que l'Etat agisse directement sur les salaires, et la méritocratie est un élément efficace, allant dans ce sens. En effet il permet, comme c'est le cas de l'intéressement et de la participation, un ajustement salarial, fonction de la bonne santé de l'entreprise (intéressement et participation) ou de la performance individuelle (méritocratie). Dès lors le maintien du pouvoir d'achat est directement relié, collectivement et individuellement, à ces mesures d'ajustement du prix de la force travail. En période de crise, ce dédoublement salarial (salaire de base/salaire au mérite) n'est qu'un moyen visant à faire chuter les salaires réels.

Récemment le directeur général du BIT (Bureau international du travail), Juan Somavia, indiquait que « pour le 1,5 milliard de salariés dans le monde, des temps difficiles sont à venir ». « Une croissance économique faible, voire négative, combinée à des prix alimentaires et énergétiques hautement volatils, va amputer les salaires réels de nombreux travailleurs, en particulier les bas salaires et les ménages les plus pauvres. Les classes moyennes seront également sérieusement affectées. »

« En s'appuyant sur les derniers chiffres de croissance du FMI, le BIT prévoit que la croissance mondiale des salaires réels atteindra au mieux 1,1 % en 2009, comparé à 1,7 % en 2008, mais les salaires devraient décliner dans un grand nombre de pays, y compris dans les principales économies. De manière générale, la croissance des salaires dans les pays industrialisés devrait baisser, de 0,8 % en 2008 à – 0,5 % en 2009. »

Alors l'équation finale est simple : « tous ensemble », secteur privé et fonction publique, contre nos exploiteurs ou lutte de tous contre tous .

Gérard Bad
novembre 2008



Dessin paru sur le sitewww.sup-equip.org, en illustration d'un tract « Individualisation, salaire au mérite, note à la tête du client : est-ce vraiment si moderne ? »

coins du monde. La Chine n'était déjà plus un tigre de papier, mais un formidable réservoir de plus-value. Les industries manufacturières de l'occident n'allaient pas résister, à cette force de travail à bas prix, l'industrie textile y laissera la peau et les os. Depuis nous connaissons la suite : délocalisation, mobilité, insécurité sociale permanente, précarisation généralisée, flexisécurité et accompagnement vers la misère par le truchement de la formation.

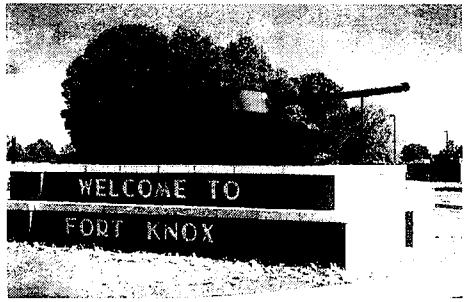
Comme le coût du travail devenait l'élément moteur pour le système, celui-ci s'attaqua dans un premier temps au salaire différé (chômage, retraite, prévoyance santé). Il alla même jusqu'à endetter les travailleurs à leur insu, leur faisant payer les dette de l'Etat avec la CSG et la CRDS. Comme cela ne suffisait pas à rétablir une concurrence au niveau des « pays émergents », il fallait prolonger l'exploitation au delà de 55-60 ans, ce que conseilla l'OCDE, et que le gouvernement Sarkozy vient de faire en prolongeant le temps d'activité à 70 ans. Mais la crise des subprimes et la récession mondiale propulsèrent toutes les contradictions du capital si brutalement, que tous les plans d'ajustement progressif de la valeur travail devenaient ridicules ; il fallait frapper plus fort et liquider les forces de travail « mangeuses de plus-value ». Alors l'Etat fut contraint de se faire hara-kiri et l'offensive anti-fonction publique commença, d'abord contre la résistance cheminote, ensuite les autres – même l'armée était touchée.

Aujourd'hui l'Etat veut aller plus loin. Il a dans les tuyaux un projet de décret visant à étendre la rémunération au mérite des fonctionnaires – il concerne 198 000 fonctionnaires. Alors, comme toujours, pour faire passer le projet on mobilise les médias et la putasse opinion publique, « la démocratie

solu et par rapport au PNB. La croissance de la dette nationale se fit sentir par une tendance à l'inflation, alors que les entreprises augmentaient leurs prix (et que les travailleurs essayaient de suivre) pour compenser la part croissante du revenu national prélevée par le gouvernement, et alors que le Trésor battait monnaie pour financer les opérations du gouvernement américain. En vertu de l'accord d'après-guerre qui liait les nations du monde capitaliste, le dollar, qui représentait une quantité d'or fixe, servait de modèle pour mesurer la valeur des autres monnaies, facilitant ainsi le commerce et les investissements internationaux.

Dès 1971, on avait fabriqué tant de dollars aux Etats-Unis qu'il fallut rompre le lien entre le dollar et l'or afin de couper court à la possibilité de vider Fort Knox (4) de son or au cas où les autres nations décideraient de convertir leurs billets verts.

Tandis que ce changement, contrairement à ce que pensaient beaucoup de gens, n'altéra pas radicalement la nature de l'argent, il marqua bien à quel point le monde de l'économie s'était éloigné du mécanisme autorégulateur imaginé par les partisans enthousiastes du libre marché pour s'ache-



(4) Ce camp militaire construit en 1936 et situé dans l'Etat du Kentucky, au sud-ouest de Louisville, abrite la réserve d'or des Etats-Unis depuis 1937.

miner vers un système dépendant de la gestion constante par les autorités de l'Etat, un système dans lequel tout relâchement de la gestion aurait des conséquences graves.

Quelles qu'en furent ses limites, l'âge d'or fut réel. Ceci est démontré par le fait qu'il se termina aux alentours de 1973, quand la croissance mondiale se ralentit considérablement. A l'époque, on mit ceci sur le compte d'un « choc » produit par une hausse rapide du prix du pétrole, manigancée par les pays de l'OPEP de concert avec les compagnies pétrolières, pour tenter d'accroître leur part des profits mondiaux et compenser la perte de valeur du dollar, monnaie de fixation des prix du pétrole. Mais lorsque l'économie mondiale se fut adaptée à ce changement (même lorsque les prix du pétrole baissèrent à nouveau), on ne revit pas la forte croissance qu'on avait connue, ce qui prouve qu'une modification fondamentale de l'économie globale était à l'œuvre. On en distinguait les signes avant-coureurs depuis un moment. Comme l'a observé l'économiste William Nordhaus dans un article publié par la Brookings Institution en 1974, « il est majoritairement admis que les bénéfices des entreprises ont plongé depuis 1966, » même en tenant compte des profits record des compagnies pétrolières en 1973. « La performance insuffisante des bénéfices des entreprises ne se limite pas aux Etats-Unis, » poursuivait-il, « un déclin séculaire [à long terme] de la part des profits s'est aussi produit dans la plupart de l'Europe de l'Ouest. »

L'entreprise capitaliste est vouée au profit. C'est l'attente d'un bénéfice futur qui décide du niveau d'investissement et des formes que prend cet investissement. Avec le déclin de la rentabilité, il n'est pas

étonnant que les entreprises aient utilisé les fonds dont elles disposaient moins pour construire de nouvelles usines et produire plus de marchandises que pour extraire plus de profits de la production existante en investissant dans des équipements économes en énergie et en main-d'œuvre et en installant des chaînes de montage dans des zones à bas salaires.

Entre autres conséquences, ceci entraîna un accroissement marqué du chômage en Europe de l'Ouest et dans ce qui est devenu la Ceinture de rouille aux Etats-Unis, alors que les usines devenaient plus productives et qu'on les délocalisait dans le sud du pays et à l'étranger.

En outre, on vit partout le démantèlement accéléré des mesures de sécurité professionnelle et l'extension de la semaine de travail ainsi que le recours croissant à la main-d'œuvre temporaire et à temps partiel, qui ont aussi favorisé la baisse du salaire moyen et donc l'accroissement de la rentabilité.

Particulièrement aux Etats-Unis, on a régulièrement encouragé et facilité l'emprunt à la consommation avec les cartes de crédit et les crédits faciles, ce qui, comme l'inflation, était un moyen de baisser les salaires en augmentant les prix : le coût supplémentaire est récupéré par les institutions financières au moyen des intérêts. Les plans d'épargne retraite firent partie des revenus des travailleurs mis à la disposition des organismes de crédit, des banques et des autres institutions financières ; leur remplacement par 401(k)s (5), comme l'affaiblissement ou l'élimination des plans d'épargne santé, fit encore baisser les coûts de main-d'œuvre.

En même temps, les entreprises commencèrent à dépenser les sommes considérables qu'elles auraient autrefois consacrées à l'augmentation de la production pour racheter et réorganiser des entreprises existantes, vendant certaines parties de ces entreprises pour un profit immédiat et manipulant le prix des actions pour faire de l'argent sur les marchés. A la fin des années 1980, on a calculé qu'environ 70 % de l'augmentation de la valeur des actions de l'index Standard & Poor était due aux effets des absorptions et des rachats. Au cours des vingt années suivantes, l'écart entre le prix des actions et la valeur latente des entreprises n'a cessé d'augmenter. Ainsi, le boom des fusions-acquisitions des années 1980 s'est fondu dans un schéma plus vaste de spéculation sur les marchés financiers plutôt que d'investissement dans des entreprises productives. Contentons-nous

On a régulièrement encouragé et facilité l'emprunt à la consommation avec les cartes de crédit et les crédits faciles, ce qui, comme l'inflation, était un moyen de baisser les salaires en augmentant les prix

(5) « 401(k)s » : en 1978, fut ajoutée au code fiscal américain une disposition permettant à un salarié d'épargner pour sa retraite tout en différant ses prélèvements fiscaux jusqu'au retrait de son épargne.. Différentes modifications ultérieures firent que ces cotisations concernaient aussi bien les contributions salariés et employeurs, qu'elles pouvaient faire l'objet d'accords d'entreprise, que les placements garantissant ces retraites pouvaient faire l'objet de fonds spéciaux souscrivant des actions de l'entreprise (voir l'affaire Enron). Ce système de retraite, compliqué, était particulièrement intéressant pour les employeurs qui pouvaient en se mettant sous cette législation échapper à des obligations contractuelles. Pour plus de détails on peut consulter l'article « 401 K » sur le site Wikipedia.

DE L'UTILISATION DE LA MÉRITOCRATIE EN PÉRIODE DE CRISE

Une modalité de l'attaque contre les salaires

« *Le maintien du pouvoir d'achat n'est pas dû, il doit, au-delà d'un certain seuil, se mériter* » (*La Vie française* du 10 décembre 1984) : voilà l'état d'esprit qui animait et anime toujours les serviteurs du capital, technocrates, managers et tous les gérants de la collectivité capitaliste en guerre contre les prolétaires. Dès les années 1980 on pouvait déjà percevoir comment la société anonyme entendait poursuivre son exploitation des prolétaires par le système du lien salaire-productivité. Ce système visait dans un premier temps à remplacer sur le plan juridique l'obligation de moyen, par une obligation de résultat avec objectifs en hausse à atteindre (La DPO : direction par objectif, par le truchement de critères classants).

Le lien salaire-productivité était partie intégrante de tout un arsenal visant à briser toutes les résistances collectives à l'exploitation et à promouvoir une « politique sociale personnalisée ». Après l'éclatement du temps de travail et les multitudes de contrats devant favoriser l'embauche – CDD, temps partiel, emplois aidés, stagiaires et apprentis – comme force de travail d'ajustement. Le temps était venu de s'attaquer au gros morceau des conventions collectives et de les transformer en leur contraire.

Il fallait désormais des conventions au service du patronat afin de liquider les acquis de 1936 et 1968 et de renvoyer toutes les négociations de branche au niveau de l'entreprise, voire du service ou de l'atelier. On en revenait dans certaines entreprises à la commandite de travail, sans le dire. Le « toilettage » des conventions collectives se transforma bien vite en « lessivage » : l'ancienneté, l'indexation des salaires sur les prix, la mensualisation commençaient à être ébranlées sur leur base. La politique contractuelle de masse des années « roses », « le compromis fordiste » du capitalisme occidental de la reconstruction de l'après-seconde-guerre-mondiale, volait en éclat.

L'enjeu pour le capital devenait désormais le coût du travail, c'est-à-dire l'extorsion de la plus-value. Il fallait purger le système dans tous les secteurs afin de réduire ce coût. Le cri de guerre du capitaliste collectif fut « toujours moins pour eux et toujours plus pour nous » ; ils en appelèrent à moins de contraintes pour licencier, moins de rigidité, plus de flexibilité.

La flexibilité-mobilité prospéra comme un mal nécessaire au maintien de l'emploi, comme une sauvegarde individuelle à l'« employabilité ». La mondialisation allait bien entendu mettre plus vivement en concurrence les travailleurs du monde entier, le capital financier se déplaçant à la vitesse de l'éclair avait alors le monde « sans frontière » à exploiter et saisissait les appels d'offre de bas coût du travail comme une régénérescence du capital total dans tous les

Il est certain que d'ores et déjà (et depuis un moment) tous les dirigeants ont tablé sur des répressions actuelles ou futures en vue de futures dégradations sociales, car la situation avant la crise était grave. Il va y avoir de plus en plus de casse donc de plus en plus de révoltes, c'est inévitable même s'il y a encore certaines marges de manœuvre (contre-feux, amortisseurs) mais cela ne durera qu'un temps.

C'est non seulement l'aspect financier lié au travail, mais tout le reste qui se dégrade, qui s'effrite (casse sociale, destruction du tissu social). Les relations au travail se sont également dégradées entre les différentes couches (ouvriers, ETAM entre autres).

Par rapport aux arrestations liées au milieu anar (ultra-gauche) (suite au sabotage des lignes SNCF) ça sent le coup monté de la part du pouvoir et de ses séides, pendant ce temps que l'on « amuse » les gens avec ce spectacle, la destruction continue. Ce sont tous les politicards (tous bords confondus) et les patrons qui sont les plus grands saboteurs, pas quelques jeunes impatients d'en découdre... »

F. M.

Téléologues, fin de partie

Suite et fin (en ce qui nous concerne) d'un échange avec les « Téléologues »

Dans le n° 122 d'*Echanges* (p. 42 et suivantes), nous avions publié une lettre d'un lecteur qui, entre autres, évoquait les idées d'un groupe s'intitulant « Téléologues » et développant leur propre théorie la « Téléologie ». Nous avons, à la suite de cette lettre, publié notre réponse. Cet échange de correspondance se poursuivait entre ce même lecteur et *Echanges* dans le n° 124, p 49 et s. Un courriel des « Téléologues » de mai 2008 figurait dans le n° 125, p 56, précédé d'une mise au point d'*Echanges*. Notre n° 126 ne mentionnait à ce sujet qu'une brève lettre d'un camarade britannique.

Depuis, d'autres éléments se sont ajoutés à ce débat (si tant est que l'on puisse qualifier tout cet épisode de débat) : une lettre du lecteur à l'oigine de cette correspondance, du 4 novembre 2008, un bref courriel des « Téléologues » à cet auteur du 8 novembre 2008, un courriel des « Téléologues » du 13 novembre 2008, intitulé « La crapulerie d'Henri Simon, confirmée et augmentée ». Tous ces derniers échanges nous ont été transmis par courriel et dernièrement sur papier par l'auteur de la lettre du 4 novembre. On ne voit guère ce que nous pourrions échanger avec ceux qui peuvent affirmer :

« Quant à son absurde prolétariat, il n'a pas de chance : ce dahu-là n'existe plus que dans le Disneyworld où l'on échange des mouvements côté "monde objectif" »

Nous sommes convenus d'arrêter la publication de ces échanges ; nous ne mentionnerons dorénavant que l'existence de courriers et courriels éventuels, et enverrons une copie à tous ceux que cela intéresserait et qui peuvent poursuivre éventuellement le débat que nous diffuserons dans les mêmes conditions. Comme dans leur correspondance, les « téléologues » font des allusions à des échanges antérieurs, nous joindrons à ce dossier les photocopies de quelques lettres (celles que nous avons pu retrouver) échangées avec « Belles émotions » au début des années 1990. ■

d'examiner un seul aspect de cette spéculation : la valeur des fonds impliqués dans l'échange, l'achat et la vente de devises de différentes monnaies nationales pour profiter de petites modifications des taux de change est passée de 20 milliards de dollars en 1973 à 1 250 milliards de dollars en 2000, un accroissement bien plus important que la croissance du commerce des marchandises réelles et des services.

Expliquer l'augmentation des acquisitions financées par la dette et les autres modes de spéculation par la cupidité, comme on le fait souvent aujourd'hui, est doublement stupide : non seulement cela n'explique pas l'augmentation soudaine de la cupidité au cours des dernières décennies, mais cela passe aussi sous silence le motif sous-jacent des décisions d'investissements capitalistes, qui doivent toujours être guidées par l'attente de profits maximums réalisables à raisonnablement court terme. De même que jouer au loto, malgré une chance de 1 contre plusieurs millions, représente pour le travailleur moyen la façon la plus probable de s'enrichir, la spéculation offre tout simplement aux hommes d'affaires de meilleures chances de forts profits que l'investissement productif.

La « globalisation » du capital fait partie de ce schéma. Bien qu'on imagine souvent qu'elle est faite de l'expansion mondiale de la production et du commerce, elle s'est surtout manifestée par des flux commerciaux et financiers au sein des pays de l'OCDE, en même temps que la délocalisation de certaines opérations de production dans quelques zones à bas salaires. Les Etats-Unis étaient encore le premier producteur mondial en 2006, avec presque un quart de la production globale (bien que de plus en plus d'usines aux Etats-Unis appartiennent à des entreprises étrangères).

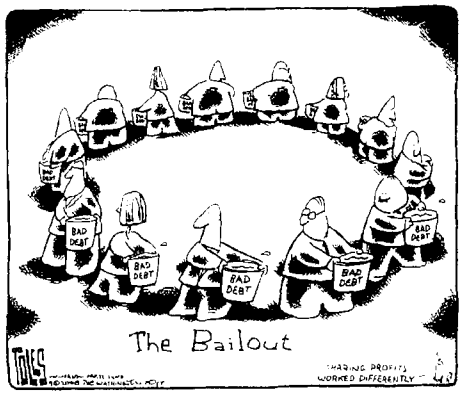
Par contraste, examinons le dernier sujet d'excitation économique : la production de la Chine représente toujours moins de la moitié de celle des Etats-Unis et se fonde en grande partie sur l'assemblage final de composants fabriqués ailleurs. Comme l'investissement intérieur, l'exportation de capitaux – qui, de toute façon est resté majoritairement à l'intérieur des économies capitalistes développées de l'OCDE – a été dirigée, selon les termes de l'analyste en économie Paulo Giussani, « par des secteurs plus ou moins directement liés à la finance et à la spéculation à court terme. »

Et la totalité de cette activité en est venue à reposer de plus en plus sur la dette. En général, un environnement économique inflationniste encourage l'emprunt, puisque la valeur déclinante de l'argent contribue à baisser les coûts de l'intérêt. Au moment où l'âge d'or prenait fin, le ralentissement de l'investissement productif signifiait une disponibilité croissante de l'argent qu'on pouvait prêter à d'autres fins. Aux Etats-Unis, les entreprises avaient traditionnellement financé l'expansion à partir de leurs propres bénéfices, mais en 1973, l'emprunt des entreprises dépassait le financement interne et ce n'était que le début. (A peu près au même moment, la France connut un mouvement d'emprunt dans le style des Etats-Unis, mode de financement traditionnel des entreprises en Allemagne.) L'incertitude croissante des affaires économiques a conduit en particulier à l'augmentation de la dette à court terme, bien qu'en soi ceci ait alimenté un taux croissant de faillites d'entreprises, alors que des revirements de fortune subits pouvaient interdire le remboursement des prêts à courte échéance. De plus en plus fréquemment, on empruntait pour financer des fusions et des acquisitions et pour spéculer sur les nombreux marchés

financiers. Les perspectives de spéculation furent multipliées par l'invention de nouveaux « instruments financiers » tels que les produits dérivés, les échanges financiers, et la « titritisation» maintenant décriée de diverses formes de dettes, y compris des hypothèques immobilières.

Pour se faire une idée des extrêmes atteints par la reproduction imaginative de l'argent réel investi en créant de nouveaux titres négociables, considérons le fait qu'au moment de la crise de la mi-septembre, les actifs financiers mondiaux estimés à 167 000 milliards de dollars avaient donné naissance à 596 000 milliards de dollars en produits dérivés, simples paris sur les mouvements à venir des prix des actifs.

Pendant la décennie 1970, on a assisté à une croissance rapide des prêts aux pays sous-développés, alors que les banques commerciales remplaçaient les agences gouvernementales et internationales en tant que principaux prêteurs. Entre 1975 et 1982, par exemple, la dette de l'Amérique latine envers les banques commerciales augmenta de plus de 20 % par an. L'intérêt de la dette augmenta même encore plus vite, alors que le refinancement empilait frais sur frais. Il en résulta une succession de crises qui submergeal'Amérique latine dès le début des années 1980. Finalement, il devint tout simplement impossible de rembourser ces dettes ; une conséquence fut l'abandon des projets de développement économique interne dans ces pays en faveur de stratégies économiques orientées vers l'export, exigées par les autorités économiques internationales (Banque mondiale et FMI) qui présidaient à la restructuration de la dette. Un destin similaire attendait les prêts consentis aux économies de planification centralisée d'Europe de l'Est. Leur implication désastreuse dans le système de la dette, qui semblait à l'origine capable de les sortir du déclin de leurs systèmes contrôlés par l'Etat, était un pas important vers l'intégration de l'ancien monde « communiste » dans le système capitaliste global. (Il y a quinze ans, je me souviens avoir suggéré à un dissident hongrois, György Konrád, qui venait de terminer l'éloge de l'intégration dans le marché mondial comme solution aux problèmes de son pays, qu'il se pourrait bien que l'Est rejoigne l'Ouest au moment même où les beaux jours de l'économie capitaliste prendraient fin ; il me répondit qu'il avait enfin rencontré en moi quelqu'un de plus pessimiste qu'un Hongrois.)



Le sauvetage (dessin de Tom Toles paru dans le « Washington Post »).

Dès 1984, l'Amérique rejoignit ce club en important plus d'investissements étrangers qu'elle n'en exportait, et un an plus tard, les Etats-Unis étaient devenus débiteurs. Ils bénéficièrent de plus en plus des investissements mondiaux, devenant le premier débiteur de la planète, très dépendants des prêts étrangers pour financer à la fois leurs guerres et leur consommation outrancière d'une grande partie de la production mondiale.

Sous tous ces aspects donc, la dette – promesse de payer un jour à venir – a pris la place de l'argent que l'économie capitaliste en déclin ne pouvait pas produire. Un tel état

finissent ce que serait la « conscience » ; si elles trouvent des adeptes,même en nombre, les forces réelles de transformation (celles qui orientent la dynamique) risquent de leur donner une tout autre signification que celle qui leur était assignée.

Tout ce qui précède ne sont pour moi que des éléments d'un débat qui n'est pas restreint à nous deux mais que chacun peut poursuivre.

H. S.
décembre 2008

La crise : témoignage d'un intérimaire qui a perdu son emploi

D'un camarade du Centre

« ... Au sujet de la crise, tes inquiétudes se confirment. Pour ma compagne, pour l'instant ça va (étant elle-même en CDI et au statut d'ETAM *[employés, techniciens et agents de maîtrise]*, elle est peu touchée) ; le secteur où elle travaille (cosmétiques) souffre apparemment peu de la crise (ils ont même embauché des intérimaires en pleine tourmente).

En ce qui me concerne par contre, c'est une autre histoire, travaillant en intérimaire depuis trois ans dans la même boîte, la situation s'est dégradée à l'automne, petit à petit, les autres intérimaires (entrés après moi) ont été » « remerciés ». Hier, 18 décembre, j'ai travaillé mon dernier jour. Depuis huit jours, j'avais été muté à la maintenance/nettoyage (petits travaux de peinture et de nettoyage dans divers secteurs, travail dégueulasse et harassant à la pelle et à la barre à mine)

Habituellement à la production, je suis affecté aux « big bags » (sacs contenant 500 à 550 kg de produits de différents types). Ces sacs sont employés massivement dans l'industrie automobile (pour des isolants de pièces de carrosserie entre autres). Le plus gros client travaille pour Renault, etc.. Les envois de palettes de « big bags » ont commencé à s'espacer de plus en plus et début décembre, c'était le dernier envoi de l'année, alors que les autres années les lots partaient entre Noël et le Jour de l'an. Un autre boulot consistait à faire des palettes pour un client italien travaillant pour l'industrie pétrolière et pour un autre, tunisien, opérant dans le même secteur. Même chose ici, une chute des commandes, l'éviction des intérimaires. J'étais le dernier et hier j'ai fini par être lourdé également. C'est assez dur à avaler après deux années non-stop de travail : pas de vacances, heures supplémentaires à la clé, boulots dégradants, pénibles et dangereux (poussières inhalées massivement), bruit, froid, chaleur, effort physique intense, conditions de sécurité en dessous de tout et le mépris de l'encadrement (en partie) pardessus le marché.

Le comble enfin, une promesse d'embauche pour moi et un autre intérimaire il y a quelques mois, mais rien n'est arrivé. Depuis avril 2008, nous faisions les postes avec une semaine sur deux quelques heures de nuit. En vérifiant mes feuilles de paie je me suis aperçu qu'ils nous cravataient nos quelques heures de nuit ; j'en ai parlé, sans résultat... Je ne sais pas, mon chef non plus quand nous allons y retourner pour revenir en production... Demain je vais me réinscrire à l'ANPE et reprendre le parcours du combattant habituel du chômeur avec tout ce que cela comporte d'humiliations, frustrations et de rage...

Par rapport à ton analyse sur la gravité de cette crise, je rejoins ton point de vue, j'ai bien peur que cela tourne à la guerre (ou à des guerres), car je me demande comment cette fois ils vont s'en sortir (les capitalistes et Cie) pour se tirer de cette impasse.

se constituer cette « force subjective déjà existante » qui donnerait vigueur à la dynamique de la lutte)

A quoi attribues-tu cette désaffection à l'égard des partis et des syndicats ? n'est-ce pas plus exactement la fin de la croyance qu'une activité politique quelconque puisse changer quoi que ce soit dans l'évolution du capital et ses conséquences économiques et sociales? A quoi attribues-tu l'apparition de résistances de base hors des circuits « organisateurs »? Je n'en voudrais donner comme exemple que les révoltes populaires, de la Chine à la Grèce récemment, jusqu'aux explosions des « banlieues » ici même, où la simple mort d'un homme déclenche des émeutes sur tout un territoire. Ou bien ces réseaux locaux permanents ou ponctuels de soutien à des immigrants en instance d'expulsion, à la frontière de l'illégalité. A quoi attribues-tu le développement à l'échelle mondiale d'un arsenal de contrôle et de répression qui manifestement, sous des vocables divers, vise des résistances existantes ou futures ? Même ce que tu dénonces comme une addiction (indépendamment du fait qu'il peut être aussi un entraînement à des formes rapide de communication dans des résistances – cela est déjà avéré) ne peut-il être aussi l'évasion hors des structures physiques et mentales que le système doit imposer pour sa survie?

Il y a un dernier point que j'ai évoqué ci-dessus et qui se rattache au « volontarisme » animé par une conscience. C'est celui de l'évolution, de l'humanité en tant qu'espèce par et dans cette évolution. Sans remonter au point de savoir comment la vie a surgi d'un monde minéral ou comment un être monocellulaire comme l'amibe a engendré des êtres pluricellulaires, sans remonter au passage du singe à l'homme et aux différentes étapes du développement humain, au passage du nomadisme à la sédentarisation, de la tribu à des sociétés plus organisées, il me semble évident que l'évolution – ce que tu appelles le dynamisme – est le résultat d'une interaction, d'un rapport dialectique entre ce qui existe et les conséquences mêmes de cette existence qui entrent en conflit avec ce qui existe.

Si je prends en exemple le passage du féodalisme au capitalisme, la dynamique de ce passage est à la fois dans le développement même du féodalisme et des conflits que ce développement faisait surgir au sein des structures qui avaient fondé le féodalisme. Des hommes étaient bien sûr au centre de cette dynamique, mais, pendant longtemps – des siècles – ils eurent seulement conscience les uns et les autres qu'ils défendaient leurs intérêts dans ce système, en aucune façon qu'ils œuvraient pour un monde nouveau radicalement différent de celui qui l'engendrait ainsi, en aucune façon ils n'avaient conscience de ce qu'ils étaient en train de créer – une conscience qui aurait guidé leur action. Pourquoi en serait-il différemment aujourd'hui alors que le capitalisme a secrété par son fonctionnement même la crise que nous connaissons ?

Pourquoi les acteurs qui s'affrontent autour de cette crise seraient-ils plus « conscients », les uns qu'ils mènent un combat d'avant-garde vers un autre monde, les autres qu'ils mènent un combat d'arrière-garde alors que les prémisses d'un autre monde sont en place ? Chacun de ces protagonistes opposés pensent qu'ils sont « conscients » du combat qu'ils mènent. Mais ils ne sont en aucune façon « conscients », même s'ils prétendent l'être, des forces qui animent une dynamique dont seuls sont connus les effets à court terme. Bien sûr, on trouve partout une foule de théories qui prétendent régler ce problème en vertu desquelles ils dé-

de choses est nécessairement instable, livré aux perturbations de forces résultant des activités spéculatives individuelles, comme lorsque George Soros a provoqué une dévaluation de la livre britannique en 1992 (ce qui lui a rapporté environ 1,1 milliard de dollars) ; à la merci des décisions de nombreuses entreprises de faire circuler l'argent dans et hors des économies nationales et régionales, comme lorsque l'affaiblissement du marché immobilier thaïlandais en 1997 a entraîné la chute de la monnaie thaïlandaise, le baht, et des crises du crédit dans des endroits aussi éloignés que le Brésil et la Russie.

Entre-temps, les réalités profondes à l'origine des variations irrégulières de fortunes spéculatives – l'insuffisance des profits générés par l'argent investi dans la production, par rapport au niveau de croissance économique nécessaire à l'intégration de la population mondiale dans un capitalisme prospère – avaient de multiples répercussions. Parmi celles-ci, la dépression née de l'éclatement d'une bulle immobilière qui afflige le Japon depuis 1990 ; la permanence d'un taux de chômage élevé dans l'Europe relativement prospère ; la stagnation de l'économie américaine, avec des salaires en baisse, des niveaux de pauvreté en hausse et une dépendance croissante envers la dette – dette personnelle, dette des entreprises et dette nationale – pour ne maintenir qu'un simulacre du célèbre « standard de vie américain » ; l'enlisement continu dans les difficultés économiques des pays d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud, en dépit de réussites périodiques (mais inégales) pour les maîtriser ; la relégation d'une grande partie de l'Afrique, malgré ses immenses ressources naturelles, dans un état de misère tenace sauf pour la poignée de dirigeants qui planquent les bénéfices du pétrole et des ventes de minéraux dans les banques suisses ; les limites analogues des capitalismes russe et chinois face aux machinations des anciens apparatchiks du parti devenus millionnaires ; et l'entassement, nouveau dans l'histoire de l'humanité, de centaines de millions de chômeurs et de travailleurs pauvres dans les bidonvilles gigantesques où vit actuellement la majorité de la population mondiale. Voici la réalité qui persiste sous l'alternance des contractions et des expansions, des crises de la dette et de leurs solutions temporaires, des chutes de la monnaie et des paniques financières qui se répercutent d'un bout à l'autre du monde depuis trente ans.

Et c'est cette réalité qui a enfin attiré l'attention des Américains en cette fin septembre. Les Américains ont été déstabilisés par l'attaque d'Al Qaida contre le World Trade Center il y a sept ans, et surpris d'apprendre que les Etats-Unis ont des ennemis capables de leur infliger de réels dommages et décidés à le faire. Mais ils en sont vite revenus. La menace actuelle est bien plus sérieuse et aura un impact bien plus important, parce qu'elle ne vient pas de l'extérieur, d'un ennemi étranger qui déteste « nos valeurs », mais de l'intérieur, des ces valeurs mêmes, de l'amour de la liberté, en tout cas de la liberté de faire des affaires.

C'est exactement pour cette raison que la nature du problème est difficile à comprendre, même pour ceux qui le souhaitent. D'où ces dénonciations constantes de la part des hommes politiques, des experts, des chroniqueurs économiques et des simples citoyens de la rapacité, de l'irresponsabilité des entreprises, du contrôle insuffisant du gouvernement. Notre étude de l'économie d'après-guerre confirme la thèse défendue dans le premier de ces articles : le démantèlement des régulations mises en place lors

de la Grande Dépression afin de limiter les fantaisies financières – sur l'ordre des plus grandes banques qui voulaient contrôler des opérateurs marginaux mais compétitifs – rendit possible le niveau de bien-être connu pendant plus de vingt ans ainsi que sa distribution de plus en plus inégale. Sans l'accroissement exubérant du crédit au cours de ces années, nous aurions depuis longtemps été confrontés au déclin économique qui se profilait au milieu des années 1970. Aujourd'hui, les gains économiques d'autrefois fondent comme les glaciers sous l'effet du réchauffement climatique, tandis que des milliers de milliards de dollars disparaissent des marchés dans le monde entier et que les neuf plus grandes banques américaines ont perdu plus d'argent en trois semaines qu'elles n'avaient réalisé de profits en trois ans depuis 2004. Malgré la promptitude de publications comme *The Economist* (dont le numéro du 18 octobre 2008 était titré « Le capitalisme aux abois ») à reconnaître que le système économique est en grand danger en raison des désordres actuels (sans parler de l'horreur qu'éprouvent les politiques Républicains purs et durs en découvrant l'aspect « socialiste » de l'aide du gouvernement aux établissements bancaires), il est toujours difficile pour les gens de comprendre que la crise actuelle est une conséquence non de la rapacité et de la dérégulation, mais bien de la dynamique à long terme du capitalisme lui-même.

Le prochain et dernier article explorera cette dynamique dans le but d'aider à la compréhension de la situation dans laquelle nous nous trouvons – situation qui nous met en danger mais nous offre aussi la possibilité d'un changement pour un meilleur système.

P. M. Jr

LES RÉACTIONS DU PROLÉTARIAT AMERICAIN À LA CRISE DE 1929

La survie dans le chômage a été la première raison de mobilisation, avant que la lutte se transfère sur le terrain du salaire et des conditions de travail

Au cours des années 1930-1933, la situation du prolétariat américain s'est brutalement dégradée. Si, durant cette phase, le prolétariat n'a pas menacé la domination du capital, il n'est pas pour autant resté apathique. Le présent texte cherche seulement à résumer les différentes formes et phases de la résistance du prolétariat américain à la dégradation de ses conditions de reproduction.

Après avoir très brièvement présenté l'offensive du capital dans la crise, je suivrai la chronologie des luttes du prolétariat. On verra que la survie dans le chômage a été la première raison de mobilisation des prolétaires, dès le début de la récession. Un peu plus tard, la lutte s'est transférée sur le terrain du salaire et des conditions de travail.

I – L'offensive du capital : montée du chômage ? baisse des salaires

La crise financière éclate en octobre 1929. Dès l'année suivante, le chômage

Je crois que tu idéalises ce que tu appelles le « travail ouvrier » en regard d'un monde actuel où seule la technique serait l'élément primordial. Outre la simple question de « Qui élabore et met en œuvre cette technique ? », force est de constater que la division du travail et l'émiettement de la force de travail, le tout pris à l'échelle mondiale, n'a pas fait disparaître ces immenses unités de production où certains voyaient le berceau des conseils ouvriers mais qui ont cessé de l'être, pas tant en raison de la modification des techniques de production mais parce que d'autres techniques (par exemple celles touchant le transport et la communication) ont permis un éclatement total et mondial de l'organisation géographique de la production. Il y a entre toutes ces unités dispersées de telles interconnexions qu'il est difficile de concevoir ce que cela deviendrait si la crise du capital que nous connaissons actuellement s'accentuait. Personne n'en sait rien, pas plus nous que les théoriciens divers, que les capitalistes eux-mêmes, pas plus qu'autour de 1900 personne n'avait jamais parlé des conseils ouvriers alors que la forme « parti révolutionnaire » autour de l'idée social-démocrate de gestion « par en haut » dominait.

Tu reprends une formule « sans avenir, le présent n'est que désordre ».C'est une formule qui a été et qui peut être très dangereuse. Le léninisme, le stalinisme, le nazisme, toute religion d'ailleurs, proposent ou proposaient un avenir. Mais outre la base mystificatrice de toute croyance qui s'impose d'une manière ou d'une autre dans des circonstances précises individuelles et/ou sociales, l'avenir formulé en tant qu'organisation d'un monde communiste au-delà de formulations générales et vagues préjuge d'une situation qui ne dépend nullement de la volonté de ceux qui propagent ou adhèrent à cette « formule » d'une autre société. Cela touche à un problème qui a un double aspect: celui de la conscience que tu soulèves, celui d'un problème plus global corrélatif, de l'évolutions historique des sociétés humaines, de l'Homme en tant qu'espèce et en général de la vie sur la terre.

Conscience et dépendance

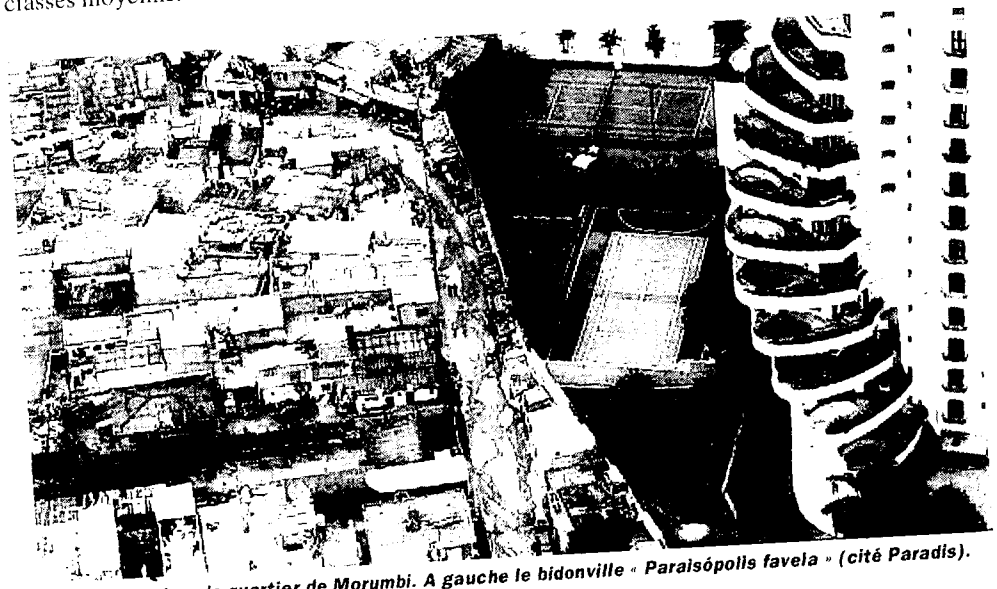
Tu comprendras que je ne suis pas du tout d'accord avec ce que tu écris : « Faute d'une force subjective déjà existante, la dynamique de la lutte est trop vite brisée ». Cela complète une autre de tes réflexions sur « la dépendance et même quasi addictive morbide des populations ». Si je comprends bien ton propos, des luttes existent, parcellaires, mais porteuses d'une dynamique objectivement en quelque sorte (ce avec quoi je serais d'accord), mais qui ne se développent pas parce que la grande masse (tu parles de « population », je parlerais de « prolétaires ») est totalement dominée par je ne sais quoi qui se réfère manifestement à des techniques, des idéologies,des dérivatifs qui leur feraient totalement oublier ce que leur subjectivité, leur conscience devrait leur dicter. Tout en critiquant l'idée (à laquelle je souscris) que « la conscience des buts se développe dans l'action », tu ne dis pas comment cette conscience peut apparaître si une telle « dépendance » l'obnubile totalement. Tu renouvelles ici le vieux débat qui a toujours animé le volontarisme politique, base de toutes formes d'organisation des actions politiques, quelles qu'elles soient, depuis le plus plat réformisme jusqu'à l'action révolutionnaire directe. Tu sembles laisser de côté, préoccupé je pense par toutes les formes d'action ou d'organisation du passé, toute une série de phénomènes sociaux qui témoignent de tendances qui contredisent ce qui te semble présentement comme inéluctable (tu ne dis d'ailleurs pas comment tu verrais

muniste à partir de ce qui existait alors. Tu as raison de souligner qu'en plus d'un demi-siècle cette structure du capital a complètement changé, d'une part avec la division internationale de la production, à la fois géographiquement et intrinsèquement (multiplication des délocalisations et de la sous-traitance), d'autre part avec l'innovation, de nouvelles techniques permettant l'instauration de nouvelles méthodes de production et d'exploitation de la force de travail (l'émiettement du poste de travail et sa virtualisation).

Parallèlement et en conséquence, on assiste, mondialement et pour toutes les classes sociales telles qu'elles existaient mondialement il y plus d'un demi-siècle, à une sorte de déstructuration et au développement exorbitant d'un réservoir mondial de main-d'œuvre, un prolétariat précaire et occasionnel concentré autour des grandes villes et se déplaçant dans d'importantes migrations. Cette déstructuration atteint même les classes moyennes anciennes et nouvelles qui formaient jusqu'alors un des piliers des « démocraties » dans les pays industrialisés. Il est bien évident que cela met en cause les concepts qui avaient pu être élaborés – justement d'ailleurs pour leur époque – dans une période révolue et que cela amène à considérer ce que nous pouvons voir se développer, non dans notre imagination, mais dans les formes de résistances qui se définissent (parfois très ponctuellement sur toute l'étendue du monde) en fonction de cette nouvelle situation mondiale créée par l'évolution du capitalisme.

Idéalisation

Tes jugements pessimistes sur les résistances au « chaos » se réfèrent en partie à ces concepts idéologiques élaborés dans une période antérieure, en partie à ces considérations éthiques que j'évoquais à partir de tes considérations sur la débâcle financière actuelle. Ils touchent à cette question de la conscience que tu abordes aussi et que j'évoque plus loin.



A SaoPaulo, dans le quartier de Morumbi. A gauche le bidonville « Paraisópolis favela » (cité Paradis).

explose (+ 2,7 millions de chômeurs selon les statistiques officielles). Il faut quatre années supplémentaires pour que la vague arrive à son sommet (presque 13 millions de chômeurs). Cela donne une idée de la masse de capital en excédent qu'il a fallu éliminer.

	Nombre de chômeurs (millions)	% de main d'œuvre civile	Indice des salaires (1913=100)
1929	1,5	3,1	224
1930	4,2	8,8	226
1931	7,9	16,1	212
1932	11,9	24,0	194
1933	12,6	25,2	173
1934	10,9	21,6	
1935	10,2	19,9	
1936	8,6	16,5	
1937	7,3	13,8	
1938	9,9	18,7	

Source : Jacques Nère, *La Crise de 1929* (Armand Colin, 1968)

La baisse réelle des salaires est plus forte que ce qui est indiqué par les chiffres ci-dessus, car il s'agit de salaires nominaux, et les chiffres ne tiennent pas compte des temps partiels

Il faut également signaler une initiative politique peu connue (et à vérifier) de coup d'état fascisant. En 1934, une tentative aurait eu lieu pour lever une armée privée de 500 000 chômeurs, notamment anciens combattants. Le modèle Hitler/Mussolini était ouvertement invoqué. Cette initiative n'est pas celle de quelques illuminés, mais de la droite la plus conservatrice de Wall Street et des affaires, dont le grand-père Bush, déjà connu pour son rôle dans les liens des milieux d'affaires avec l'Allemagne hitlérienne. Le coup fut éventé et étouffé par Roosevelt (1).

II – Les différentes formes de la résistance prolétarienne

Il semble que l'on assiste d'abord à des luttes dans le secteur du chômage : manifestation pour obtenir des aides, marches de la faim, réquisitions, groupes d'entraide, etc. Ce n'est qu'ensuite que commencent les conflits du travail, et d'abord contre la baisse des salaires.

II-1 – L'organisation et la lutte des chômeurs

Dès le début de 1930, le chômage et l'absence d'assurance-chômage contraignent les prolétaires à toutes sortes de débrouilles, plus ou moins collectives, plus ou moins organisées. Le Parti communiste s'efforce d'être présent sur ce front.

◆ 11 février : le PC organise 3 000 chômeurs pour envahir la mairie de Cleveland. La police les disperse. Incidents identiques dans plusieurs villes.

◆ 6 mars : le PC déclare ce jour « Journée internationale du chômage ». Bagarres dans plusieurs villes.

◆ Juillet 1930 : conférence du PC à Chicago pour la fondation du National Council of Unemployed, avec nombreuses succursales locales, qui se distinguent notamment dans la résistance aux expulsions de Noirs de leur logement. Ces conseils de chômeurs n'ont rien à voir avec une quelconque initiative conseilliste.

◆ Mars 1930 : attaque spontanée de deux camions livrant de la boulangerie à Manhattan. Les attaquants faisaient la

(1) Alan Nasser: « FDR's Response to the Plot to Overthrow Him », *Counterpunch*, 3-5 octobre 2008. Publié sur www.counterpunch.org/nasser10032008.html

queue devant l'Armée du Salut quand ils ont repéré les camions. C'est un exemple parmi de nombreux autres de la « délinquance chômeuse ».

II-1-1 – Réquisitions, marches de la faim. L'année 1931 voit se développer d'autres initiatives des chômeurs.

Les réquisitions dans les magasins se multiplient. En juillet, 300 chômeurs se présentent aux commerçants de Henryetta (Oklahoma). Ils précisent qu'ils ne demandent pas la charité, qu'il leur faut des produits alimentaires, et qu'ils sont prêts à utiliser la violence. Quelques notables s'interposent et la question est résolue sans heurts. Ce phénomène de pillage organisé deviendra commun dans tout le pays en 1932. La plupart du temps, les propriétaires des magasins essayaient d'éviter la mauvaise publicité des incidents en ne faisant pas appel à la police (2).

◆ En décembre 1931, le Parti communiste organise une Marche de la faim sur Washington. Les annonces du PC (« plus de 1 100 camions... »), les exagérations de la police (complot communiste) contrastent avec l'événement réel : 71 camions, 1 600 marcheurs. Principale revendication : l'assurance chômage. Les marches de la faim sont nombreuses. La plupart restent limitées à une ville ou une région.

◆ En janvier 1932 un prêtre populiste, financé par les petits commerçants opposés aux grandes surfaces, organise une « marche des affamés » de Pennsylvanie sur Washington. 12 000 marcheurs revendiquent des secours, des grands travaux, la taxation des riches.

(2) Irving Bernstein, *The Lean Years-A History of the American Worker, 1920-1933*, Boston, Houghton Mifflin 1960, p. 422.

◆ En mars 1932, ce sont les émeutes de Dearborn : le PC organise une marche de 3 000 chômeurs en direction de l'usine Ford de River Rouge. Revendications : du travail pour les chômeurs, versement de 50 % des salaires, journée de sept heures, baisse des cadences, pas de discrimination contre les Noirs, soins gratuits, charbon gratuit, prise en charge des crédits immobiliers par la compagnie, secours de 50 dollars pour l'hiver... La police tire, tuant plusieurs manifestants. Grande manif pour les funérailles, mais pas de suite pour le PC.

II-1-2 – La Bonus Army. La plus grande tentative des chômeurs pour se faire entendre est la grande marche de la Bonus Army (3). Des anciens combattants au chômage convergent sur Washington pour obtenir le paiement anticipé d'un bonus qui leur est promis depuis 1924 pour 1945. Ils échouent.

Le signal du départ est donné par un projet de loi en ce sens, qui n'a aucune chance de passer. Cependant, la discussion de ce projet de loi donne lieu à des départs spontanés d'anciens combattants vers Washington pour soutenir le projet. Au début en tout cas, il ne semble pas y avoir d'organisateur national. Les départs sont spontanés, solitaires, en groupe ou en famille. Beaucoup disent qu'ils partent parce que de toute façon ils n'ont rien d'autre à faire là où ils vivent. La première initiative vient de l'Oregon, d'où 300 hommes partent en mai 1932 sous la direction d'un dénommé Waters, en utilisant les trains de marchandises. Cela donne lieu à des bagarres à St Louis, et donc aussi à de la publicité médiatique, qui provoque le départ de nouveaux groupes.

(3) Irving Bernstein, *op.cit.*,

taine façon la même chose au sein d'un rapport dialectique : s'il y a « chaos », c'est parce qu'il y a « résistance ». Je m'explique.

Quand tu parles du « chaos », tu sembles l'opposer à un système qui aurait été ou pu être organisé autour d'une certaine rationalité. D'une part comme si le passé n'avait pas toujours eu son lot de destructions et de massacres pour assurer l'extension et la domination du capital. D'autre part, comme si le présent n'était pas l'aboutissement ultime de cette dynamique de conquête qui asservit tout ce qui existe, nature et hommes, pour assurer sa pérennité. Vu sous cet angle, le chaos dont tu parles contient cette rationalité capitaliste qui fait même de ses conséquences les plus destructrices de l'état existant un objet de leur intégration dans la recherche du profit. Quant à la résistance qui existe toujours dans un rapport dialectique, ce sont précisément les limites objectives à ce « chaos » qui sont à l'origine de la présente crise, et effectivement la solution de cette crise dépend d'une manière ou d'une autre du développement de résistances.

Mais ces résistances ne sont pas forcément celles auxquelles tu penses. Là aussi réapparaissent les considérations morales évoquées ci-dessus. Il est difficile d'y répondre parce que dans ton propos tu évoques un grand nombre de questions qui se télescopent.

Capitalisme d'hier et d'aujourd'hui

Te référant à l'évolution du capitalisme, tu opposes justement le monde capitaliste tel qu'il était et ce qu'il est actuellement. Pour expliquer ce que tu appelles la « vigueur du mouvement ouvrier » (pour conclure à sa disparition aujourd'hui), tu te réfères à une période bien lointaine où le professionnel pouvait penser que « le patron avait besoin de lui mais que lui n'avait pas besoin du patron » (d'ailleurs, n'y avait-il pas déjà une masse importante de non-qualifiés qui dépendaient totalement pour leur survie d'un patron ?). Il est exact que cela pouvait sous-tendre un certain concept de la lutte et la vision d'un monde futur.

De fait, ce fut le développement d'organisation de solidarité, d'entraide, des coopératives et en liaison des idées anarchistes. Mais cela n'existait plus vraiment il y a plus d'un siècle avec l'apparition de grandes unités de production, de la division du travail et bientôt du travail à la chaîne (ce fut d'ailleurs plus l'électricité qui permit le développement concomitant de ces formes d'exploitation du travail). La notion de parti se calquait en quelque sorte sur ce mode d'organisation de la production capitaliste, d'autant plus qu'une bonne partie des travailleurs n'avaient pas de qualification, n'étaient pas spécialement instruits et pouvaient encore penser qu'une conquête du pouvoir politique (de l'Etat) pouvait permettre d'amener une société sans classes.

Le communisme de conseils, avec sa vision de la prise en mains par les travailleurs des unités de production (lesquelles étaient encore intégrées autour de la fabrication d'un produit) construisait une société gérée par une sorte de hiérarchie de conseils. Ce n'était finalement qu'un aménagement de la notion de parti (d'ailleurs les théoriciens de ce mouvement eurent beaucoup de mal à abandonner totalement la notion de parti en lui assignant non plus un rôle dirigeant mais un rôle éducatif et/ou de contrôle).

Il est bien évident que la structure présente de l'appareil de production capitaliste à l'échelle mondiale a rendu quelque peu obsolète tout ce qui découlait de l'organisation d'unités cohérentes intégrées de production qui autorisaient à imaginer une gestion ouvrière et une construction d'un monde com-

CORRESPONDANCE

Le visage du capitalisme et la « conscience », p. 54 ◆ La crise : témoignage d'un intérimaire qui a perdu son emploi, p. 59 ◆ Téléologues : fin de partie, p. 60

Le visage du capitalisme et la « conscience »

Extrait de la réponse à la lettre d'un camarade de la Lozère publiée dans notre n°126, p 55. Comme le texte aborde plusieurs thèmes, nous avons ajouté des intertitres qui ne figuraient pas dans la lettre originale.

Ta lettre date du 1er mai [2008] et ce n'est pas faute d'y avoir souvent pensé que cette réponse a tant tardé. (...)

Je pourrais reprendre d'emblée ce que je considère comme les bases de nos divergences, mais je préfère reprendre successivement les différents éléments de la seconde partie de ta lettre (le début traitant des questions pratiques de la vie quotidiennes) et tenter ensuite de montrer ces bases qui sous-tendent les approches des questions que tu soulèves.

Dans un premier paragraphe tu soulignes justement la disproportion entre ce qui aurait été nécessaire pour répondre provisoirement à la crise alimentaire dans les pays pauvres et les milliards dépensés en Grande-Bretagne pour renflouer les banques. C'était avant mai dernier et, depuis, il ne se passe pas de jours où l'on n'annonce dans le monde entier le déversement de milliers de milliards pour tenter de limiter la catastrophe économique et financière du capital auprès de laquelle la crise des années 1930 semblerait une plaisanterie. On peut y voir tout autant des appels à l'aide des Etats pauvres acculés à la faillite et qui n'ont pas les moyens de faire marcher la planche à billets que des distributions de lignes de crédit à la finance ou aux entreprises. Tu parles à ce sujet de « l'abjection » du capitalisme comme s'il s'agissant d'un problème moral : par sa nature même, le capital fonctionne ainsi et ta réflexion pourrait laisser supposer qu'il pourrait être autre chose. Tu sembles rejoindre ainsi ceux qui parlent de « responsables », de « patrons voyous », etc. Il semble aussi, à mon avis, qu'il y a dans ce paragraphe une certaine contradiction car tu parles au début du côté « monde objectif », ce qu'il est réellement (ce fonctionnement objectif le conduit là où il est présentement) et alors on ne peut parler d'« abjection ». Ce monde capitaliste n'est ni abject, ni autre chose: il est le capital et il sera toujours ainsi tant qu'il existera dans toutes ses péripéties qui sont le résultat d'une évolution objective et non de choix dictés par une quelconque « morale » mauvaise (prédatrice) ou bonne (humanitaire). La seule qualité qu'il faut lui reconnaître dans sa nécessité vitale de faire du profit, c'est son pragmatisme qui fait que, suivant cette nécessité, il n'a pas de règles en fait, échappant à toute notion régulatrice et/ou morale.

Le chaos et la résistance

Tu évoques ensuite « le chaos ou la résistance au chaos » et tu traites ces deux éléments comme des choses distinctes en ajoutant que cela « en soi ne porte pas de dépassement nécessairement ressenti ». Sommairement, je dirai : ce que tu appelles « chaos » et « résistance » sont d'une cer-

A l'arrivée, les contingents d'anciens combattants installent des campements proches du centre de Washington. Au plus haut (fin juillet 1932), on estime qu'ils étaient 23 000. Leur but est de faire pression sur le vote du Congrès. Ils sont très pacifiques, peu revendicatifs, très disciplinés et détestent les communistes qui essaient de les infiltrer.

◆ Le groupe de l'Oregon arrive à Washington le 29 mai 1932. Le 31, une organisation formelle est mise en place sous le nom de Bonus Expeditionary Force (BEF). Waters en est le commandant en chef. Glassford, patron de la police de Washington, en est le secrétaire trésorier. Il est en première ligne pour organiser des campements, réquisitionner des immeubles vides afin d'installer les marcheurs. La principale installation, cependant, est improvisée à Anacostia, un terrain libre de l'autre côté de la rivière, en face du quartier gouvernemental, et se développe comme un bidonville. C'est aussi Glassford qui se démène pour nourrir et soigner les campeurs. Mais ceux-ci se dotent de leur propre service d'ordre, qui met un embargo sur l'alcool et les armes, met en quarantaine les communistes. Ces derniers, qui n'avaient rien vu venir, essaient avec acharnement de prendre le contrôle du BEF. En vain. Quand ils se rendent à Anacostia, l'anti-communisme est si violent que Glassford doit les sauver en les exfiltrant du camp.

◆ Le 17 juin, le Sénat rejette le projet de loi sur le versement anticipé du bonus. Cependant, non seulement les anciens combattants restent sur place, mais ils sont de plus en plus rejoints par femmes et enfants. Les bidonvilles se développent. En juillet une loi est votée pour avancer 100 000 dollars aux anciens combattants pour qu'ils rentrent chez eux. L'argent est un prêt sans intérêt déductible du bonus payable en 1945. Certains prennent l'argent, le plus souvent pour rester à Washington. Cela suscite de plus en plus d'oppostion dans la classe politique, qui commence à lâcher Glassford.

◆ Le 28 juillet, on contraint Glassford à faire évacuer les bâtiments occupés par les anciens combattants. A son insu, on envoie simultanément la troupe, menée par les futurs héros de la seconde guerre mondiale : MacArthur, Eisenhower, Patton. L'armée évacue et incendie tous les bâtiments occupés, détruit tous les campements du centre ville et repousse les anciens combattants. Puis elle traverse le pont vers Anacostia, chasse les occupants du bidonville et y met le feu.

II-1-3 – Trocs et autres méthodes de survie. Par ailleurs, les chômeurs s'efforcent de se regrouper pour organiser leur survie. Ils créent des centres d'entraide

(*selfhelp*) qui essaient de résoudre toutes les difficultés de la vie sans travail.

En ville.

◆ Le premier centre de self help est fondé à Seattle pendant l'été 1931 sous le nom de Unemployed Citizen's League. Il connaît une croissance rapide : 12 000 membres fin 1931, 80 000 un an plus tard dans l'ensemble de l'Etat de Washington. Les objectifs sont triples : auto-assistance, secours, recherche d'emplois. La ville est divisée en 22 centres, qui envoient 5 membres chacun à une réunion centrale hebdomadaire. Il n'y a rien à payer et le secrétariat est assuré gratuitement par des membres.

◆ Durant l'été 1931, la League marche assez bien; organisant des trocs, obtenant des autorisations de fermiers pour aller glaner des patates ou des fruits dans les champs, se faisant prêter des véhicules, organisant des femmes pour échanger de la couture contre des produits alimentaires. Au cours de l'hiver 1931-1932, les choses se gâtent et la League doit demander une aide à la municipalité. Elle obtient 462 000 dollars. La League devient la bureaucratie de l'aide sociale municipale, assez efficace et peu coûteuse d'ailleurs. Il faut dire qu'un tiers de l'électorat était membre de la League. Après les élections municipales, le nouveau maire reprend à sa charge l'administration de l'assistance et menace d'utiliser des armes contre les manifestations de chômeurs.

◆ L'hiver 1932-1933 est encore plus difficile que le précédent pour la League, qui est en plein déclin au moment où le Parti communiste en prend le contrôle.

◆ A la même époque, des développements similaires ont lieu en Californie, où la douceur du climat permettait de faire plus de travaux agricoles. Une bourse de troc fut même fondée à Los Angeles, qui payaient en bons ce que les gens y apportaient. Bien que le système ait été très vite ingérable, ces bons servaient entre autres à payer du travail à ceux qui en proposaient, système illégal qui fut bientôt attaqué par les syndicats. Au début de 1933, les communistes commencèrent à infiltrer le mouvement de Los Angeles.

◆ Parti de l'ouest, le mouvement d'entraide se répand dans tout le pays, avec pour fonction principale l'organisation de centres de troc. Comparé au nombre total des chômeurs, ce mouvement garde cependant des dimensions modestes : 300 000 membres en tout, regroupés en 330 centres dans 37 Etats. De plus, le système des trocs devint rapidement la victime de faussaires qui faisaient de faux bons, comme cela s'est passé aussi en Argentine au cours de la crise de 2001.

Retour à la campagne

◆ En partie organisé par des utopistes (par exemple Ralph Borsodi) et des nostalgiques, mais aussi soutenu par de grands patrons et les autorités, une tendance au retour à la campagne se développa nettement pendant les années de la dépression. Dès 1931, il y eut des aides publiques pour racheter des petites fermes. En réalité, je suppose que ces aides étaient, de la part des autorités, une façon de se débarrasser de chômeurs urbains, car la situation de l'agriculture durant ces années était sans doute encore pire que celle de l'industrie.

Le Bootleg Mining

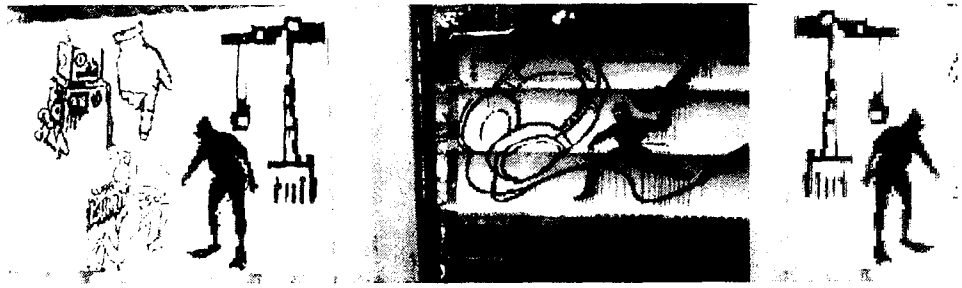
◆ L'expression « Bootleg Mining » désigne l'extraction illégale de charbon. Celle-ci prit des proportions importantes dans les régions minières de Pennsylvanie.

1990, des petits fermiers de leurs terres acquises lors de la réforme agraire mise en place par Nasser en 1952, dans la forte émigration des Egyptiens (3,5 millions d'Egyptiens travaillent dans les Etats du Golfe), dans la division entre main-d'œuvre non qualifiée venant du sud et encadrement venant du nord, enfin dans le processus de privatisation d'une industrie auparavant largement étatisée. Depuis les luttes ouvrières en 2006, principalement dans le textile, la société égyptienne a profondément changé, à tel point que l'article parle d'un avant- et d'un après-Mahalla (voir aussi *Echanges*, n°s 121, p. 9, et 124, p. 9 et 17). L'agriculture égyptienne n'étant plus une agriculture de subsistance mais soumise au marché international, les travailleurs des campagnes ont été durement frappés par l'inflation des prix alimentaires en 2007/2008 et, prolétarisés dans les campagnes ou contraints à aller travailler en usine dans les villes, ils ont rejoint les ouvriers dans leurs luttes pour l'amélioration de leurs conditions de travail et de salaires. Face aux révoltes de la faim en 2008, l'Etat a alloué des bons de nourriture aux chefs de famille ou aux célibataires ; les femmes élevant seules des enfants illégitimes ou orphelins, une incongruité au regard de la religion musulmane, se sont révoltées dans plusieurs villes pour réclamer des bons de nourriture auxquelles elles n'avaient pas droit. En outre, les femmes ne revendiquent plus seulement de meilleurs salaires mais aussi une place dans la société, et se retrouvent parfois en tête des contestations ouvrières.

Cette importance prise par les femmes dans les luttes a profondément transformé la société égyptienne. Par ailleurs, les religieux ne parviennent plus à dominer le mécontentement social : seuls les trotskystes envisagent un front uni avec les islamistes pour renverser le régime Moubarak, toujours selon l'auteur de l'article. Celui-ci ajoute que des zones économiques spéciales existent en Egypte depuis les années 1970, et que, il y a peu, sont apparues d'autres zones dites Zones industrielles qualifiées, dédiées aux exportations vers les Etats-Unis et Israël. Or, il semble qu'il y ait eu peu de luttes dans ces nouvelles zones où beaucoup de travailleurs viennent de l'étranger, à l'exception d'une grève à Velocity Textile, très médiatisée, menée par des Sri-Lankaises.

Irak

◆ Une étude sur l'Irak « Al-Sadr and the Mahdi army :Sectarianism and resistance in Iraq », dans *Aufheben* n° 17 (2009).



Gurgaon (photo parue sur http://gurgaonworkersnews.wordpress.com)

durant l'hiver 2007-2008, les matériaux pour ce faire ayant été rassemblés lors de deux séjours à Gurgaon, de janvier à juillet 2006 et de mars à septembre 2007. » Il s'appuie dans le même temps, à l'instar du dossier que nous avions consacré à l'Inde dans le n° 122 d'*Echanges*, sur le bulletin *Gurgaon Workers News* (www.gurgaonworkersnews.wordpress.com) qui répercute, en anglais, des informations sur les luttes ouvrières rassemblées par la revue *Faridabad Majdoor Samaachar*, (*Faridabad Majdoor Samaachar*, Madjoor Library, Autopin Jhuggi, NIT, Faridabad, 12100 Haryana, Inde) Au sommaire de ce supplément intitulé « Gurgaon, Inde : ville nouvelle, nouvelle chance, nouvelles luttes ? » : « Introduction », « La ville », « Les ouvriers et ouvrières », « L'industrie », « Les luttes dans les usines », « Une nouvelle composition de classe ? », « La gauche à Dehli et à Gurgaon », « Le projet journalistique de Faridabad Majdoor Samaachaar », « Salaires et prix », avec un glossaire des termes importants.

◆ Le dossier sur l'Inde paru dans le n° 122 d'*Echanges* (automne 2007) a été traduit en espagnol dans la revue barcelonaise *Etcétera* n° 44 (octobre 2008).

Israël/Palestine

◆ « Anarchists against the wall. Le renouveau du militantisme de lutte israélien » : sous ce titre, *Courant alternatif*, le mensuel de l'Organisation communiste libertaire, rend compte dans son n° 184 (novembre 2008) de l'activité d'un groupe israélien, AATW (Anarchistes contre le mur).

◆ *Alternative libertaire* n° 179 (décembre 2008) évoque aussi le groupe AATW à travers un entretien avec Michel Warschawski, fondateur du Centre d'information alternative (AIC) et défenseur de l'idée d'un Etat bi-national.

◆ Voir aussi à ce sujet : http://nantes.indymedia.org/article/14809 et le site des AATW eux-mêmes (en anglais) : http://www.awalls.org

◆ Dans le même n° 179 d'*Alternative libertaire*, un article sur le voyage d'une centaine de jeunes Français à Jérusalem-Est et en Cisjordanie, et un sur une communauté coopérative arabo-juive créée en 1970 sous le nom d'Oasis de paix – Nevé Shalom (en hébreu) ou Wahat as-Salam (en arabe).

Egypte

◆ Un article, « Pays du Nil, pays insurgé », dans le n° 82 (été 2008) de la revue allemande *Wildcat* revient sur les racines des luttes ouvrières récentes en Egypte et sur les bouleversements sociaux que ces luttes ont entraînés. Selon son auteur les racines sont à rechercher dans l'expulsion, dans les années

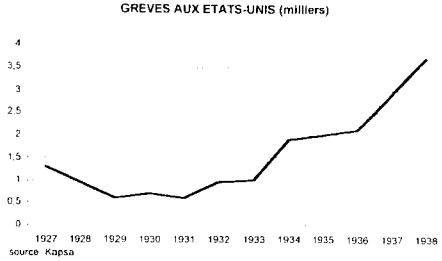
Quelques hommes creusent un trou sur un terrain appartenant à la compagnie minière, sans se cacher. Cela peut leur prendre deux semaines ou deux mois avant d'atteindre la veine, si tout va bien. Ils sortent alors le charbon avec des cordes et des seaux, et le vendent ouvertement. Il y eut de nombreux accidents dans ces mines primitives.

◆ En 1931, on estime que les « vols » de charbon sont restés limités à 500 000 tonnes. En 1933, c'était devenu une petite industrie, dont les petites villes minières dépendaient pour leur survie. Les mineurs s'étaient équipés de camions pour aller vendre leur charbon dans les grandes villes. On estime que cette activité a engendré 15 000 à 20 000 emplois, et le nombre de camions utilisés à 3500-5000. La production aurait atteint 5 millions de tonnes en 1934.

◆ Il semble que les propriétaires étaient impuissants à arrêter le phénomène. Les mines illégales qu'elles faisaient sauter à la dynamite étaient aussitôt remplacées par de nouveaux tunnels. Et les autorités ont toléré ces activités pour éviter pire ou par solidarité.

On a considéré le bootleg mining comme une forme proche de l'autogestion, devant servir de modèle pour la révolution future. Paul Mattick commente élogieusement cette expérience qui montre selon lui que « tout ce que les travailleurs ont à faire pour mettre fin à leurs misères consiste en des choses aussi simples que de prendre là où il y a, sans considération pour les principes établis de la propriété... et de commencer à produire pour eux-mêmes... L'absence si déplorée d'idéologie socialiste chez les travailleurs ne les empêche pas d'agir de façon absolument anti-capitaliste selon leurs propres besoins. [L'action des bootleg miners] est une manifestation de la part la plus importante de la conscience de classe – à savoir que les problèmes des travailleurs ne peuvent être résolus que par les travailleurs eux-mêmes » (4) .

II-2 – Les trois vagues de grèves



des années 1930.

La statistique ci-dessus n'est qu'indicative. Elle montre cependant trois poussée de grèves : en 1932, en 1934 et en 1937 et après. Ces trois vagues de grèves sont de natures différentes et seules les deux premières s'inscrivent véritablement dans la réaction prolétarienne à l'éclatement de la crise de 1929.

II-2-1 – 1932 - Première vague de grèves. Il s'agit de grèves contre des baisses de salaires que les patrons cherchent à imposer.

Grève des mineurs de l'Illinois.

◆ En avril 1932, la United Mineworkers of America signe un accord de baisse de salaires. Il est rejeté deux fois par les 150 000 grévistes. Seuls 3 000 d'entre eux reprennent le travail quand l'UMA confirme l'accord. Menaces armées contre les gré-

(4) Cité par Howard Zin : *A People's History of the United States, 1492-Present*, HarperCollins, p. 386 ; traduction française *Une histoire populaire des Etats-Unis de 1492 à nos jours*, Agone, 2002.

vistes. La ville de Franklin est déclarée zone interdite. Le 22 août 1932, 25 000 mineurs marchent sur la ville. Quand ils en franchissent la limite, la police tire. Plusieurs morts, élargissement de la révolte. Finalement, il faut appeler la garde nationale, qui terrorise toute la région.

Grève des ouvriers du textile de Caroline du Nord

◆ Le 18 juillet 1932, quelques centaines de travailleurs dans six usines de bonneterie de High Point se mettent en grève contre une baisse de 25 % du tarif aux pièces, deuxième baisse de l'année. Le mouvement fait tache d'huile dans la région. Le soir du 19, cent usines sont à l'arrêt, dans le secteur du meuble également. La grève générale commence à Kernesville, Jamestown, Lexington et Thomasville.

◆ Le 20 juillet, des grévistes de High Point cherchent à entrer gratuitement dans un cinéma. Ils sont repoussés et procèdent à des déprédations. Devant la généralisation de la grève, le gouverneur propose son arbitrage, parvient à obtenir l'annulation de la baisse des salaires de High Point. Le travail reprend progressivement, jusqu'au 16 octobre. Tout ce mouvement est spontané, sans organisateurs du Parti communiste ou d'autres groupes. Mais il en sort l'Industrial Association of High Point, syndicat de type industriel qui regroupe à ce moment 4 000 membres (5) .

II-2-2 – 1933 - le New Deal. Le vote du National Industrial Recovery Act (NIRA) met en place les conditions d'une relance keynésienne. Sa section 7a, qui reconnaît le syndicat dans l'entreprise, entraîne un véritable afflux des travailleurs vers les syndicats. Ils espèrent que ces organisations, avec l'aide de Roosevelt (dont le portrait se trouve affiché dans tous les ménages ouvriers), vont faire plier les patrons sur les salaires et les cadences – deux thèmes évoqués dans de nombreuses professions. Avec la crise, les patrons ont réduit le personnel et les heures de travail, mais augmenté les cadences .

◆ Les syndicats accueillent bien sûr les nouveaux venus, s'efforcent parfois de les organiser sur une base de métier qui ne leur convient pas (Akron), mais ne sont pas très offensifs sur les problèmes des travailleurs. Il s'ensuit une deuxième vague de grève plus ou moins sauvages en 1934.

II-2-3 – deuxième vague de grèves (1934). Les récits de grèves qui suivent sont les plus couramment cités dans les ouvrages sur la dépression. On suppose qu'ils sont à peu près représentatives d'un mouvement plus général.

Grève des dockers de la côte ouest (6)

◆ Au début de l'été 1933, 95 % des dockers de San Francisco ont rejoint l'International Longshoremen Association.

◆ Début 1934, la base de l'International Longshoremen's Association cherche à imposer à la direction syndicale de s'attaquer au système d'embauche des patrons, qui utilisent le *shape up*, un « marché aux esclaves » où, tous les matins, les contremaîtres choisissent ceux qu'ils veulent dans les équipes de travail de la journée. Les dockers veulent que cela soit remplacé par un contrôle syndical des embauches. Les

(5) Pour ces deux grèves, voir Irving Bernstein, *op. cit.*, et Jeremy Brecher, *Strike !*, 1972, p. 148. Rééd. Cambridge (Massachussets, South End Press.

(6) Jeremy Brecher, *op. cit.*, p. 150 sq.

s'être posé ces quelques simples questions : Pourquoi est-ce presque toujours Marcos – l'intellectuel qui est à la fois l'idéologue et le stratège de l'EZLN – qui s'exprime au nom des Indiens de la forêt lacandone ? En quoi l'aura qui entoure Marcos, due à sa célébrité, diffère-t-elle d'autres cultes de la personnalité ? Où commence exactement l'internationalisme et où s'arrête le nationalisme mexicain dans le programme des Zapatistes ? Après tout, l'EZLN ne s'appelle pas Armée de libération nationale zapatiste pour rien. » (note 1, p. 19)
Selon Collective Reinventions, les admirateurs des us et coutumes indigènes ancestraux n'ont généralement pas vu, par exemple, que le mouvement de Oaxaca avait radicalement rompu avec la tradition indigène en donnant la parole aux femmes, en permettant à tous de s'exprimer et d'élire des délégués révocables à tout moment. Collective Reinventions souligne aussi que personne, hormis les observateurs mexicains, n'a discuté de la participation des bandes de délinquants aux émeutes et de l'invention de chansons et de nouveaux mots
www.collectivereinventions.org/Insurgent_Mexico/Insurgent_Mexico.htm (voir aussi le site en espagnol d'Hector Ballesteros : http://puntosb.blogspot.com).

◆ La revue *Die Aktion* a publié une traduction allemande de *Broken Barricades* dans son cahier n° 214 (mi-octobre 2008), amputée de quelques passages.

◆ Une traduction en langue française a été publiée, sous le titre *Les Barricades renversées. La rébellion de Oaxaca : ses victoires, ses défaites et ses répercussions au-delà de ses frontières*, par l'Union locale de Montréal de la Fédération des communistes libertaires du Nord-Est (« organisation bilingue de révolutionnaires venant de différents mouvements de résistance et s'identifiant à la tradition communiste dans l'anarchisme »).
Elle est accessible sur le site http://www.nefac.net/en/node/2455

◆ Le lecteur trouvera sur le même site www.collectivereinventions.org divers écrits traduits en anglais, émanant principalement de la gauche antiautoritaire mexicaine.

Afghanistan

◆ « Guerre dans l'Hindou Kouch. Une histoire afghane », un reportage du journaliste Marc Thörner sur la guerre dans les montagnes entre l'Afghanistan et le Pakistan dans le n° 214 (mi-octobre 2008) de la revue allemande *Die Aktion*. Ce journaliste a écrit plusieurs ouvrages sur les pays islamiques ; le dernier est paru en 2007 aux éditions Nautilus, qui publient la revue *Die Aktion* : *Der falsche Bart. Reportagen aus dem Krieg gegen den Terror* (La Fausse barbe. Reportages de la guerre contre le terrorisme).

Chine

◆ Sur la lutte de classe en Chine « Y a-t-il une Chine après les Jeux Olympiques ? », dans *Offensive* n° 20, décembre 2008.

Inde

◆ « Les luttes sociales en Inde » dans *Barricata* n° 17, automne 2008.

◆ Après un supplément sur la Chine à son n° 80 (voir *Echanges* n° 123, p. 57) la revue allemande *Wildcat* poursuit ses investigations sur les luttes de classes dans les pays en voie d'industrialisation avec l'Inde, dans un supplément à son N° 82 (été 2008). Comme le précédent, ce supplément résulte d'une étude de terrain : « Le texte qui suit, indique *Wildcat*, a été rédigé

Alto (Etats-Unis), Collective Reinventions, à propos des événements de 2006-2007 à Oaxaca (Mexique), *Broken Barricades : The Oaxaca Rebellion in Victory, Defeat, and Beyond* (Barricades brisées : La Révolte de Oaxaca, sa victoire, sa défaite et ses suites), consultable sur le site www.collectivereinventions.org (copie sur papier à Echanges). Collective Reinventions annonce une prochaine version imprimée plus élaborée de son texte.

Collective Reinventions rappelle dans ce texte les faux pas de l'actuel gouverneur de l'Etat de Oaxaca, Ulises Ruiz Ortiz, à l'origine du mouvement : suppression des aides que son prédécesseur, José Murat, distribuait avec largesse aux organisations indigénistes, même radicales comme le Conseil indigène populaire de Oaxaca – Ricardo Flores Magón (CIPO – RFM), attaque policière contre les tentes des enseignants qui depuis des années manifestaient, pacifiquement, chaque année au printemps pour obtenir des augmentations de salaires et de meilleures conditions de travail, etc. En conséquence de ces faux pas, tous les mécontents du système capitaliste se sont alors regroupés sous le nom d'Assemblée populaire des peuples de Oaxaca (APPO), appellation qui marquait la volonté des participants de prendre en main leur propre destinée et de l'enlever des mains des seuls enseignants et de leur bureaucratie syndicale.

Car Collective Reinventions réfute l'opinion qui oppose la bureaucratie syndicale des enseignants à leurs militants de base et affirme que ceux-ci étaient prêts à négocier avec Ulises Ruiz Ortiz, laissant tomber l'APPO, dès avant l'intervention policière d'octobre 2006 : les enseignants de Oaxaca, à l'image de leurs collègues dans de nombreux autres pays, se considérant comme les dispensateurs de la conscience à des masses peu éclairées, soutenaient naturellement le marxisme-léninisme du Front populaire révolutionnaire (FPR).

Les auteurs de ce texte soulignent que la révolte de Oaxaca fut un mouvement essentiellement urbain, ce qui le différencie du mouvement zapatiste du Chiapas. D'autant que « malgré toutes les dénégations des Zapatistes d'être une avant-garde dans le sens marxiste-léniniste sud-américain du terme – dénégations qui ont fait de l'EZLN l'armée préférée des mouvements anarchistes et altermondialistes du monde entier – on ne sait toujours pas clairement dans quelle mesure Marcos s'est éloigné des fondements marxistes de sa jeunesse. En dépit de toutes les éditions (traduites en plusieurs langues) des moindres propos du sous-commandant, personne parmi les légions de Zapatistes ne semble

« Non à la privatisation de l'éducation », Oaxaca, 2006.

bureaucrates de l'ILA ne sont pas chauds. La base est notamment animée par des membres du PC.

Une proposition de compromis entre les patrons et la direction de l'ILA est rejetée, et le travail s'arrête sur 2 000 km de côte le 9 mai 1934. Le recours aux jaunes risque de compromettre la grève, mais au bout de quatre jours, les Teamsters s'engagent à ne pas transporter des marchandises manipulées par des jaunes. D'autres professions de la mer rejoignent le mouvement (matelots, stewards, cuisiniers, pompiers...).

◆ Le 21 mai est fondé le Comité conjoint de la grève maritime, intersyndicale comportant 5 représentants de chaque syndicat. La grève dure des semaines, avec plusieurs tentatives de médiations qui sont rejetées sous les huées de la base. Avec quelques batailles rangées, également.

◆ Le soir du 5 juillet, après une journée de bataille, le gouverneur fait appel à la garde nationale. Le travail reprend.

◆ La violence de la répression cristallise l'idée d'une grève générale qui était en discussion depuis plusieurs semaines entre les syndicats de l'AFL (bien que les bureaucrates de l'AFL San Francisco soient contre). A la mi-juillet, la grève générale est en place. Il y 130.000 grévistes, la ville est à l'arrêt. Le sommet de l'AFL se porte à la tête des grévistes en formant un Comité Général de Grève, qui sabote autant qu'il peut les initiatives de la base. La grève générale s'arrête au bout de quatre jours, et les dockers perdent sur leurs principales revendications.(7).

Minneapolis : Grève des Teamsters

◆ Début 1934, le syndicat, pour obtenir sa reconnaissance officielle, bloque 65 des 67 dépôts de charbon de la ville. Trois jours après,il atteint son but, et recrute largement, sur le mode du syndicalisme industriel. Il semble que le syndicat local soit dirigé par des trotskystes.

◆ Une fois reconnu, le syndicat veut passer un accord avec les patrons, qui refusent. Le syndicat décide la grève le 12 mai. Pratiquement tous les transports s'arrêtent, la ville est bloquée. La grève est très organisée, avec un garage central servant de QG, en liaison téléphonique constante avec tous les piquets. Il y a toujours 500 hommes au moins au QG, prêts à aller aider les piquets dans un point ou un autre de la ville. 120 cuisiniers s'occupent de servir 10 000 repas par jour. Une équipe médicale s'occupe des grévistes, une équipe de mécaniciens s'occupe des 100 véhicules du comité de grève. Le comité de grève officiel est formé de cent teamsters de base. AG tous les soirs..

◆ Du côté des patrons la riposte est très organisée aussi, autour de la Citizens Alliance, dont l'objectif depuis vingt-cinq5 ans est de tenir les syndicats en dehors de la ville.

◆ Il y a des batailles rangées. La première (21 mai) n'est pas décisive et, le lendemain, la deuxième est une victoire sans conteste pour les ouvriers, qui sont venus en masse et ont vidé les flics de la ville. Le travail reprend sans que rien soit réglé, et chaque camp se prépare à un second affrontement.

◆ La grève reprend le 16 juillet, encore plus organisée qu'en mai, et très soutenue par l'opinion publique. Le 20, la police provoque un incident et tire dans la foule. Ce qui donne lieu à d'énormes manifestations de protestation. Le gouverneur déclare la loi martiale, fait donner la Garde nationale. Mais les piquets reprennent de

(7) J. Brecher, *op. cit.*, p. 150 sq.

plus belle. Les autorités, qui avaient occupé le QG de la grève et arrêté les leaders, sont obligées de faire machine arrière. Elles vont au contraire occuper le QG de la Citizens Alliance.

◆ Après un mois de grève et d'immobilisation de la ville, les patrons cèdent (8).

Auto-Lite, Toledo, avril 1934

◆ L'AFL organise sans grand succès une grève chez Auto-Lite, une usine de pièces automobiles. Le fait remarquable est que les piquets de grèves, peu efficaces pour empêcher l'entrée des jaunes, reçoivent le soutien d'une organisation de chômeurs, la Lucas County Unemployed League, affiliée à l'American Workers Party de Muste. La direction conteste la légalité de ces piquets de masse, mais rien n'y fait.

En trois jours, les piquets passent de 1 000 à 6 000 ouvriers et chômeurs devant l'usine.

◆ Finalement, la police fait appel à une force privée (les flics n'étaient pas sûrs politiquement), payée par Auto-Lite, pour déloger les piquets. Cela donne lieu à une bataille de sept heures, où les piquets entrent trois fois dans l'usine avant d'en être délogés dans des combats très durs. Le lendemain à l'aube arrive la Garde nationale. Mais la bataille des ouvriers et chômeurs continue contre elle, qui finit par tirer et faire deux morts et quinze blessés.

◆ Finalement, Auto-Lite reconnaît le syndicat, accorde une augmentation de salaire et réembauche les grévistes.

Grève du textile, septembre 1934

◆ La profession s'adapte à la crise en réduisant le temps de travail et en baissant les salaires. Le syndicat (United Textile Workers) collabore ouvertement. Il isole une première grève (Alabama, juillet 1934).

Finalement, la grève générale de tout le secteur commence le 3 septembre.

◆ 65 000 travailleurs arrêtent le travail en Caroline du Nord. En deux jours, la grève atteint 325 000 grévistes. La tactique des piquets volants est largement utilisée, est d'une efficacité reconnue, et est bientôt dénoncée par les leaders syndicaux de l'UTW. Il y a 50 escadrons, regroupant 200 à 650 grévistes, dans les deux Caroline. Ils laissent des garnisons dans les villes où ils passent pour surveiller que le travail ne reprend pas.

◆ Le gouverneur de Caroline du Sud doit rapidement faire appel à la Garde nationale et établit la loi martiale le 9 septembre. De nombreuses milices patronales se mettent en place. Un affrontement armé qui fait sept morts chez les grévistes fait entrer la grève dans sa deuxième phase.

L'organisation se renforce, la solidarité des autres secteurs aussi, bien que le leader de l'AFL appelle à ne pas se mettre en grève dans les autres professions.

◆ Le 11 septembre, 25.000 grévistes bloquent la ville de Hazelton (Pennsylvanie) pendant vingt-quatre heures. La grève s'étend le long de la côte Est, jusqu'en Nouvelle-Angleterre, où il y a des batailles rangées entre grévistes et Garde nationale.

Dans l'Etat de Rhode Island, la révolte prend de telles proportions (bataille de Woonsocket, 12 septembre), que la Garde Nationale ne suffit plus. Le gouverneur fait appel à l'Armée Fédérale. Approuvé par la direction syndicale, il déclare qu'il ne s'agit plus d'une grève du textile, mais d'un soulèvement communiste.

◆ Le 20 septembre, alors que des grévistes rejoignent encore le mouvement (421 000 au plus haut), le travail reprend

(8) J. Brecher, *op. cit.*, p. 160.

DANS LES PUBLICATIONS /AMÉRIQUES, ASIE...

Bolivie

◆ La traduction en allemand de l'« Epilogue » d'un ouvrage de Raúl Zibechi, *Dispersar el poder. Los movimientos como poderes antiestatales* (Disperser le pouvoir. Les mouvements comme pouvoirs anti-étatiques), editorial Virus, Barcelone, 2007, dans le n° 214 (mi-octobre 2008) de la revue *Die Aktion*. Il ressort de la lecture de cet « Epilogue » que les organisations populaires vivant de la faiblesse de l'Etat et l'Etat de l'affaiblissement de ces mêmes organisations, celui-ci est contraint d'obtenir leur aval et, donc, de distribuer de l'argent aux plus remuantes pour asseoir son pouvoir ; on ne peut toutefois pas se faire une idée, à partir de ce texte, de comment les organisations populaires seraient en mesure de faire contrepoids à l'Etat, ainsi que le soutient l'auteur. L'intégralité de l'ouvrage est annoncée en traduction allemande pour le printemps 2009 aux éditions Nautilus. *Dispersar el poder*.doit être bientôt disponible en français, grâce à la revue Le Jouet enragé.
Renseignements : http://lejouetenrage.free.fr.

Un entretien avec Raul Zibechi : « Il y a un problème relatif à l'autonomie des mouvements sociaux », est accessible sur le site http://risal.collectifs.net/spip.php?article2153.

◆ Un article, « Collas et Cambas dans la Bolivie d'Evo » (Colla est le surnom péjoratif que l'on donne aux Indiens ; Camba, le mors du cheval, le sobriquet donné aux élites, majoritairement blanches, des régions riches de l'Est et du centre de la Bolivie), dans le n° 349 (octobre 2008) de *CNT*, l'organe de la Confédération nationale du travail espagnole, montre qu'en Bolivie les contradictions de classes sont en train de se fourvoyer dans des luttes ethniques alimentées par le gouvernement d'Evo Morales. Elena Calvo Martínez, l'auteure de cet article, s'élève contre la menace de division du pays et d'affaiblissement de l'Etat qui pèse actuellement sur la Bolivie à cause de ce dévoiement des luttes de classes en luttes de races, et fait l'apologie de l'autogestion comme alternative au capitalisme.

Mexique : communautés zapatistes

◆ *Barricata, fanzine de contre-culture antifasciste et libertaire*, n° 17 (automne 2008) contient, entre autres : « Au sein des communautés zapatistes » détaillant le fonctionnement de ces collectivités.

Mexique : Oaxaca

◆ Nous avions brièvement signalé dans le n° 125 (été 2008) d'*Echanges*, p. 52, un texte d'un groupe de Palo

Barricade à Oaxaca en2006.

On doit pourtant considérer que cette occupation – et éventuellement d'autres qui suivraient cette même voie – se déroule dans un contexte totalement différent des occupations de 1937, même si on peut les rattacher à une semblable crise du capital. En 2008, la crise ne fait que commencer et il est vraisemblable que ses conséquences sur l'activité économique ne se sont pas encore entièrement développées ; en ce sens, l'occupation de Republic est avant tout défensive et ne vise qu'au respect de la légalité. En 1937, la crise durait déjà depuis près de huit années et les mesures pour tenter de redresser la situation avec le New Deal et l'amorce d'une reprise économique pouvait redonner aux travailleurs une confiance dans l'action après tant d'années de privations.

Pendant cette période de soixante-dix années qui correspond en gros à la domination de l'organisation du travail qualifiée de « fordisme », la classe ouvrière américaine, dans sa grande majorité, a sans aucun doute lutté, mais cette lutte est restée étroitement encadrée dans les limites tolérables pour le système. Cette période semble révolue – d'où l'écho que peut soulever cette grève qui, en elle-même représente économiquement peu de chose.

Précisément, il en reste le symbole d'une action hors des pratiques « habituelles » de la grève, illégale, lancée par la base et rencontrant l'inertie sinon l'hostilité des appareils syndicaux. C'est-à-dire effectivement radicalement différente, même si elle ne contenait comme revendication que le respect du droit. On doit souligner que les grévistes étaient en grande majorité des immigrés et on ne peut que rapprocher ce mouvement, même dans ses limites, de tous les mouvements des travailleurs immigrés dans les années écoulées, celui des « janitors » depuis 1999 et celui du début 2006 contre la nouvelle loi sur l'immigration (10).

Dans ces mouvements et notamment dans celui de 2006, se sont développées des liaisons horizontales autour d'organisations locales d'origine diverses de secours et de solidarité ne s'adressant pas seulement aux immigrants avec ou sans-papiers mais aussi à tous les précaires. Dans l'occupation de Republic, il semble que conjointement avec la section syndicale de base – le « local 1110 – une de ces organisations, Chicago's Interfaith Committee of Workers, ait joué un rôle important. Le rôle de ces organisations n'a pas échappé aux capitalistes et le *Wall Street Journal* du 16 octobre 2007 consacraitd'ailleurs un article à « la montée de la gauche religieuse » (11).

H. S.

---

(10) Voir notamment « Le géant s'éveille. Comment s'est construit le mouvement contre la nouvelle loi péalisant les immigrés », *Echanges* n° 117 (été 2006), p. 3, et « La grève des Janitors », *Echanges* n° 119 (hiver 2006-2007), p. 18.

(11) Le responsable du Chicago's Interfaith Workers Right Center a dévoilé que ce centre de soutien aux travailleurs avait dû engager des poursuites, dans des cas de violation du « WARN Act », notamment pour les petites entreprises, et a engagé les travailleurs placés dans de telles situations à suivre l'exemple de ceux de Republic Windows. Il est significatif que ce soit ces organisations parallèles, confessionnelles, ethniques, professionnelles... et non les syndicats qui peuvent se targuer de succès dans les actions collectives (*class action*) contre les employeurs (elles viennent de faire cracher 54 millions de dollars à Wal-Mart et ont en cours plus de 60 actions visant des millions de travailleurs auxquels sont dus des milliards de dollars). Tout aussi significative paraît la publication par un des responsables de ces groupes plus ou moins informels d'un livre intitulé *Le Vol des salaires en Amérique : pourquoi des millions de travailleurs américains ne sont pas payés et ce qu'ils peuvent faire*. Sans doute, jusqu'alors ces groupes d'entraide ont privilégié les recours légaux, mais leur soutien (peut-être initiateurs) à l'occupation de Republic Windows montre qu'ils peuvent franchir la frontière de l'illégalité dans la lutte de classe ou que les travailleurs eux-mêmes leur ont imposé de la franchir. Voir « Les centres ouvriers, une nouvelle forme d'organisation prolétarienne », *Echanges* n° 126.

dans certains endroits. Le comité de médiation nommé par Roosevelt publie son rapport ce jour-là. A part demander aux grévistes de reprendre le travail, les médiateurs se limitent à proposer des commissions pour étudier les différents aspects du conflit. Le Comité de grève déclare que c'est une victoire et appelle à la reprise du travail le 22 septembre.

II-2-3 – Apparition des sit-down strikes. Déçus, les travailleurs quittent en masse les syndicats. On voit alors apparaître les premières sit-down strikes, qui relèvent clairement de la révolte des OS. L'expression viendrait d'un incident dans un stade de basket. Deux équipes d'usine devant s'affronter refusent de jouer si l'arbitre n'est pas syndiqué. Elles s'assoient sur le parquet jusqu'à ce qu'ils obtiennent satisfaction.

◆ Une grève sit-down est une grève sauvage sur le tas. C'est souvent une grève partielle, courte (quickie) mais perturbant fortement le travail à la chaîne. C'est une forme de lutte qui semble spécifique à ce contexte fordiste. C'est sur impulsion syndicale que les sit-downs vont se transformer en occupation d'usine.

II-2-4 – Troisième vague de grèves : les grèves avec occupation de 1936-37

Firestone (Akron), janvier 1936

◆ La section des pneus pour camion arrête le travail contre la baisse du tarif et pour protester contre le licenciement d'un membre du syndicat. Les hommes avaient préparé le coup : celui qui était le plus proche de l'interrupteur général le coupe à l'heure dite. Le jour même, tous les travailleurs de l'usine s'arrêtent, et la deuxième usine le lendemain. La direction capitule.

Goodyear (Akron), février-mars 1936

◆ Après plusieurs tentatives, une grève sit-down éclate le 14 février 1936. Le syndicat fait évacuer les ouvriers. Ce n'est que le sixième jour que le CIO envoie des délégués et que l'United Rubber Workers sanctionne la grève. Jusque-là, tout s'est fait à la base. Des piquets surveillent les 45 portes qui entourent l'usine sur plus de 15 km ; ils mettent en place une coordination et une cuisine collective.

◆ En mars, une rumeur court que les grévistes vont être attaqués. Le syndicat passe toute la nuit à la radio pour tenir les ouvriers au courant, chez eux, et leur dire de se tenir prêts à intervenir à l'endroit où l'attaque aurait lieu. Une proposition de médiation de Roosevelt est rejetée par les travailleurs. Après plus d'un mois de grève, Goodyear capitule sur presque toutes les revendications, mais pas sur la reconnaissance du syndicat. Après la reprise du travail, l'indiscipline reste élevée dans l'usine, avec de nombreuses grèves surprises (*quickie strikes*). Cette situation fait penser à la révolte des OS dans les années 1960.

Industrie automobile 1936-1937

◆ La même chose peut-être dite de l'atmosphère qui règne dans l'industrie automobile, où le problème des cadences est omniprésent. Les ouvriers s'entendent pour plafonner leur production et résister à la pression patronale. Dès 1934, la tension monte partout dans l'industrie automobile, et les travailleurs affluent vers les syndicats pour le pousser à organiser une grève. L'AFL, cependant, temporise continuellement. A tel point que le président du syndicat fait appel à Roosevelt pour qu'il demande aux ouvriers de repousser la grève. Ce qu'ils font, bien que le compromis pro-

posé par Roosevelt soit en fait une défaite importante pour eux.

Ils comprennent bientôt qu'ils ont été trahis et quittent le syndicat. Ce qu'il reste de militants se rapproche du CIO (9). C'est à partir de là que les sit-downs se développent dans l'industrie automobile, et la nouvelle tendance syndicale surfe sur cette indiscipline pour s'implanter et obtenir la reconnaissance syndicale de la part des patrons.

Fin 1936, de nombreuses grèves ont lieu dans l'industrie automobile, le plus souvent à l'initiative de la base (syndiquée ou non) et contre la volonté de la haute hiérarchie de l'UAW.

General Motors , 18 novembre 1936-11 février 1937 (10)

C'est dans ce contexte que démarre la grande grève à GM. Depuis des mois, même les syndicats de base ne semblent pas avoir été associés aux nombreux it-downs qui ont lieu.. Mais en décembre 1936, le sit-down se transforme en occupation syndicale. Résumé des événements :

◆ Atlanta, usine Fisher Body, 18novembre 1936 : grève avec occupation d'une nuit.

◆ Kansas City, 15 décembre 1936 : Occupation de l'usine jusqu'au 23 décembre pour protester contre le licenciement d'un syndicaliste. Le syndicat met fin à l'occupation (mais pas à la grève) en raison de difficultés à nourrir les occupants.

◆ Cleveland, 28 décembre 1936 : grève sur initiative syndicale de base. La direction demande l'évacuation de l'usine. Tout le monde s'en va sauf 259 salariés (sur 7 200).

◆ Flint, 30 décembre 1936 : Les deux usines Fisher Body (1 000 et 7 300 salariés) s'arrêtent. La première de façon spontanée, la seconde sur initiative syndicale.

◆ Autres usines GM : Flint devient le centre de la grève, mais 13 autres usines du groupe s'arrêtent aussi, plus ou moins longtemps, dans les jours qui suivent (11).

◆ Les occupations se font sur le modèle militaire. Discipline, entretien du matériel et des locaux, autodéfense, pas d'alcool, pas de femmes, distractions. Une AG par jour. La cuisine de Flint a compté un maximum de 2 000 repas à servir. Ce qui ne donne une idée du nombre d'occupants que si l'on prend en compte les nombreux grévistes non occupants qui venaient manger là. En réalité, le nombre d'occupants à Flint Fisher Body n° 2 était de 450 le 5 janvier, et de 17 le 26 janvier (12). « Le problème auquel étaient confrontés les organisateurs n'était pas de convaincre les occupants de partir parce qu'il était difficile de les nourrir ou parce qu'on avait besoin d'eux ailleurs, mais plutôt d'avoir assez d'hommes à l'intérieur pour être capable de tenir les usines (13). » Les permissions sont limitées et un certain nombre d'occupants sont retenus contre leur volonté. Des membres de l'UAW d'autres entreprises viennent participer à l'occupation. On fait paraître dans le journal local des articles expliquant aux femmes que la présence de leurs hommes dans l'usine est absolument indispensable.

◆ Malgré cela, une tentative policière de forcer l'entrée de FB2 fut repoussée avec succès par les occupants. C'est la Bataille des Running Bulls du 11 janvier

(9) A cette date, le Committee for Industrial Organization fait encore partie de l'AFL.
(10) Pour ce qui suit, les sources sont : Jeremy Brecher : op. cit., et Sidney Fine : *Sit Down*, Ann Arbor 1969.

(11) S. Fine, *op. cit.*, p. 146.
(12) S. Fine, *op. cit.*, p. 168.
(13) S. Fine, *op. cit.*, p. 168.

Le mercredi 10 décembre, au sixième jour de l'occupation, une rencontre entre le patron, les représentants du syndicat UE et de la Bank of America, met au point le règlement minimum de ce qui est dû aux ouvriers en grève suite à la fermeture : deux mois de salaire ; les arriérés de jours de vacances non utilisés ; deux mois de cotisations maladie.

Globalement, ce paiement représente 1 750 000 dollars (1 300 000 euros) financés par la Bank of America (1 350 00 euros) et JP Morgan Chase (400 000 euros) ce qui fait en moyenne pour chaque travailleur environ 7 000 dollars (5 500 euros).

Cet accord est approuvé à l'unanimité par les ouvriers en grève le mercredi 10 décembre. L'usine est évacuée et, presque immédiatement, la firme Republic est déclarée en faillite. L'usine de Red Oak passe en deux équipes et commence à embaucher des ouvriers non syndiqués à 10 dollars de l'heure, sans aucun « bénéfice » santé ou retraite.

Quant à l'usine de Chicago, on ne peut que constater qu'il n'y a eu aucune tentative de reprise d'activité par les ouvriers eux-mêmes. Temps trop court, une « solution » minimale ayant été trouvée presque immédiatement. Est-ce pour répondre à certaines discussions ou projets de base que le syndicat UE crée à ce moment un fonds spécial, « The Window Opportunity Fund », avec un apport du syndicat et l'ensemble des contributions de solidarité non utilisées pour financer éventuellement la reprise de l'usine en coopérative ouvrière ?

L'écho de cette occupation a été énorme dans le monde ouvrier américain pris dans la tourmente de la crise. La dernière grève avec occupation aux Etats-Unis remonte à 1937 (9) et les politiques tout comme les capitalistes ont pu craindre qu'une telle grève prolongée ait des répercussions importantes dans le présent contexte de chute de l'économie et de nombreux licenciements. La petite dimension de l'entreprise, le faible montant des sommes en cause, la modestie des revendications pourraient faire paraître surdimensionné à la fois l'écho et ces craintes. Si l'on compare l'utilisation de cette méthode de lutte en France et aux Etats-Unis, on ne peut qu'être frappé par sa fréquence dans notre pays (et même avec un degré de plus car dans la période récente des menaces de « tout faire sauter » ont pu se faire jour) et son absence totale pendant soixante-dix ans aux Etats-Unis. Ce simple fait peut expliquer les réactions ouvrières, patronales et politiques.

(9) Voir le texte « Réactions du prolétariat américain pendant la crise de 1929 » et notamment l'occupation de l'usine de General Motors à Flint (près de Detroit) en 1936-1937.

tir tout de suite. Le fait que 80 % de ces travailleurs étaient des Latinos, principalement guatémaltèques, et le reste des Noirs, peut-il expliquer la brutalité de cette décision ? Les délégués du local 1110 devaient rencontrer dans la journée du vendredi 5 le patron et des représentants de la Bank of America, pour décider du paiement des indemnités légales et peut-être du sort de l'usine. Alors que, à la fin de ce jour-là, les ouvriers attendaient le résultat de ces entretiens, il leur fut annoncé qu'ils n'avaient pas eu lieu, patronat et banque s'étant défaussés : ils étaient jetés à la rue sans paiement de leur dû (7).

A l'unanimité, tous les travailleurs présents décident, avec les responsables du local 1110, de rester sur place et d'occuper l'usine. Depuis ce vendredi 5 au soir, ils sont là nuit et jour, en reprenant le roulement des équipes comme pendant le travail. L'occupation est totalement illégale. Mais la police n'interviendra pas, restant aux abords de l'usine, filtrant parfois ceux qui y affluent pour témoigner de leur solidarité. Les revendications ne touchent même pas la reprise de l'activité, mais seulement le paiement de ce qui est dû en cas de licenciement (essentiellement les arriérés de vacances et une indemnité légale équivalant à huit semaines de salaires), et qu'empêche le refus de la banque de consentir un prêt pour ce faire. Le mercredi 10 décembre, une manifestation devant le siège local de la Bank of America réunit plus de 1 000 travailleurs, alors qu'un piquet s'installe autour du bâtiment ; la police n'intervient pas non plus, mais apparemment bloque certains accès pour limiter la participation (8).

La première grève avec occupation depuis 1937

La nouvelle de cette occupation se répand comme une traînée de poudre. Des témoignages de solidarité affluent de partout, non seulement sous la forme de messages mais de dons en espèces et en nature, nourriture, couverture (Chicago subit un froid intense et se trouve sous la neige). Les familles viennent avec les enfants. Toute une organisation de survie se met en place. Il n'y a guère que les responsables syndicaux, jusqu'à la tête de l'AFL-CIO, qui n'apprécient guère cette forme de lutte car elle les place en porte-à-faux au moment où ils négocient la révision vers le bas de toutes les conditions de travail, notamment dans l'automobile.

Ce sont les politiques qui réalisent la portée de cette occupation, même si elle peut paraître symbolique. Les grévistes ont repris le fameux slogan d'Obama, sénateur de l'Ohio jusqu'à son élection à la présidence des Etats-Unis, établi à Chicago depuis vingt-cinq ans : « Yes, we can » (« Oui, nous pouvons »). Parmi les messages de solidarité, on peut lire : « Merci de nous montrer comment se battre. » Il importait de vider rapidement cet abcès ; c'est ce qui explique l'intervention des politiques, notamment d'Obama, qui au-delà des déclarations visant plus le « respect de la légalité » que la forme de l'action ouvrière, sont vraisemblablement intervenus en vue d'un soutien financier.

(7) En 1988, une loi fédérale « Worker Adjustment and Retraining Notification » (WARN) avait rendu obligatoire le paiement de cette indemnité de licenciement de deux mois de salaire par l'employeur mais seulement pour les entreprises de plus de 100 travailleurs permanents victimes de licenciements collectifs après fermeture ou réduction d'activité.

(8) D'après des témoignages, les policiers locaux stationnés près de l'usine exprimaient leur sympathie pour les grévistes et contre un système qui « détruisait tout espoir chez des gens ordinaires qui essayaient tout juste de survivre ».

1937. Quelle conviction avait la police ? Ni le gouverneur, ni la direction de GM ne souhaitaient l'éviction par la force des occupants.

◆ La grève dure quarante-quatre jours, au terme desquels GM reconnaît les syndicats dans les usines occupées et accepte de négocier avec eux, à l'exclusion de toute autre organisation syndicale pendant six mois. Ce monopole de six mois donné à l'UAW lui permit de s'établir fermement dans les usines du groupe. Le meneur de la grève à FB1 fit remarquer que « ce n'est pas pour cela que nous faisons la grève » et les hommes observèrent qu'il n'y avait rien sur les cadences (14).

Le travail reprend néanmoins.

III – Brève synthèse

D'après les éléments ci-dessus, la réaction du prolétariat à la crise s'est faite en plusieurs étapes :

◆ La première réaction se fait comme organisation et lutte pour la survie dans le chômage.

◆ Il faut attendre 1932 pour voir apparaître des grèves contre la baisse des salaires.

◆ En 1934, une deuxième vague de grèves mêle la revendication de reconnaissance des syndicats (autorisée par le NIRA) à celles de refus de la baisse des salaires. Elles sont gagnantes dans certains secteurs porteurs (automobile, transports) et perdantes dans d'autres (textile).

◆ En 1936-1937, la troisième vague de grève appartient déjà à la nouvelle époque d'après-crise. C'est, au travers de luttes certes très fortes contre le travail à la chaîne, la mise en place des nouvelles conditions syndicales du fordisme. Comme en 1968 en France, le principal gagnant des grèves avec occupation est le syndicat, pas les travailleurs. « Grâce au Wagner Act (1935) et au National Labor Relations Board, qui créait un cadre institutionnel rigide pour les négociations collectives, le CIO a pu canaliser le mouvement des sit-downs dans des formes d'organisations qui, loin de remettre en cause le pouvoir des patrons, renforçait au contraire leur autorité sur les travailleurs » (15).

◆ On observera également que, malgré le dynamisme des ouvriers dans leurs affrontements avec les patrons, aucun groupe ou parti « révolutionnaire » n'a pu s'implanter de façon durable. Le dynamisme du prolétariat pour défendre ses droits s'est, semble-t-il, toujours arrêté avant de remettre en cause le pouvoir, même au niveau local. Les illusions sur Roosevelt semblaient massives, même si on a entendu bien des désillusions sur le NIRA.

◆ Si mon analyse des trois vagues de grève est pertinente, elle signifie que, au moins pour une part, l'énergie indéniable de l'activité de crise du prolétariat a été consacrée à la refonte syndicale.

Imposer la reconnaissance du syndicat dans l'entreprise, imposer la forme du syndicalisme industriel, tel aurait été l'agenda du prolétariat américain dans la grande crise de 1929.

B.A.
Octobre 2008

RÉVOLTES EN GRÈCE

Dans l'attente d'analyses des camarades grecs impliqués dans ces luttes, voici des extraits de ce qui nous a été envoyé jusquà présent

La chronologie succincte, telle que nus la publions ci-dessous, des trois semaines de manifestations et d'émeutes que la Grèce a connues en décembre en souligne assez les caractères pour qu'il ne soit pas nécessaire d'ajouter plus qu'une brève analyse. Ce que nous présentons ici n'est qu'une première discussion.

Les raisons habituellement invoquées pour expliquer cette longue explosion de violence se réfèrent, pour l'immédiat, à une agitation persistante dans tout le système éducatif depuis des mois voire des années (1). Plus spécialement l'échec patent de ce système qui jette sur le marché du travail des diplômés sans autre espoir que de gagner 600 euros par mois.

On retrouve là un problème commun à tous les pays capitalistes avancés et bien connu en France au cours des décennies passées avec les mobilisations récurrentes des jeunes et parents de touts les échelons du système éducatif. Les derniers actes en sont la levée anti-CPE, en 2006, et le mouvement en cours aujourd'hui dans le secondaire.

Comme partout, la crise financière et économique ne fait qu'exacerber les tensions sociales déjà existantes. Certains, pour la Grèce, se réfèrent à l'histoire politique mouvementée de ce pays pendant et après la seconde guerre mondiale. Mais, malgré des aspects spécifiques d'un malaise général marqué plus qu'ailleurs par la corruption et le népotisme, on retrouve les traits généraux de l'évolution contemporaine de toutes les sociétés industrialisées. Cette évolution est marquée essentiellement, même si cela ne s'exprime pas ouvertement, non seulement par la faillite du politique – au sens que tout le monde doute que l'on puisse contrôler d'une manière ou d'une autre la marche inexorable du capitalisme – mais aussi et d'abord par le doute sur la viabilité d'un système, même si rien ne se dessine qui puisse s'y substituer.

La force de ce malaise souvent refoulé et dévié s'exprime par des explosions sociales. Le fait qu'une telle explosion ait été déclenchée par l'assassinat d'un jeune manifestant et sa généralisation rapide à tout le pays peuvent être rapprochés de l'explosion des banlieues françaises à l'automne 2005 suite à la mort de deux adolescents (2). A la différence qu'en Grèce, ce sont des jeunes de milieux différents qui

(1) Pour ceux qui voudraient approfondir ce point, voir « La crise permanente dans l'éducation : sur quelques luttes récentes en Grèce », sur Internet : http://www.collectif-rto.org/spip.php?article733&artsuite=0#sommaire_1, ou que nous pouvons aussi adresser sur papier sur demande.

(2) Voir *La Révolte des cités françaises, symptôme d'un combat social mondial*, Echanges et Mouvement, 2006, toujours disponible.

les unes avec contrat, les autres sans contrat. Souvent, la survie de la société dépend de l'élimination de l'usine sous contrat et du transfert des fabrications dans les usines produisant à moindre coût, dans des conditions telles qu'aucune solidarité ouvrière engageant l'ensemble des travailleurs de la société puisse se tisser (4).

C'est la situation devant laquelle se sont trouvés les 240 ouvriers de Republic Windows and Doors, une petite usine de portes et fenêtres métalliques pour le bâtiment de Chicago. Les difficultés économiques de cette entreprise sont dues sans aucun doute aux répercussions de la crise des « subprimes », de l'effondrement de la spéculation immobilière et de tout le secteur du bâtiment qui en dépend. Cette entreprise familiale (Gillman), dont la banque JP Morgan Chase (5) possédait 40 % du capital, avait cherché à fusionner avec des entreprises du même secteur. C'est ainsi qu'un projet de fusion avec American Weather Seal, sise elle aussi en Ohio, a été rejeté par la Bank of America, banque qui couvrait les dettes des deux sociétés. Cette décision a précipité la faillite de Republic Windows.

L'usine de Chicago bénéficiait de longue date d'un contrat ; les travailleurs étaient représentés par le syndicat United Electrical Workers (UE) dont la section d'entreprise, le « local 1110 » s'était déjà distinguée dans le passé (6). Le contrat comportait en particulier une assurance-maladie et une couverture retraite. Malgré la mise en faillite, l'usine pouvait continuer son activité, mais tous les avantages du contrat étaient supprimés.

Mais, comme les 250 travailleurs, on peut penser que toute l'opération n'était pas aussi claire que ce qu'en ont alors présenté les médias. On a su après la faillite que la famille Gillman, sous couvert d'une nouvelle société, Echo Windows, avait acquis le 18 novembre auprès d'une société Traco une usine fabriquant la même gamme de produits, sise à Red Oak (Iowa) et dont le principal avantage était que ses 100 travailleurs n'étaient protégés ni par un syndicat, ni par un contrat collectif, et touchaient des salaires de 10 à 12 dollars de l'heure (sans aucun « avantage »), contre 14 dollars à Chicago (sans compter maladie et retraite). Cette transaction ne fut révélée que début décembre, au moment de l'annonce de la fermeture de l'usine de Chicago ; mais des soupçons, éveillés par des transferts de machines et de matériel, pesaient depuis quelque temps sur des projets patronaux dissimulés.

Les travailleurs de Republic n'eurent guère le temps d'élucider ces questions. Le travail semblait s'effectuer normalement, lorsque, le soir du mardi 2 décembre, le patron convoqua une assemblée pour annoncer abruptement que l'usine fermerait dès le 5, et que ceux qui le voulaient pouvaient par-

(4) La grève récente d'American Axle Manufacturing à la fin de laquelle les travailleurs, après 87 jours de conflit, ont dû accepter les conditions patronales (notamment une réduction de moitié des salaires et des fermetures d'usines) sous menace de délocalisation, est un des derniers exemples de ces stratégies patronales.

(5) J.P Morgan Chase et Bank of America sont les deux premières banques américaines. Elles semblent avoir agi de concert dans la liquidation de Republic Windows. La mise en faillite de Republic Windows simplement suite au refus de la Bank of America d'ouvrir une ligne de crédit pour permettre le paiement des indemnités dues paraît d'autant plus scandaleuse que cette banque venait d'obtenir du gouvernement une ouverture de crédit de 25 milliards de dollars.

(6) Le « local 1110 » est la section d'entreprise du syndicat « United Electrical, Radio and Machine Workers » (UE), syndicat affilié à l'AFL-CIO.

UNE HIRONDELLE NE FAIT PAS LE PRINTEMPS

240 ouvriers de Chicago dans une grève illégale, lancée par eux-mêmes, rencontrent l'inertie sinon l'hostilité des appareils syndicaux

Il est impossible de parler des luttes aux Etats-Unis sans évoquer la situation spécifique des conditions de travail dans ce pays, ce que nous avons fait chaque fois que nous avons abordé ces questions (1). Rappelons que, faute d'une reconnaissance syndicale dans une usine spécifique, les droits des travailleurs sont minimaux et peuvent varier d'un Etat à l'autre, notamment en ce qui concerne les avantages sociaux (santé et retraite). Si un syndicat est reconnu (au niveau de l'établissement), il en découle un contrat collectif d'entreprise pouvant prévoir notamment la couverture de ces avantages. Dans une période de crise comme celle qui sévit actuellement, les usines « sous contrat » c'est-à-dire celles qui avaient concédé ces « avantages », sont défavorisées au profit des usines « sans contrat » établies sur le sol même des Etats-Unis (2).

C'est pourquoi d'une part, les renouvellements de ces contrats collectifs d'usine sont générateurs de conflits, d'autre part que les entreprises tentent tous moyens dilatoires pour échapper à leur contrainte (3). Ces questions se compliquent lorsqu'une même société dispose, sur le territoire national ou à l'étranger, de plusieurs usines,

(1) Voir,pour les articles les plus récents sur les Etats-Unis, *Echanges*, n° 115 (hiver 2005-2006) : « Scission au sein de la confédération syndicale AFL-CIO » et n° 125 (été 2008) : « 87 jours de grève chez American Axle Manufacturing ».

(2) Dans les entreprises qui, après un vote, bénéficient d'une représeptation syndicale, il existe un contrat collectif temporaire, qui doit être régulièrement renégocié. Dans la période récente, lors de ces renégociations, le patronat a tenté régulièrement d'imposer un durcissement des conditions d'exploitation, afin de lui permettre de faire face à la concurrence des entreprises sans syndicat et sans contrat collectif du territoire américain ou délocalisées à l'étranger. Soumis à différents chantages, les syndicats ont peu à peu accepté d'abandonner les différents avantages garantis par les contrats antérieurs. L'industrie automobile offre un exemple frappant des abandons successifs par le syndicat UAW de toutes les garanties élaborées dans les années d'après-guerre.

(3) Un des moyens d'éluder tous les engagements des contrats antérieurs est la mise en faillite. Elle permet de continuer l'activité de l'entreprise avec les mêmes travailleurs, mais en faisant table rase de tous les accords collectifs antérieurs et des « avantages » qu'il comportait. De nombreuses sociétés, notamment les compagnies aériennes, y ont eu recours pour briser les résistances ouvrières.

sont descendus dans la rue, tout au moins au début. En France, cette explosion répandue sur tout le territoire était quand même restée limitée aux banlieues des villes.

Par d'autres aspects, le présent mouvement en Grèce s'apparenterait plus au mouvement anti-CPE de 2006 en France, bien que ce dernier n'ait pas pris ce caractère insurrectionnel. Mais on y trouve les mêmes tentatives de groupes plus ou moins informels, d'une mouvance « d'avant-garde » mal définie, de se greffer sur un large mouvement aux objectifs limités, pour tenter de lui insuffler des objectifs plus généraux de critique sociale et d'aspiration à une société communiste. Ils profitent d'actions ponctuelles pour tenter de former des pôles de regroupement, de propagande et d'action.

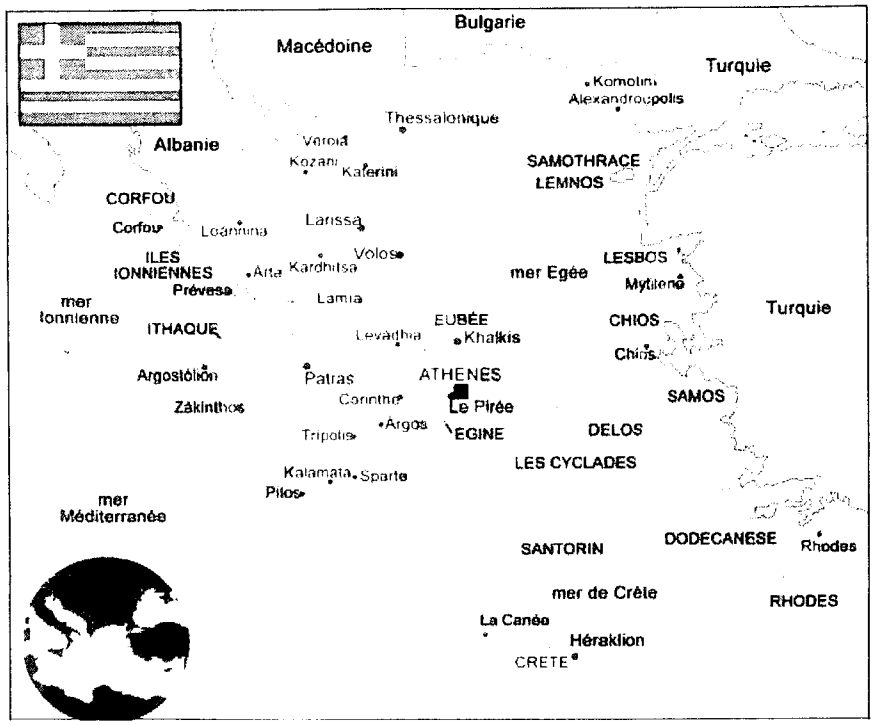
On trouve des tentatives de ce genre en Grèce comme auparavant en France. Elles s'apparentent aux tentatives passées des partis dits révolutionnaires. Mais alors qu'en France, ces actions ultra-minoritaires étaient restées limitées à l'occupation de bâtiments scolaires et universitaires, en Grèce non seulement ce type d'occupation s'est étendu à des sièges de syndicats, à des mairies et à d'autres bâtiments officiels... mais encore le mouvement a pris des formes plus radicales : attaques de banques, de magasins et de commissariats, pillages de magasins.

Ces actions militantes ont échoué. Elles portaient la marque d'une tendance radicale qui semblait soutenue par l'ensemble des participants au mouvement ; mais la distance entre ces groupes radicaux et la majorité s'est élargie au fil des jours.

Les chiffres donnés par les participants à ces émeutes dans la chronologie ci-après montrent bien cette juxtaposition complexe entre les deux courants. La force du mouvement à son origine, force qui s'exprime dans le nombre des manifestants, fait que les diverses actions d'avant-garde peuvent paraître l'expression de la volonté de l'ensemble des participants : elles bénéficient alors d'une sympathie générale et attirent aussi nombre de ceux qui ne les envisageaient pas au départ... Mais les mêmes chiffres montrent qu'à mesure que le mouvement général se délite, tout l'édifice qui a pu être plaqué sur ses véritables tendances s'écroule.

« Faire bouger » la classe ouvrière ?

Fin décembre, les manifestations se réduisent à quelques centaines de participants, les actions radicales à quelques dizaines de militants. L'évacuation volontaire successive des divers bâtiments occupés (et destinés dans l'esprit des initiateurs de ces occupations à être des bases pour un essor révolutionnaire) témoigne



Quelques données sur la Grèce

◆ **Superficie.** 132 000 km², moins d'un quart de la France soit l'équivalent de vingt départements français répartis en une zone continentale très montagneuse (45 % de la superficie) et 437 îles (20 %).

◆ **Population.** 11 200 000 habitants, moins d'un cinquième de la France. Trois villes (Athènes, Thessalonique et Patras) représentent à elles seules près de la moitié de la population. Outre qu'elle compte plusieurs minorités ethniques dans ses régions frontalières, la Grèce est un important lieu de transit de l'immigration de tous les pays du Moyen-Orient et du Sud de l'Asie.

◆ **Economie.** Malgré l'entrée dans l'Union européenne en 1981, dans la zone euro en 2001 et la politique consécutive de privatisation, le secteur public représente encore 40 % de l'activité économique, laquelle repose par ailleurs sur une importante économie parallèle.

Selon les évaluations, l'agriculture représente 3,6 % du PIB, l'industrie 25 % et les services 71 %. Le taux de chômage atteindrait 10 % (30 % chez les jeunes). 10 % des 15-19 ans sont non scolarisés ou sans emploi. Les principales ressources sont les activités de la marine marchande (18 % de la flotte mondiale) qui vient en second derrière le tourisme. Ces dernières activités souffrent particulièrement de la crise mondiale, qui joue aussi dans le ralentissement des autres secteurs de l'économie.

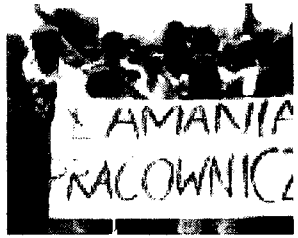
quiste, va être détruite pour faire place à des appartements » dans le n° 349 (octobre 2008) de *CNT*. La Confédération nationale du travail espagnole voudrait voir ériger un monument à la mémoire de tous ceux qui ont souffert entre ses murs sur le site de la prison madrilène de Carabanchel, construite dans les années 1940, fermée depuis dix ans. Un devoir de mémoire qui, poussé à l'extrême, exigerait de ne détruire aucune usine, lieux de souffrance des travailleurs.

Italie

◆ L'Italie en mouvement « Lame de fond » Trois mois de grèves, manifs, occupations, assemblées, cours en plein air... Etudiants, lycéens, salariés, souvent méfiants envers les syndicats se sont rejoints dans les rues. Comme une lame de fond dans toute l'Italie » dans *CQFD* n° 62 (5 décembre 2008).

Pologne

◆ « Les capitalistes du groupe Mondragón exploitent les travailleurs en Pologne. Fagor n'est pas un lieu de travail mais un camp de travail » dans *CNT* n° 349 (octobre 2008), l'organe de la Confédération nationale du travail espagnole. Mondragón Corporación Cooperativa, une



entreprise ayant son siège dans le pays basque espagnol et se revendiquant coopérative, a délocalisé des fabrications d'électro-ménager dans plusieurs pays à bas coût de main-d'œuvre : Egypte, Maroc, Mexique, Thaïlande, Chine et Pologne. En Pologne, les ouvriers de Fagor Mastercook gagnent en moyenne environ 1 200 zlotys (400 euros) mensuels (dans un pays où le salaire minimum est de 1 126 zlotys) alors que l'entreprise a reçu en 2006 17,5 millions d'euros de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et diverses aides du gouvernement polonais parce qu'implantée dans une de ces zones économiques spéciales qui fleurissent partout dans le monde.

Les employés de Fagor Mastercook de Breslavia (Wroclaw) se sont mis en grève en juin, à 90 % selon l'article de *CNT*, pour réclamer des augmentations de salaires. S'en sont suivi plusieurs licenciements de syndicalistes qui ont déclenché une nouvelle grève en août.

En anglais sur http://zsp.net.pl/node/92

◆ *Roumanie*

Dans le n° 128 d'*Echanges*, p. 33, nous avions traduit de l'anglais un article sur la grève des dockers de Constanza rédigé par une camarade proche de la revue allemande *Wildcat*. Cette revue en donne une version en allemand plus étoffée, « La porte orientale de l'Europe bloquée : grève dans le port de Constanza », dans son n° 82 (été 2008).

Modèle suédois

◆ « Le malentendu suédois » « Vouloir importer des processus en dehors du cadre culturel qui leur permet de fonctionner peut s'avérer au mieux inefficace, au pire dangereux » sur le modèle suédois dans *La Gazette de la société et des techniques* n° 48, septembre 2008 (copie à Echanges).

Musulmans au Royaume-Uni

◆ Dans *Aufheben* n° 17 (2009), un texte sur les musulmans en Grande Bretagne « Croissants and Roses : New Labour, communalism and the rise of muslin Britain ».

dans le village de Zalbidia, dans le Guipuzcoa (Pays basque espagnol), d'où elles ont essaimé dans la région pour expliquer leur lutte contre le projet de TGV qui doit relier Bilbao, Donostia et Victoria au reste du monde au détriment des terres et des communautés rurales sujettes à expropriation : « Un espace où il fut possible de vivre en marge de l'oppression du progressisme à partir de formes organisationnelles fondées sur la coopération, l'assemblée et l'anti-autoritarisme. »

Routiers espagnols, exploiteurs et exploités à la fois

◆ Des « Réflexions sur l'arrêt de travail patronal des transports » dans le n° 347 (juillet 2008) de *CNT*, l'organe de la Confédération nationale du travail espagnole, pour donner un point de vue anarcho-syndicaliste sur la grève des transporteurs routiers espagnols en juin 2008 (voir *Echanges* n° 126, p. 23). Où l'on montre que le mouvement fut mené par les petits et moyens entrepreneurs, alors que les grandes entreprises cherchaient à l'arrêter. Exploiteurs et exploités à la fois, les travailleurs indépendants se retrouvent souvent dans une situation plus difficile que lorsqu'ils étaient salariés d'une entreprise et sont contraints de se faire les porte-parole du patronat des grandes entreprises au risque, sinon, de perdre leur emploi ; c'est pourquoi les auteurs de l'article ne veulent pas utiliser dans ce cas le mot « grève », qu'ils réservent à un arrêt de travail d'ouvriers salariés.

◆ Le capitalisme a tout intérêt à favoriser le passage des salariés à un statut d'indépendant qui les lie inéluctablement au patronat ; comme le dit un autre article dans ce même numéro de *CNT*, « A propos de l'arrêt de travail dans les transports : le rôle des indépendants dans la CNT » : « Les salariés d'hier, unis dans la défense de leurs intérêts de classe, sont les travailleurs indépendants d'aujourd'hui, luttant les uns contre les autres dans la jungle du libre marché. ». Dans ce second article, la section des travailleurs indépendants de Madrid organisés dans la CNT, qui l'a rédigé, affirme qu'en faisant l'expérience des responsabilités entrepreneuriales, les travailleurs indépendants seront mieux à même de participer à la société de l'avenir pour laquelle lutte la CNT grâce « (...) à toute l'expérience acquise dans l'exercice de la gestion du travail ».

Prisons espagnoles

◆ Amadeu Casellas, anarchiste expropriateur de banques dans les années 1970 pour financer les luttes ouvrières, est en prison depuis plus de vingt-cinq ans, selon l'organe de la Confédération nationale du travail espagnole, *CNT*, n° 349 (octobre 2008) et ne cesse de sa battre contre les injustices de la justice. Emprisonné à Quatre Camins de Granollers, il a fait une grève de la faim de soixante-seize jours, jusqu'au 5 septembre 2008, pour réclamer le statut qui lui permettrait de sortir en liberté conditionnelle et a été transféré à l'hôpital pénitenciaire de Terrasa.

Les promesses qui lui ont été faites tardent à se concrétiser, selon les n°s 350 (novembre 2008) et 351 (décembre 2008) de *CNT* – et la lutte de son comité de soutien continue.

◆ « Grues et bétonnières pour occulter l'horreur. La prison de Carabanchel, symbole de la répression fran-

bien de cette chute de tous les espoirs militants.

Une autre évidence s'impose, non plus seulement vis-à-vis du mouvement lycéen et étudiant, mais du mouvement des jeunes en général : en occupant le siège des syndicats, en lançant des appels à destination des travailleurs, cette avant-garde diffuse espérait « faire bouger » l'ensemble de la classe ouvrière. D'autant qu'elle pensait que, comme dans le secteur de l'éducation, des grèves de l'ensemble des travailleurs officiellement déclarées pourraient servir de base à un mouvement plus important (plus ou moins le mythe de mai 1968 en France).

Là aussi c'est l'échec. Il serait trop facile de faire reposer cet échec sur l'action « contre-révolutionnaire » des bureaucraties syndicales. Celles-ci ne peuvent réprimer le développement d'un mouvement sauvage, même si elles tentent de s'y insérer pour accomplir et préserver leur fonction sous le capital. La même question se posait en France dans les mouvements dont nous avons parlé : pourquoi l'ensemble des prolétaires, pourtant durement malmenés par diverses mesures sociales, ne se sont-ils pas engouffrés dans ce qui n'était que l'expression d'une résistance à des mesures identiques à celles qui les frappaient ?

La réflexion doit porter sur le sens de ces résistances, et non sur les méthodes d'action des avant-garde ni sur ce que pourrait être une société communiste.

H. S.

CHRONOLOGIE DE LA RÉVOLTE

La chronologie qui suit est extraite d'une courte présentation des récentes émeutes à Athènes et à Thessalonique « telles qu'elles ont été vues par quelques participants prolétariens ». Ce texte de 53 pages en anglais du groupe TPTG peut être trouvé sur Internet : http://sites.google.com/site/radicalperspectivesonthecrisis/struggles/chronologyofeventsingreecepluscommuniques.

Le texte comporte deux parties, l'une consacrée à la région d'Athènes, l'autre à Thessalonique ; nous avons essentiellement conservé la première.

◆ **Samedi 6 décembre** – Le soir, vers 9 h 30, un adolescent de 15 ans, Alexis Grigoropoulos, est tué par balle par un agent de la police spéciale. Spontanément des manifestants se rassemblent, indignés et révoltés par cette violence gratuite. Des centaines de policiers tentent de les bloquer. Ils sont attaqués par tous les moyens possibles. En moins de deux heures, ce sont plus de 10 000 manifestants qui s'affrontent avec les forces de l'ordre. L'Université technique nationale (Polytechnique) est occupée, ainsi que la Faculté d'économie et de droit ; ces bâtiments deviennent les quartiers généraux de la lutte et les lieux d'assemblées ouvertes. Des banques, des magasins et un commissariat sont attaqués et les escarmouches durent jusqu'à quatre heures du matin.

La nouvelle du meurtre et des manifestations sont rapidement connues partout en Grèce via les portables et Internet. Un groupe de 150 personnes qui se sont rassemblées dans le centre d'Athènes, at-

taquent et pillent les boutiques de la rue Ermou, dans le quartier chic de la capitale. Des passants et des habitués des pubs ou clubs les rejoignent. Dans un autre quartier, près de l'Acropole, un commissariat est sévèrement endommagé.

Dans plusieurs villes (Thessalonique, Jannina, Héraklion, Volo) boutiques, banques et commissariat sont aussi attaqués.

◆ **Dimanche 7 décembre** – A 14 heures, partant du Musée archéologique proche des deux bâtiments déjà occupés, 4 000 manifestants convergent vers le commissariat central, attaquant boutiques chic, hall d'expositions de voitures, banques. Ils s'affrontent avec les policiers qui réussissent à disloquer le gros de la manifestation. Mais les différents groupes, chacun de leur côté, continuent jusque tard dans la nuit actions contre la police et les mêmes boutiques ou banques déjà visées.

◆ **Lundi 8 décembre** – Le matin, des lycéens de plusieurs établissements se rassemblent spontanément devant le QG de la police à Athènes. De nombreux jeunes des banlieues nord, est et ouest de la capitale convergent vers le centre-ville en une manifestation spontanée. Ceux des écoles du Pirée (le port d'Athènes) attaquent le commissariat central de la ville et retournent les voitures de police. A 18 heures, plus de 20 000 manifestants, principalement des jeunes, se rassemblent sur la place des Propylées, dans le centre d'Athènes.

Un grand nombre vont et viennent hors de la manifestation, attaquant les banques, les boutiques de luxe et pillent ce qu'ils peuvent.

Tout le reste se déplace lentement et personne ne tente réellement de stopper attaques et pillage. Quelques-uns même les applaudissent. Des attaques similaires ont lieu dans d'autres quartiers d'Athènes, soit près de la moitié du centre-ville. Les immigrants se mettent de la partie. Les Albanais s'intéressent plus à la castagne avec les policiers, d'autres, comme les Afghans et les Africains, au pillage des magasins. La police est débordée, ne pouvant être partout à la fois.

A Thessalonique, 400 manifestants attaquent un commissariat pendant que 1 500 autres construisent des barricades. En fin d'après-midi, neuf bâtiments universitaires sont occupés. Plus tard, 6 000 manifestants attaquent banques et boutiques et pillent tout ce qu'ils peuvent.

◆ **Mardi 9 décembre** – Grève des enseignants du primaire et du secondaire contre les exactions policières. A midi, près de 3 000 manifestants se rassemblent sur les Propylées et se dirigent vers le Parlement. A la fin de cette manifestation, 150 jeunes attaquent les policiers avec des cocktails Molotov. Le Parti communiste grec (KKE) dénonce les « provocateurs » agissant pour le compte de « forces étrangères occultes ».

Dans l'après-midi, à 15 heures, plus de 5 000 personnes accompagnent dans la banlieue sud d'Athènes les funérailles du jeune assassiné par les policiers. La police, présente à distance sur les lieux, est attaquée par 200 jeunes : elle doit tirer en l'air pour se dégager. Banques et magasins sont attaqués et pillés.

A Thessalonique, suite à la grève des enseignants, 4 000 personnes manifestent devant le siège du ministère régional de l'éducation.

◆ **Mercredi 10 décembre** – Grève générale lancée depuis un mois par les syndicats Confédération générale du travail de Grèce (GSEE) et Confédération des fonctionnaires (ADEDV) contre les pré-

DANS LES PUBLICATIONS /EUROPE

France

◆ « Montée de la colère enseignante » dans *La Forge* n° 491 (décembre 2008). Dans le même numéro : « Interopérabilité Ligne B du RER, les conducteurs de train résistent ».

◆ « C'est la grève ! Et si on bloguait le collège ? » dans *N'autre école*, n° 20 (automne 2008) (revue des travailleurs de l'éducation à la CNT) qui consacre aussi une bonne partie de ses textes à l'informatique dans l'enseignement.

◆ Sans-papiers : « La lutte pour la régularisation de tous n'a fait que commencer » dans *Partisan* n° 222, novembre 2008 .

◆ « Fin de la grève aux Taillades » (fermeture d'une conserverie près d'Alès, délocalisée en Pologne) dans le *Bulletin de Contre Info des Cévennes*, n° 5, septembre 2008. Dans ce même numéro diverses actions locales et infos sur des réseaux et collectifs (Site : http://nonfides.fr/spip.php?breve7 et contreinfo7@riseup.net).

◆ « Contre la privatisation de La Poste, déjà une vingtaine de comités locaux », dans *Alternative libertaire* n° 178 (novembre 2008) et « La Poste : la mobilisation patine », dans le n° 179 (décembre).

◆ « Le succès des bras croisés », dans *Alternative libertaire* n° 179 (décembre 2008) : une grève de dix-huit jours a permis aux 177 salariés de La Nive-Matériaux d'obtenir une augmentation de salaire de 155 euros.

◆ « Actualité carcérale » et « Loi de rétention de sûreté et prisonniers politiques » dans *Jakilea (Le Témoin)* (CDDHPB, Maison de la vie citoyenne Polo Beyris, 64100 Bayonne).

Allemagne

◆ Nous avions signalé dans le n° 123 d'*Echanges*, p. 36, un article et un entretien avec deux militants à propos de la grève des conducteurs de locomotive allemands en 2007 parus dans le n° 80 (hiver 2007/2008) de la revue allemande *Wildcat*. Celle-ci revient sur les acquis de la lutte dans son n° 82 (été 2008), dans un nouvel entretien avec les deux mêmes militants de Railion et de la compagnie des tramways. Où l'on apprend que la grève a surtout servi à renforcer le pouvoir des syndicats dans les négociations avec le patronat public et privé (en Allemagne, les chemins de fer sont partagés entre entreprises d'Etat et entreprises privées). Les revendications des travailleurs sur le temps de travail et les salaires se sont transformées en échelles de qualification, en suppression des temps de pause et l'inflation s'est chargée du reste.

Précaires en Espagne

◆ Malgré une réforme du code du travail datant de juin 2006, le travail précaire n'a que très peu diminué en Espagne selon un article, « Résultats de la réforme du travail », du n° 347 (juillet 2008) de *CNT*, l'organe de la Confédération nationale du travail espagnole : 31,4 % des travailleurs sont officiellement sans contrat de travail à durée indéterminée, contre 33 % auparavant, alors que la moyenne européenne serait de 15 %.

Des Espagnols contre le TGV

◆ « Treizième campagne contre le TGV à Zalbidia », dans l'organe de la Confédération nationale du travail espagnoel, *CNT*, n° 349 (octobre 2008). Du 24 juillet au 3 août, quelques centaines de personnes se sont réunies

◆ **Mercredi 24 décembre** - Les occupants évacuent le siège du syndicat ASOEE.

Nouvelle manifestation de 1 500 militants dans le centre d'Athènes, avec des appels à la continuation de l'insurrection. Fin de l'occupation de l'Université nationale technique.

◆ **Vendredi 26 décembre** – 150 militants manifestent devant l'hôpital où est hospitalisée la militante syndicale attaquée à l'acide le lundi 22.

◆ **Samedi 27 décembre** – 300 manifestants occupent le siège d'Athens Piraeus Electric Railways (ISAP), la société qui employait cette militante.

Une assemblée de 500 militants décide d'organiser des actions contre le travail du dimanche (ouverts exceptionnellement, afin de compenser les pertes dues aux émeutes) et une manifestation devant la prison de Korydallos, en solidarité avec les émeutiers qui y sont enfermés.

◆ **Dimanche 28 décembre** – A 9 h 30, 200 militants se rassemblent devant une librairie du centre d'Athènes et, par groupes de 10 à 20, commencent à bloquer les entrées de magasins de la rue Ernou, la rue des boutiques les plus riches de la ville. Mais à 13 h 30, devant la foule, ils finissent par abandonner la partie.

◆ **Lundi 29 décembre** – A 15 h 30 à Maroussi, à 15 km d'Athènes, 120 manifestants parcourent « The Mall Athens » le plus grand centre commercial de l'Attique, avec des bannières contre la société de consommation, distribuant des tracts, faisant passer leurs messages dans la sono.

Dans le même après-midi, nouvelle manifestation de solidarité avec la syndicaliste hospitalisée : mais cette fois, les bureaux sont fermés et gardés par la police. Les policiers trop peu nombreux doivent évacuer la place, emmenant à l'hôpital 4 blessés.

◆ **Mercredi 31 décembre** – A 23 h 30, 1 000 manifestants se rassemblent devant la prison de Korydallos, demandant la libération de tous les prisonniers arrêtés durant les émeutes. ■

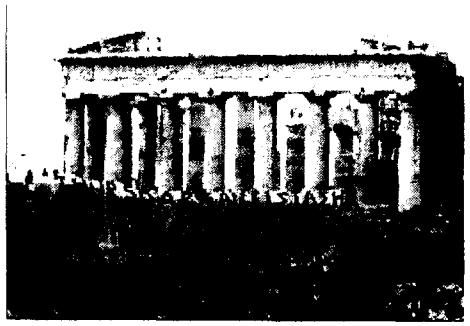
Paris, rue du Transvaal, janvier 2009.

visions budgétaires. Considérant la situation et craignant l'élargissement des émeutes, les manifestations prévues sont annulées. Néanmoins, 7 000 manifestants se regroupent dans le centre d'Athènes. De nouveaux accrochages avec la police se poursuivent jusque dans la nuit. Des assemblées dans les universités occupées tentent de définir les actions à venir.

Les émeutes touchent maintenant 42 villes de Grèce, et même des agglomérations où aucune manifestation n'est organisée. C'est partout le même schéma d'attaque des commissariats, banques, magasins et autres bâtiments publics.

Ces émeutes vont bien au-delà des membres des groupes politiques ultra-gauche. Principalement à Athènes et en Crête, nombre d'émeutiers sont des immigrants, ce qui se produit pour la première fois dans ce pays (la moitié des arrestations concerne des immigrés accusés de pillage alors que la quasi-totalité sont des jeunes). Mais à Thessalonique une manifestation regroupe 4 000 étudiants et travailleurs.

◆ **Jeudi 11 décembre** – Les lycéens abandonnent les établissements secondaires et bloquent les 35 commissariats d'Athènes, parfois accompagnés par leurs parents. La police, à court de bombes lacrymogènes, en importe d'Israël.



Dans la banlieue d'Athènes, une mairie est occupée avec l'appui des agents municipaux et sert de lieu ouvert de communication et de rencontre. Dans plusieurs universités occupées se tiennent des assemblées. Les organisations étudiantes liées au PC grec (PKS) tentent de bloquer ces assemblées et de prévenir les occupations.

A Komotini, dans le nord-est de la Grèce, près de la frontière turque, ce sont des groupes fascistes et des nervis qui au nom de la « sécurité publique » attaquent une manifestation et récupèrent l'université.

A Athènes, dans la soirée, de nouveau 5 000 manifestants agissent selon un scénario devenu habituel.

◆ **Vendredi 12 décembre** – 700 lycées et une centaine d'universités sont occupées et leur nombre ne cesse d'augmenter. A Athènes, une grande manifestation rassemblant plus de 10 000 étudiants se termine selon le même scénario que les précédentes. Des arrestations, dont des lycéens de 13-14 ans.

◆ **Samedi 13 décembre** – A l'appel d'un comité de coordination des étudiants occupant les université, un sit-in de plus de 1 000 participants occupe une des places centrales d'Athènes, mêlant étudiants et travailleurs. Ils sont attaqués à minuit par la police. D'autres manifestations dans les banlieues d'Athènes, Nea Smirni, Peristeri, Zografou.

Dans la soirée, le ministère de l'environnement et des travaux publics est attaqué par quelque 200 manifestants. Des escarmouches se poursuivent un peu partout dans la nuit.

◆ **Dimanche 14 décembre** – De nouveau des manifestations dans différentes villes grecques. Dans la banlieue sud

d'Athènes, à Nea Smirni, un café propriété de la municipalité est occupé par une centaine de personnes, militants, conseillers municipaux et résidents pour en faire un centre d'information et de coordination. Dans cette même journée, quatre stations de radio sont occupées et utilisées pour diffuser des communiqués appelant à la généralisation de la lutte.

Dans le centre d'Athènes, un arbre de Noël géant installé par la municipalité est transformé en torche

◆ **Lundi 15 décembre** – Une tentative de nervis et de commerçants de reprendre l'ancienne mairie de Halandri (banlieue nord-est d'Athènes), occupée, échoue. A Agios Demetrios, l'assemblée tente, en coopération avec les employés municipaux, de faire redémarrer les services municipaux indispensables. Le matin, une centaine de lycéens et de militants se rassemblent devant le siège des tribunaux en solidarité avec les personnes arrêtées et réussissent à entrer dans le bâtiment.

Au même moment, dans la banlieue de Korydallos, plus d'un millier de lycéens marchent sur la prison (la plus grande de Grèce). Ailleurs, d'autres manifestations ont lieu devant des commissariats, avec des bagarres avec les policiers. Plus de 2 000 manifestants se rassemblent devant le Parlement. L'occupation de bâtiments municipaux et de stations radio continue à Athènes et dans d'autres villes

◆ **Mardi 16 décembre** – Un groupe de 50 manifestants entre dans les studios de la télévision publique NET pendant le bulletin d'informations et réussit à se faire filmer pendant une minute en lançant des appels à la solidarité et à la généralisation du mouvement. 70 autres personnes attaquent le commissariat central du quartier d'Ilissia qui est le quartier général des forces spéciales de police (YMET). Rassemblements et manifestations dans les faubourgs d'Athènes (Petralona, Dafni, Agios Demetrios) dans lesquelles se mêlent étudiants, résidents, travailleurs. Dans une station de métro d'Athènes les distributeurs de billets sont vandalisés.

◆ **Mercredi 17 décembre** – Environ 70 travailleurs occupent le siège de la confédération syndicale GSEE. 50 bureaucrates aidés de nervis échouent à le reconquérir. Une assemblée y réunit plus tard plus de 800 participants. Deux tendances se dégagent à propos de cette occupation : l'une y voit un symbole pour critiquer les bureaucraties syndicales et promouvoir un syndicalisme de base détaché de toute influence politique ; d'autres qui n'ont rien à faire du syndicalisme, veulent faire du bâtiment un centre pour la formation d'une communauté de lutte.

Le matin de ce jour, deux bannières géantes sont déployées sur l'Acropole (où les travailleurs du site sont en grève pour leurs salaires) appelant à des manifestations de masse dans toute l'Europe pour le 18 décembre. Partant de l'ancienne mairie d'Halandri, 400 manifestants attaquent le tribunal local puis le commissariat de la ville. De nouveau des distributeurs de billets sont sabotés dans plusieurs stations de métro. Un autre étudiant est blessé par balle d'un tireur inconnu dans un rassemblement de jeunes à Peristeri, banlieue ouest d'Athènes.

Un groupe d'universitaires professeurs de droit lancent un appel pour une application stricte des lois et notamment entre autre l'utilisation des universités comme asiles politiques, la pénalisation de l'usage de masques dans les manifestations.

A ce jour, les émeutes ont fait 70 blessés et entraîné 400 arrestations

◆ **Jeudi 18 décembre** – 800 lycées sont occupés. Des grèves limitées et ponctuelles chez les coursiers, les employés de librairies, les ouvriers du secteur public. Ces travailleurs rejoignent individuellement les manifestations d'enseignants et étudiants : ils sont ainsi plus de 20 000 devant le Parlement. Les mêmes affrontements suivent tout comme dans d'autres villes de Grèce (Thessalonique, Lama et en Crête) A Patras, le siège local du syndicat est occupé.

◆ **Vendredi 19 décembre** – A midi, l'Institut français d'Athènes est attaqué par 40 militants ; des slogans de solidarité avec le mouvement lycéen en France apparaissent sur les murs.

A 18 heures, quelque 100 militants attaquent le commissariat d'Egaleo, dans la banlieue d'Athènes. Des occupants du siège des syndicats GSEE et ASOEE interviennent dans deux centres d'appel, bloquant le travail pendant quelques minutes.

Dans la soirée, une intervention similaire trouble la représentation au Théâtre national d'Athènes.

◆ **Samedi 20 décembre** – Trois stations radio occupées. Dans l'après-midi, des centaines de personnes participent à des manifestations à Athènes et dans les banlieues suite à un appel lancé par les assemblées d'occupations pour une journée internationale d'action.

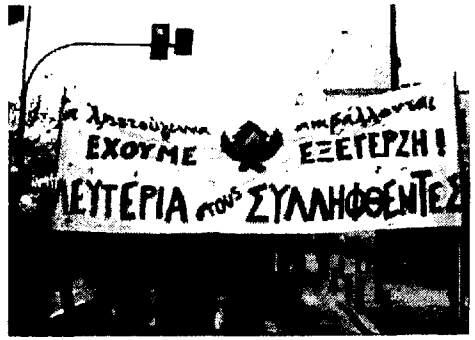
Dans un faubourg pauvre d'Athènes, Agios Panteleimonas, où vivent de nombreux immigrants, un hypermarché est pillé par les résidents locaux. L'immeuble d'une banque Teiresias est incendié.

Toute la nuit des escarmouches avec la police ont lieu à Athènes, dont une attaque contre le département financier de la police grecque.

◆ **Dimanche 21 décembre** – Fin de l'occupation du siège de la confédération syndicale GSEE. Une nouvelle manifestation dans le centre d'Athènes. Une centaine d'étudiants interrompent les représentations de 15 théâtres en proclamant une « Nouvelle année insurrectionnelle, tout le monde dans les rues » et « On ne peut pas tuer nos rêves ».

◆ **Lundi 22 décembre** – 100 manifestants occupent la mairie de Peristeri. Une militante syndicale des travailleurs du nettoyage, une migrante très active, est attaquée et gravement blessée avec une projection d'acide

◆ **Mardi 23 décembre** – Un groupe « Action populaire » revendique l'attaque par balles d'un bus de la police à Goudi, ce qui semble une provocation pour permettre à la police de se voir donner l'autorisation d'entrer dans les universités occupées. 5 000 manifestants participent à une manifestation à Athènes organisée par le comité de coordination des universités et écoles occupées. Les occupants décident d'évacuer la faculté de Droit.



Dans le quartier populaire de Nea Filadelfia, 200 manifestants attaquent un commissariat.